

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTÈRE DES FINANCES



RAPPORT ANNUEL


2021

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTÈRE DES FINANCES



RAPPORT ANNUEL **2021**

Août 2023



“ J’en appelle à tous mes compatriotes à faire preuve du civisme fiscal. Je m’assurerai, à mon tour, que les revenus fiscaux servent effectivement à répondre aux besoins de notre peuple. ”

Extrait du discours sur l'état de la Nation du
Président Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO
du 13 décembre 2019





Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Président de la République Démocratique du Congo

JE DU CONGO
FINANCES

RÉPUBLIQUE DÉ
MINISTÈRE



Son Excellence Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI

Ministre des Finances



LISTE DE PRINCIPAUX SIGLES ET ABBREVIATIONS

AA	: Agent Auxiliaire
AGA	: Agent d'Administration
AMR	: Avis de Mise en Recouvrement
AMR/A	: Avis de Mise en Recouvrement/Trésor Public
AMR/B	: Avis de Mise en Recouvrement/DGI
ASBL	: Association Sans But Lucratif
ATA	: Attaché d'Administration
CA	: Chiffre d'Affaires
CAR	: Commission d'Assiette et de Recouvrement
CB	: Chef de Bureau
CD	: Chef de Division
CDF	: Franc Congolais
CDI	: Centre des Impôts
CIS	: Centre d'Impôts Synthétiques
CREDAF	: Cercle de Réflexion et d'Echange des Dirigeants des Administrations Fiscales
DESCOM	: Direction des Etudes, Statistiques et Communication
DG	: Directeur Général
DGA	: Directeur Général Adjoint
DGA/QAF	: Directeur Général Adjoint chargé des Questions Administratives et Financières
DGA/QFR	: Directeur Général Adjoint chargé des Questions Fiscales et des Réformes
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGBSG	: Direction de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux
DGE	: Direction des Grandes Entreprises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DIR	: Directeur
DIRAF	: Direction de l'Assiette Fiscale
DIREC	: Direction du Recouvrement
DIRINFO	: Direction de l'Informatique
DIV. GBSG	: Division de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux
DLEG	: Direction de la Législation
DP	: Directeur Provincial
DPI	: Direction Provinciale des Impôts
DRH	: Direction des Ressources Humaines
DRR	: Direction de la Recherche et des Recouvrements
DTMF	: Direction du Trésor et Moyens de Financement

DUI-K	: Direction Urbaine des Impôts de Kinshasa
ENA	: Ecole Nationale d'Administration
FEC	: Fédération des Entreprises du Congo
HUISS.	: Huissier
IBP	: Impôt sur les Bénéfices et Profits
IERE	: Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés
IM	: Impôt Mobilier
IPPNR	: Impôt Professionnel sur les Prestations des services des Non-Résidents
IPR	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations
IPR/Nat.	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations des Nationaux
IPR/Exp.	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations des Expatriés
IS	: Impôt sur les Sociétés
ISPE	: Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires
ISPVCAPS	: Impôt Spécial sur les Plus-Values de Cession d'Actions ou de Parts Sociales
IRPP	: Impôt Sur le Revenu des Personnes Physiques
MED	: Mise En demeure de Déclarer
NIF	: Numéro d'Identification Fiscale
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PM	: Personne Morale
PP	: Personne Physique
RDC	: République Démocratique du Congo
SG	: Secrétaire Général
SMM	: Siège Modélisé et Modernisé
T.O.	: Taxation d'Office
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	: Dollar des Etats-Unis.



SOMMAIRE

Editorial

Présentation de la Direction Générale des Impôts

I Introduction

II Faits saillants de l'année

III Exécution des missions de la Direction Générale des Impôts

IV Gestion des moyens mis à la disposition de la Direction Générale des Impôts

V Informatisation des Services

VI Réformes mises en oeuvre et perspectives d'avenir

Annexes

Table des Matières



EDITORIAL



L'élaboration du présent rapport annuel d'activités de l'exercice 2021, qui répond à l'exigence de redevabilité par rapport aux missions assignées à la Direction Générale des Impôts par le Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant sa création, tel que modifié et complété à ce jour, offre une opportunité à l'Administration fiscale de rendre compte des activités menées au cours de la période sous revue, dans le double objectif de s'auto-évaluer au regard de ses forces et de ses faiblesses, et d'informer la communauté nationale des résultats obtenus dans la gestion de l'impôt.

Elle lui offre également une occasion de mettre en exergue certaines actions à impact direct sur les recettes fiscales, dont

celles ayant marqué significativement la gestion de l'impôt, notamment :

1) En matière de gestion de l'impôt

- la publication des listes des contribuables additionnels actifs aux répertoires des contribuables relevant de la gestion de la Direction des Grandes Entreprises (DGE), des Centres des Impôts (CDI) et des Sièges Modélisés et Modernisés des Directions Provinciales des Impôts (SMM) dans le but d'assainir la gestion desdits répertoires ;
- la constitution d'une Commission chargée de l'encadrement, du suivi et de l'évaluation de l'applicatif Isys-Régies au sein de la DGI, afin de proposer des pistes de solutions aux écueils constatés dans le fonctionnement de cette plateforme ;

- la mise en service d'un nouveau modèle de déclaration de la TVA intégrant notamment le mécanisme de la TVA comptable institué en faveur des entreprises minières en phase d'exploitation ;
- l'attribution de codes services de la DGI ;
- la création d'une Commission chargée du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre des stratégies et actions, afin de permettre à la DGI de réaliser les engagements contenus dans le contrat de performance signé avec le Ministère des Finances ;
- l'actualisation des seuils de compétence des Services opérationnels dans le souci d'adapter la gestion des contribuables à la réalité économique du pays ;

2) En matière de gestion des ressources humaines

- les réflexions sur la nécessité de la constitution d'une caisse de solidarité à la DGI, afin d'assurer une fin de carrière honorable aux Cadres et Agents ;
- l'affectation de quelques Directeurs et Cadres Supérieurs dans certains Services de la DGI ;
- l'affectation collective et avancement en grade des diplômés de l'Ecole Nationale des Finances, section Impôts Directs et Indirects, Promotion 2019-2020 ;
- l'instruction pour le respect de la voie hiérarchique dans la transmission des correspondances administratives pour éviter l'anarchie dans les rapports professionnels ;

3) Concernant l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des agents

- l'encadrement efficient et l'assainissement de la gestion de la

quote-part des pénalités revenant à la DGI, qui sert à la paie de la prime de contentieux à l'ensemble du personnel ;

- l'octroi des avances sur rémunérations et l'assistance accordée à certains agents pour rencontrer leurs difficultés liées à des besoins d'ordre social ;
- la régularité dans la paie de tous les avantages reconnus au personnel ;
- la prise en charge équitable des soins de santé et le paiement diligent des appels de fonds et des déclarations des créances ;
- l'acquisition de 21 véhicules pour renforcer le charroi automobile ;

4) En matière de renforcement des capacités du personnel,

- la recommandation de quelques 65 agents pour participer à la formation organisée par l'Ecole Nationale des Finances (ENF), pour l'année académique 2020-2021, dont 25 lauréats ;
- l'organisation :
 - des formations spéciales en faveur, notamment :
 - ✓ de nouveaux Vérificateurs Polyvalents des Impôts ;
 - ✓ de nouveaux Gestionnaires des Comptes des Contribuables ;
 - ✓ des Huissiers du Trésor dans certains Services opérationnels ;
 - de la formation sur :
 - ✓ la méthode d'évaluation du chiffre d'affaires ;
 - ✓ la fonction d'Officier de Police Judiciaire en faveur des Inspecteurs des Impôts non assermentés et des Vérificateurs polyvalents de Kinshasa.

Toutes ces actions, couplées des stratégies mises en place pour un meilleur

encadrement des Services opérationnels et le suivi efficace des obligations des contribuables, ont concouru de façon significative à l'amélioration du niveau de mobilisation des recettes fiscales dont l'impact s'est ressenti, notamment sur la prime de mobilisation des recettes, la prime de contentieux minimum garantie, la prime de contentieux et autres avantages alloués au personnel de la DGI au cours de l'année 2021.

Quant au partenariat sincère et constructif avec les opérateurs économiques, développé depuis l'avènement de la nouvelle équipe dirigeante de la DGI, il sied de souligner que l'Administration fiscale se rapproche de plus en plus des contribuables suivant un programme de communication bien coordonné. Ce qui a permis de créer un climat de confiance mutuelle et d'améliorer la qualité du service à l'usager et, partant, d'accroître les recettes fiscales qui se sont élevées à fin 2021, à

CDF 6.375.984.053.291,12 contre les prévisions de **CDF 5.775.292.273.343,97** lui assignées par l'autorité budgétaire pour l'exercice 2021, soit un soit un taux d'exécution de **110,40%**.

Loin d'être un fait du hasard, cette performance enregistrée au cours de l'année sous revue est le couronnement d'un leadership éclairé à la tête de la DGI, ayant entraîné l'ensemble du personnel à accompagner harmonieusement les actions initiées par la Haute Direction.

Cette atmosphère fait naître un sentiment d'opportunisme qui conduira à coup sûr à l'amélioration du niveau de réalisations des exercices futurs avec la mise en œuvre programmée de certaines actions, notamment la digitalisation de la procédure de déclaration et de paiement des impôts et la sécurisation des déclarations par un code-barres ainsi qu'un numéro de série.

Fait à Kinshasa, le 05 JUILLET 2023

Barnabé MUAKADI MUAMBA

ENTREE PERSONNEL

PRESENTATION





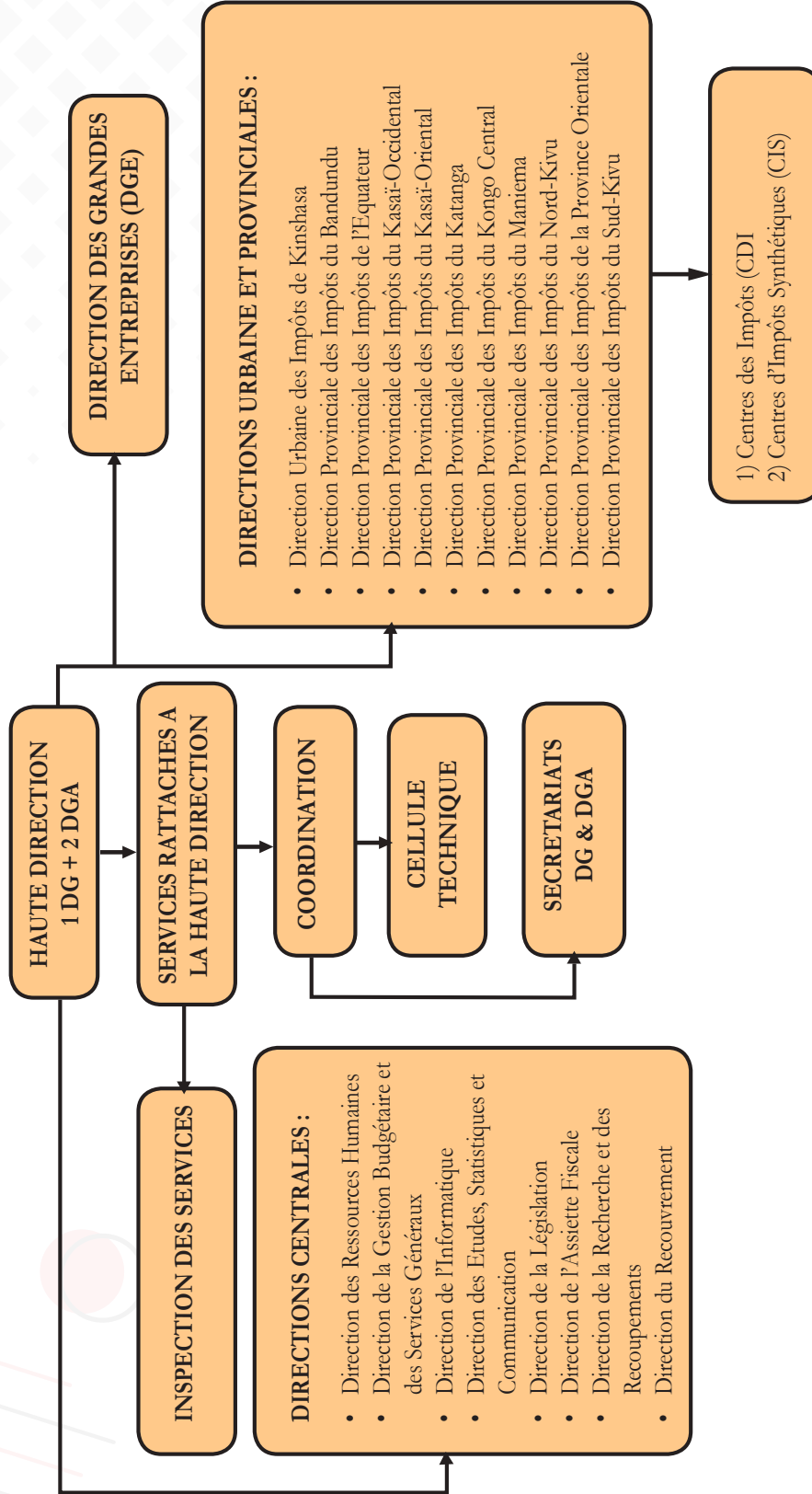
MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES

DE LA DGI



WELCOME

ORGANIGRAMME DE LA DGI



2

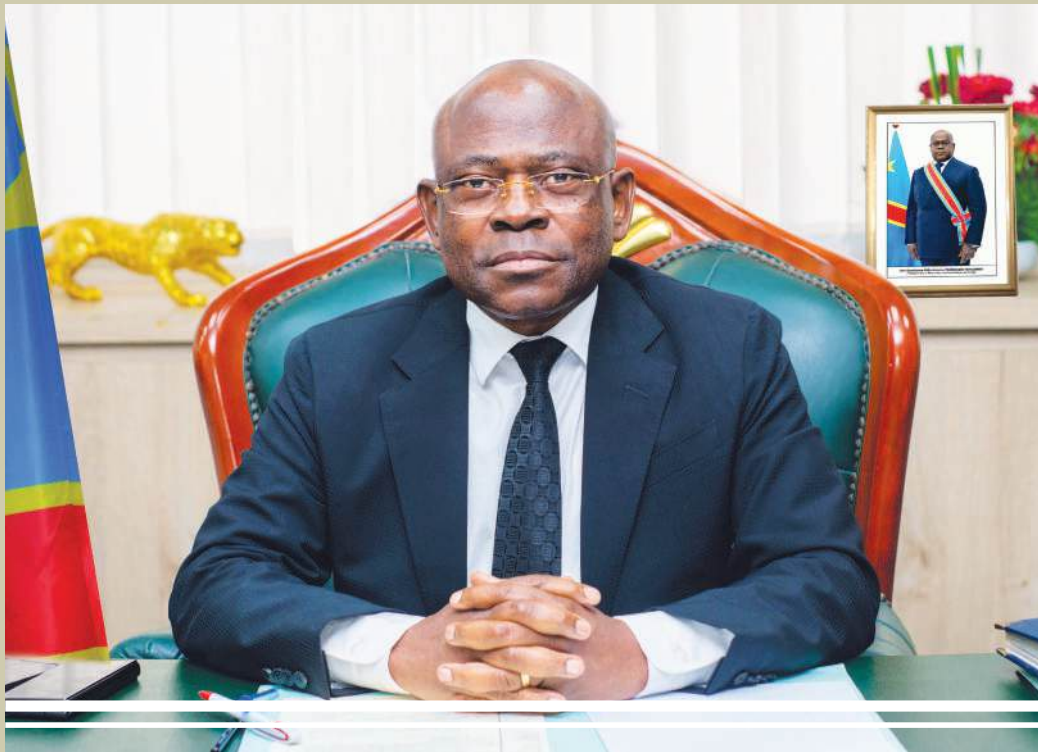
HAUTE DIRECTION DE LA DGI



Barnabé MUAKADI MUAMBA

Directeur Général des Impôts





KABWA KALUME Henri-Maurice
*Directeur Général Adjoint chargé des
Questions Fiscales et des Réformes*



ETINA BEKILE IPAN Abdon
*Directeur Général Adjoint chargé des Questions
Administratives et Financières*



4

DIRECTIONS URBAINE ET PROVINCIALES : 11

■ DIRECTION URBAINE DES IMPOTS DE KINSHASA

- Adresse :
Avenue de la Révolution n° 819 Place commerciale,
7ème rue C/Limete
- E-mail :
dui@dgi.gouv.cd



■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU BANDUNDU

- Adresse :
Avenue de la mission n° 37 Q/Salongo
Commune de Basoko
- E-mail :
dpibdd@dgi.gouv.cd



■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DE L'EQUATEUR

- Adresse :
Avenue Bolenge n°17
Centre-ville de Mbandaka
- E-mail :
dpieq@dgi.gouv.cd



■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KASAI-OCIDENTAL

- Adresse :
Croisement des avenues Kasa-vubu et Lubaya n°
236 Commune de Kananga
- E-mail :
dpikoc@dgi.gouv.cd



■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KASAI-ORIENTAL

- Adresse :
Avenue Kasengulu n° 38 Q/Masanka Commune
de Diulu
- E-mail :
dpikor@dgi.gouv.cd



■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KATANGA

- Adresse :
Avenue Tabora n° 198 Commune de Lubumbashi
- E-mail :
dpikat@dgi.gouv.cd



■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KONGO CENTRAL

- Adresse :
Avenue de la Poste n° 14 Quartier
Ville-basse / Commune de Matadi
- E-mail :
dpikocent@dgi.gouv.cd



■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU MANIEMA

- Adresse
Avenue du Commerce n° 5 Q/Katuku
Ville de Kindu
- E-mail :
dpiman@dgi.gouv.cd



■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU NORD-KIVU

- Adresse
Avenue Mont Goma n° 252 / place commerciale
de Goma
- E-mail :
dpink@dgi.gouv.cd



■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DE LA PROVINCE ORIENTALE

- Adresse
Croisement des avenues Matabo et Tanganyika n°
08 Commune de Makiso
- E-mail :
dpipor@dgi.gouv.cd



■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU SUD-KIVU

- Adresse
Avenue de la Cathédrale n° 5 Q/Ndendere
Commune d'Ibanda
- E-mail :
dpisk@dgi.gouv.cd



5

CENTRES DES IMPOTS : 5

■ CENTRE DES IMPOTS DE KINSHASA

- Adresse :
Croisement des avenues Kasai et Commerce / Commune de Gombe
- E-mail :
cdikin@dgi.gouv.cd



■ CENTRE DES IMPOTS DE LUBUMBASHI

- Adresse :
Avenue Kapenda n° 12 / Commune de Lubumbashi
- E-mail :
cdilub@dgi.gouv.cd



■ CENTRE DES IMPOTS DE GOMA

- Adresse :
Avenue Mesangers n° 12 / Place commerciale de Goma
- E-mail :
cdigoma@dgi.gouv.cd



■ CENTRE DES IMPOTS DE MATADI

- Adresse
Avenue de la Poste n° 14 Quartier Ville-basse / Commune de Matadi
- E-mail :
dpikoc@dgi.gouv.cd



■ CENTRE DES IMPOTS DE KISANGANI

- Adresse
Avenue Matabo n° 10 Commune de Makiso
- E-mail :
cdi.kisangani@gmail.com



6

CENTRES D'IMPOTS

DUI-K (24)		DPI/KATANGA (15)		DPI/PROVINCE ORIENTALE (14)		DPI/KASAI- OCCIDENTAL (12)		DPI/BANDUNDU (11)	
1	BANDALUNGWA	HAUT-KATANGA		TSHOPO		KASAI		KWANGO	
2	BARUMBU	1	ANNEXE	1	BAFWASENDE	1	ILEBO	1	KAHEMBA
3	BUMBU	2	KAMALONDO	2	ISANGI	2	KAMONIA	2	KASONGO-LUNDA
4	GOMBE	3	KAPEMBA-RUASHI	3	KISANGANI 1	3	LUEBO	3	KENGE
5	KALAMU	4	KATUBA	4	KISANGANI 2	4	MWEKA	KWILU	
6	KASA-VUBU	5	KENYA	BAS-UELE		5	TSHIKAPA	1	BANDUNDU
7	KIMBANSEKE	6	KIPUSHI	1	BONDO	KASAI CENTRAL		2	BULUNGU
8	KINSHASA	7	LIKASI	2	BUTA	1	DEMBA	3	IDIOFA
9	KINTAMBO	8	LUBUMBASHI	HAUT-UELE		2	DIBAYA	4	KIKWT
10	KISENSO	9	SAKANIA	1	DUNGU	3	DIMBELENGE	5	MASI MANIMBA
11	LEMBA	HAUT-LOMAMI		2	ISIRO	4	KAZUMBA	MAI-NDOMBE	
12	LIMETE	1	KAMINA	3	WATSA	5	LUIZA	1	BOLOBO
13	LINGWALA	2	KANIAMA	ITURI		6	KANANGA 1	2	INONGO
14	MAKALA	LUALABA		1	ARU	7	KANANGA 2	3	NIOKI
15	MALUKU	1	KASAJI	2	BUNIA				
16	MASINA	2	KOLWEZI	3	DJUGU				
17	MATETE	TANGANYIKA		4	MAHAGI				
18	MONT-NGAFULA	1	KALEMIE	5	MAMBASA				
19	NDJILI	2	KONGOLO						
20	NGABA								
21	NGALIEMA								
22	NGIRI NGIRI								
23	NSELE								
24	SELEMBAO								

CIS LIMETE



SYNTHETIQUES : 131

DPI/KONGO CENTRAL (11)		DPI/SUD-KIVU (11)		DPI/KASAI-ORIENTAL (10)		DPI/NORD-KIVU (9)		DPI/EQUATEUR (8)		DPI/MANIEMA (6)	
1	BOMA	1	BAGIRA	KASAI-ORIENTAL		1	BENI	EQUATEUR		1	KABAMBARE
2	INKISI	2	FIZI	1	DIBINDI	2	BUTEMBO 1	1	BASANKUSU	2	KALIMA
3	KASANGULU	3	IBANDA 1	2	DIULU	3	BUTEMBO 2	2	MBANDAKA	3	KASONGO
4	KIMPESE	4	IBANDA 2	3	MIABI	4	GOMA I	MONGALA		4	KINDU
5	KINZAU-MVUETE	5	KADUTU	4	MUYA	5	GOMA II	1	BUMBA	5	LUBUTU
6	LUOZI	6	KALEHE	LOMAMI		6	LUBERO	2	LISALA	6	PUNIA
7	MATADI	7	MWENGA	1	KABINDA	7	MASISI	NORD-UBANGI			
8	MBANZA-NGUNGU	8	SHABUNDA	2	LUILU	8	RUTSHURU	1	GBADOLITE		
9	MUANDA	9	UVIRA 1	3	MUENE DITU	9	WALIKALE	SUD-UBANGI			
10	NZAMVU	10	UVIRA 2	4	NGANDAJIKA			1	GEMENA		
11	TSHELA	11	WALUNGU	SANKURU				2	ZONGO		
				1	LODJA			TSHUAPA			
				2	LUSAMBO			1	BOENDE		





1

INTRODUCTION

Le présent rapport retrace l'essentiel des activités menées par la Direction Générale des Impôts au cours de l'année 2021 qui a commencé avec une atmosphère focalisée sur les stratégies à mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs des recettes de l'ordre de **CDF 4.900.893.266.823,00** assignés initialement à la DGI par la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021, élaboré dans un contexte international marqué par la pandémie de COVID-19, survenue à la fin de l'année 2019, et ses conséquences néfastes sur l'activité économique et les finances publiques..

L'exposé des motifs de cette Loi évoque entre autres le fait que la maîtrise mondiale de cette pandémie devrait conduire à la relance des activités économiques au cours de l'année 2021, qui impacterait positivement sur la croissance de l'économie congolaise dans un environnement d'amélioration des cours de matières premières, de bonne tenue des produits miniers et de bonne coordination des politiques monétaire et budgétaire, afin de contenir l'inflation et d'accroître les investissements publics.

A cet effet, le Gouvernement entend accélérer la lutte contre la corruption et le coulage des recettes, tout en promouvant la culture fiscale, en vue de renflouer le Trésor public et financer la mise en œuvre des politiques publiques déclinées dans son Programme d'action, en phase avec le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) adopté par le Gouvernement en décembre 2019, avec comme axes prioritaires :

- la valorisation du capital humain et le développement social et culturel ;
- le renforcement de la bonne gouvernance, la restauration de l'autorité de l'Etat et la consolidation de la paix ;

- la consolidation de la croissance économique, la diversification et la transformation de l'économie ;
- l'aménagement du territoire, la reconstruction et la modernisation des infrastructures ;
- la protection de l'environnement, la lutte contre le changement climatique ainsi que le développement durable et équilibré.

Cette Loi de finances était sous-tendue par les principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques suivants :

- Taux de croissance du PIB	: 3,2% ;
- Déflateur du PIB	: 8,7 ;
- Taux d'inflation moyen	: 15,1% ;
- Taux d'inflation fin période	: 8,8% ;
- Taux de change moyen	: 2.067,80 FC/USD ;
- Taux de change fin période	: 2.013,40 FC/USD ;
- PIB réel	: 12.842,95 milliards de FC ;
- PIB nominal	: 111.904,00 milliards de FC ;
- Pression fiscale	: 8,4%.

Pour l'exécution de cette Loi de finances, le législateur avait édicté quelques mesures fiscales modifiant et complétant certaines dispositions législatives, qui se résument de la manière ci-dessous :

1. En matière d'Impôts cédulaires sur les revenus

- le renforcement du dispositif de lutte contre la fraude fiscale en matière de prix de transfert.

2. En matière de TVA

- l'obligation de rapatriement d'une quotité des recettes d'exportation en vue d'adapter la législation sur la TVA à la réglementation de change ;

3. En matière de procédures fiscales

- la limitation de l'action en recouvrement forcé à la hauteur des sommes correspondant à la créance de l'Etat poursuivie ;
- l'amélioration de la rédaction de l'alinéa 1^{er} de l'article 91 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales en remplaçant le mot « principal » par le groupe de mots « droits dus » comme base de calcul de la majoration ;
- l'intégration dans la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales de la disposition se rapportant à la déclaration de l'impôt professionnel sur les prestations de services fournies par des personnes non résidentes en République Démocratique du Congo ;
- la réduction des délais d'introduction et d'instruction d'une réclamation en phase administrative de six à trois mois ;
- la suppression de la procédure de transaction en matière de pénalités fiscales, instituée avant la réforme du système des pénalités fiscales.

Par ailleurs, au regard de l'évolution de la situation économique du pays, il s'est révélé une nette appréciation des indicateurs macroéconomiques de l'exercice 2021, attestée notamment par la croissance du PIB, le rythme de formation des prix intérieurs suggérant un niveau d'inflation de 6% à fin 2021 et l'appréciation de la monnaie nationale par rapport au

dollar américain, l'autorité budgétaire était amenée à rectifier, à travers la Loi de finances rectificative n° 21/028 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2021, les objectifs des recettes de la DGI de **CDF 4.900.893.266.823,00** à **CDF 5.775.292.273.343,97**.

Les principaux agrégats et indicateurs macroéconomiques révisés se présentent comme suit :

Cadrage macroéconomique	Voté	Révisé
Taux de croissance du PIB	3,2%	4,9%
Déflateur du PIB	8,7	6,9
Taux d'inflation moyen	15,1%	10,9%
Taux d'inflation fin période	8,8%	6,0%
Taux de change moyen (FC/USD)	2.067,80	2.006,70
Taux de change fin période (FC/USD)	2.013,40	2.041,60
PIB nominal en milliards FC	111.904,00	106.311,04

Ces assignations des recettes de l'ordre de **CDF 5.775.292.273.343,97** sont éclatées comme suit :

- Prévisions des recettes hors TVA : **CDF 3.921.403.466.799,97**
- Prévisions des recettes TVA : **CDF 1.749.042.387.680,15**
- Prévisions IBP des Pétroliers producteurs : **CDF 104.846.418.863,85**

Aussi, la mise en œuvre de toutes les stratégies développées par l'Administration fiscale au cours de l'année 2021 a-t-elle permis la réalisation des recettes globales de **CDF 6.375.984.053.291,12**, dégageant ainsi un écart positif de **CDF 600.691.779.947,15**,

soit un taux d'exécution de **110,40%** par rapport aux assignations budgétaires de **CDF 5.775.292.273.343,97**.

Ces recettes sont ventilées de la manière ci-après :

- Recettes hors TVA :
CDF 4.441.865.462.124,01
- Recettes TVA :
CDF 1.802.284.264.573,58
- Recettes IBP des Pétroliers producteurs:
CDF 131.834.326.593,53.

Au cours de l'année sous revue, les missions dévolues à la DGI ont été conduites par le Directeur Général, Monsieur **Barnabé MUAKADI MUAMBA**, assisté de deux Directeurs Généraux Adjoints, en

l'occurrence Messieurs **André NGOY YAV N'ZAM** et **Abdon ETINA BEKILE IPAN**, chargés respectivement des Questions Fiscales et des Réformes et des Questions Administratives et Financières, tous nommés par Ordonnance présidentielle n° 20/048 du 08 juin 2020.

Toutefois, il sied de renseigner que cette équipe dirigeante a été réaménagée par la nomination de Monsieur **KABWA KALUME Henri-Maurice** par Ordonnance n° 21/091 du 03 décembre 2021, en qualité de Directeur Général Adjoint chargé des Questions Fiscales et des Réformes, en remplacement de Monsieur **André NGOY YAV N'ZAM**.





FAITS SAILLANTS

Bâtiment DGI

COFFEE

DE L'ANNEE ||



Dans le chapitre des faits saillants de l'année 2021, il sied de renseigner qu'en date du 22 juillet 2021, la DGI a signé, avec le Ministère des Finances, un Contrat de performance pour la mobilisation des recettes de l'exercice 2021.

Dans le cadre de ce Contrat, la DGI s'est engagée à rehausser de **15%** sa cible des recettes, en réévaluant les assignations du Budget initial de **CDF 4.900.893.266.822,61** à **CDF 5.775.292.273.343,97** afin d'ajuster les prévisions budgétaires aux ambitions de mobilisation des recettes définies dans le Programme du Gouvernement.

A la suite de la signature du Contrat évoqué ci-dessus, la DGI a tenu, du 1^{er} au 4 septembre 2021, le séminaire des Directeurs des Impôts sur le thème : « Définition des Stratégies et Actions en vue de la mise en œuvre du Contrat de

performance signé entre le Ministère des Finances et la Direction Générale des Impôts pour l'exercice budgétaire 2021 ». Ce Séminaire a été honoré par Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, qui a ouvert et clôturé les assises.

Aussi, convient-il de signaler un autre événement majeur intervenu au sein de la DGI au cours de l'année 2021 qu'est la nomination de Monsieur **KABWA KALUME Henri-Maurice** en qualité de Directeur Général Adjoint, par Ordonnance n° 21/091 du 03 décembre 2021 portant nomination d'un Directeur Général Adjoint d'un Service public dénommé Direction Générale des Impôts, en sigle « DGI ». Toutefois, Monsieur **André NGOY YAV N'ZAM**, en sa qualité de Directeur Général Adjoint sortant, a poursuivi l'expédition des affaires courantes jusqu'au terme de l'année 2021.





Eruption volcanique de Nyiragongo



**EXECUTION DES
DIRECTION GENERALE**



MISSIONS DE LA DES IMPOTS



III.1. RAPPEL DES MISSIONS DE LA DGI

Créée par le Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003, la DGI exerce, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, toutes les missions et prérogatives en matière fiscale relevant du pouvoir central. Ces missions et prérogatives comprennent notamment l'assiette, le contrôle, le recouvrement et le contentieux des impôts, taxes, redevances et prélèvements à caractère fiscal.

La DGI est, en outre, chargée d'étudier et de soumettre à l'autorité compétente les projets de lois, de décrets et d'arrêtés en la matière. Elle doit également être consultée pour tout texte ou toute convention à incidence fiscale ou tout agrément d'un projet d'investissement à un régime fiscal dérogatoire.

Elle exerce ses compétences sur toute l'étendue du territoire national.

III.2. ACTIVITES DE LA HAUTE DIRECTION

Les actions menées par la Haute Direction visent la supervision et la coordination de l'ensemble des activités de la DGI, la participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales, la participation à la conclusion des conventions fiscales internationales ainsi que la prise des mesures d'ordre interne.

III.2.1. Supervision et coordination de l'ensemble des activités de la DGI

Sous l'autorité de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, **Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI**, la

Haute Direction a supervisé et coordonné l'ensemble des activités de la DGI au cours de l'année 2021.

La Haute Direction a en outre impulsé les Services par la mise en œuvre des stratégies de mobilisation des recettes à travers les réunions de la Commission d'Assiette et de Recouvrement (CAR) tenues au début et à mi-parcours de chaque mois, stratégies exécutées par les Services opérationnels en charge de la gestion quotidienne de l'impôt ainsi que ceux de l'Administration Centrale, chargés d'accompagner les Services opérationnels dans l'exécution de leurs missions.

Hormis ces réunions mensuelles de la CAR, la Haute Direction a mené, au cours de l'année 2021, les activités spécifiques suivantes :

- organisation d'une réunion avec les Gestionnaires des Comptes des contribuables sur la nécessité de redynamiser cette fonction, tenue le 18 février 2021;
- organisation d'une matinée fiscale à l'attention des opérateurs économiques, membres de la FEC, sur les innovations intervenues dans la Loi de Finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021, en date du 07 avril 2021 ;
- tenue d'une réunion avec la Société VO-DACOM, sur la situation fiscale de cette dernière, en date du 12 avril 2021 ;
- tenue d'une réunion avec la Direction de la Recherche et des Recouvrements, sur la redéfinition des activités de cette Direction, en date du 15 mai 2021 ;
- participation à une séance de travail au Ministère des Finances, avec la Fédération des Entreprises du Congo, sur la fiscalité des entreprises minières, en date du 04 août 2021 ;

- participation, le 12 septembre 2021, à la Journée du civisme fiscal, organisée par la Coordination sur le Changement des Mentalités ;
- participation, le 18 octobre 2021, à la cérémonie consacrée à la rentrée judiciaire à la Cour Constitutionnelle.

III.2.2. Participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales

Le Directeur Général des Impôts a pris part aux réunions de suivi des services mobilisateurs des recettes, tenues régulièrement au Ministère des Finances, aux côtés des responsables de deux autres Régies financières, à savoir la DGDA et la DGRAD.

Cependant, dans le cadre des rencontres internationales touchant à la politique fiscale ou à l'administration des impôts auxquelles la Haute Direction devrait prendre part, aucune activité particulière n'est à signaler en 2021.

III.2.3. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales et aux accords d'échanges de renseignements en matière fiscale

Au cours de l'année 2021, la DGI a participé aux discussions ayant abouti à la signature de cinq conventions de non double imposition et de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu avec les Républiques du Rwanda, de la Turquie et de l'Égypte ainsi qu'avec les Royaumes de Qatar et du Maroc. Toutefois, toutes ces conventions sont en attente de ratification.

En outre, deux autres conventions sont en cours de négociation à fin 2021, à savoir

celle avec la République du Kenya et celle avec la Fédération d'Émirats Arabes Unis.

Quant aux accords d'échanges de renseignements en matière fiscale, ils sont en cours de négociation avec la République d'Argentine et celle de l'Inde.

III.2.4. Prise de mesures d'ordre interne

Dans le but d'aménager et de faciliter le fonctionnement interne de la DGI, d'une part, et d'assurer la diffusion des textes fiscaux à caractère législatif et réglementaire, d'autre part, la Haute Direction a pris, au cours de l'année 2021, 226 Notes de service. Il s'agit de :

- 001 Note de service n°01/001/DGI/DG/CT/JMK/CK/2021 du 08 janvier 2021 portant affectation de quelques Cadres Supérieurs à la DUI-K, Division Véhicules ;
- 002 Note de service n°01/002/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2021 du 15 janvier 2021 portant diffusion de deux (2) Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à deux (2) Associations Sans But Lucratif ;
- 003 Note de service n°01/003/DGI/DG/DLEG/MA/FMM/2021 du 15 janvier 2021 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2020/021 du 03 décembre 2020 fixant les modalités de calcul, de déclaration et de règlement de l'impôt spécial sur les plus-values de cession d'actions ou de parts sociales ;
- 004 Note de service n°01/004/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2021 du 25 janvier 2021 portant diffusion de trois (3) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à trois (3) sociétés ;

- 005 Note de service n°01/005/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2021 du 25 janvier 2021 portant diffusion de trois (3) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à trois (3) sociétés ;
- 006 Note de service n°01/006/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 25 janvier 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de janvier 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
- 007 Note de service n°01/007/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 25 janvier 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de janvier 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
- 008 Note de service n°01/008/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 25 janvier 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de janvier 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
- 009 Note de service n°01/009/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 25 janvier 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de janvier 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental ;
- 010 Note de service n°01/010/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 25 janvier 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de janvier 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental ;
- 011 Note de service n°01/011/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 25 janvier 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de janvier 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Maniema ;
- 012 Note de service n°01/012/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 25 janvier 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de janvier 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
- 013 Note de service n°01/013/DGI/DG/CT/TK/2021 du 25 janvier 2021 portant mise en place d'une Equipe de travail chargée de valider les conclusions des travaux de réflexion sur la problématique de la maîtrise et du recouvrement du solde débiteur de la DGI ;
- 014 Note de service n°01/014/DGI/DG/CR/GM/2021 du 25 janvier 2021 portant diffusion de nouvelles mesures fiscales contenues dans la Loi de Finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021 ;
- 015 Note de service n° 01/015/DGI/DG/CT/JMK/CK/2021 du 29 janvier 2021 portant mise à la disposition de la Division Ressources Humaines de la DUI-K de quelques Cadres Supérieurs de la DGI ;
- 016 Note de service n° 01/016/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2021 du 10 février 2021 portant publication de la 1ère liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion du CDI/Goma retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;

- 017** Note de service n° 01/017/DGI/DG/IS/BSE/CK/2021 du 17 février 2021 portant réajustement de l'enveloppe allouée à la paie de la prime de fonction d'Inspecteur des Impôts ;
- 018** Note de service n° 01/018/DGI/DG/DESCOM/NB/2021 du 17 février 2021 portant mise en place d'une Commission chargée de représenter la DGI aux travaux de la Commission mixte avec l'Hôtel de Ville de Kinshasa ;
- 019** Note de service n° 01/019/DGI/DG/DLEG/MA/ML/2021 du 23 février 2021 portant instruction relative à l'exonération, à titre exceptionnel, de la TVA sur l'importation et achats locaux des équipements, matériaux et consommables au profit de la société JIAYOU INTERNATIONAL LOGISTICS CO.LTD ;
- 020** Note de service n° 01/020/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 1er mars 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de février 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
- 021** Note de service n° 01/021/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 1er mars 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de février 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
- 022** Note de service n° 01/022/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 1er mars 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de février 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental ;
- 023** Note de service n° 01/023/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 1er mars 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de février 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu ;
- 024** Note de service n° 01/024/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 1er mars 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de février 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
- 025** Note de service n° 01/025/DGI/DG/CT/TK/2021 du 1er mars 2021 portant constitution d'une Commission quadripartite DGI-FEC-ARPTC et Sociétés de télécommunication (AFRICELL, AIRTEL, ORANGE et VODACOM) chargée de déterminer les modalités de collecte de la TVA due lors de l'enregistrement des téléphones mobiles au Registre des Appareils Mobiles (RAM) ;
- 026** Note de service n° 01/026/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 1er mars 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de février 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
- 027** Note de service n° 01/027/DGI/DG/DLEG/MA/LM/FMM/2021 du 05 mars 2021 portant diffusion du Décret n° 20/019 du 21 août 2020 modifiant et complétant le Décret n° 007/002 du 02 février 2002 relatif au mode de paiement des dettes envers l'Etat ;

- 028** Note de service n° 01/028/DGI/DG/DLEG/MA/LM/FMM/2021 du 05 mars 2021 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° 018/CAB/MIN/FINANCES/2020 du 1er octobre 2020 portant mesures d'application du Décret n° 007/002 du 02 février 2002 relatif au mode de paiement des dettes envers l'Etat ;
- 029** Note de service n° 01/029/DGI/DG/DLEG/MA/LM/FMM/2021 du 05 mars 2021 portant diffusion de la Circulaire Ministérielle n° 662 du 1er octobre 2020 relative au mode de paiement des dettes envers l'Etat ;
- 030** Note de service n° 01/030/DGI/DG/DRH/ALB/2021 du 08 mars 2021 portant formation sur l'évaluation du chiffre d'affaires en faveur des Agents œuvrant au sein des CIS spécialement dans les Bureaux Appoint & Contentieux, Informatique et Recouvrement ;
- 031** Note de service n° 01/031/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2021 du 08 mars 2021 portant diffusion de treize (13) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à treize (13) sociétés ;
- 032** Note de service n° 01/032/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2021 du 08 mars 2021 portant diffusion de dix-sept (17) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à dix-sept (17) sociétés ;
- 033** Note de service n° 01/033/DGI/DG/DIREC/DIV.REC/2021 du 10 mars 2021 portant constitution d'une Commission chargée de l'encadrement, suivi et évaluation du fonctionnement de l'applicatif Isys-Régies au sein de la DGI ;
- 034** Note de service n° 01/034/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2021 du 11 mars 2021 portant publication d'une entreprise relevant de la gestion du CDI/Matadi retenue au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
- 035** Note de service n° 01/035/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2021 du 11 mars 2021 portant publication d'une entreprise relevant de la gestion du SMM/Kasaï-Oriental retenue au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
- 036** Note de service n° 01/036/DGI/DG/DLEG/JN/KM/MA/2021 du 15 mars 2021 portant traitement fiscal en matière d'IBP et d'IPR des cotisations payées par les employeurs et les travailleurs dans le cadre de la constitution d'un capital-pension ;
- 037** Note de service n° 01/037/DGI/DG/DGA/QAF/BJ/2021 du 15 mars 2021 portant mise en service des modèles des formulaires de demande de travail : intensif, de jours fériés et dimanches, des heures supplémentaires ou de nuit ;
- 038** Note de service n° 01/038/DGI/DG/CR/GM/2021 du 25 mars 2021 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2021/002 du 15 mars 2021 portant modalités de mise en œuvre du mécanisme de constatation et de liquidation de la TVA à l'importation due par les entreprises minières en phase d'exploitation ;
- 039** Note de service n° 01/039/DGI/DG/CR/GM/2021 du 25 mars 2021 portant mise en service d'un nouveau modèle de déclaration de la TVA ;



- 040 Note de service n° 01/040/DGI/DG/CR/GM/2021 du 30 mars 2021 portant mise en service d'un nouveau formulaire de déclaration de la TVA réaménagé ;
- 041 Note de service n° 01/041/DGI/DG/CR/GM/2021 du 31 mars 2021 portant mise en service d'un nouveau modèle de formulaire de déclaration de l'IBP à charge des grandes et moyennes entreprises ;
- 042 Note de service n° 01/042/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 31 mars 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mars 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;
- 043 Note de service n° 01/043/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 31 mars 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mars 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
- 044 Note de service n° 01/044/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 31 mars 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mars 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental ;
- 045 Note de service n° 01/045/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 31 mars 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mars 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental ;
- 046 Note de service n° 01/046/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 31 mars 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mars 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Bandundu ;
- 047 Note de service n° 01/047/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 31 mars 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mars 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Equateur ;
- 048 Note de service n° 01/048/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 31 mars 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mars 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Maniema ;
- 049 Note de service n° 01/049/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 31 mars 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mars 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
- 050 Note de service n° 01/050/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 31 mars 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mars 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu ;
- 051 Note de service n° 01/051/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 31 mars 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mars 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;

- 052** Note de service n° 01/052/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 31 mars 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mars 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
- 053** Note de service n° 01/053/DGI/DG/DRH/COMPE/PPP/2021 du 09 avril 2021 portant publication des listes définitives des agents candidats retenus pour le test de présélection à la formation des Gestionnaires des Comptes des Contribuables ;
- 054** Note de service n° 01/054/DGI/DG/DRH/COMPE/PPP/2021 du 09 avril 2021 portant publication des listes définitives des agents candidats retenus pour le test de présélection à la formation des Vérificateurs Polyvalents des Impôts ;
- 055** Note de service n° 01/055/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 15 avril 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'avril 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
- 056** Note de service n° 01/056/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 15 avril 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'avril 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;
- 057** Note de service n° 01/057/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 15 avril 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'avril 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
- 058** Note de service n° 01/058/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 15 avril 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois d'avril 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE ;
- 059** Note de service n° 01/059/DGI/DG/DRH/BNR/2021 du 15 avril 2021 portant création de la Commission chargée de la correction des épreuves de présélection des candidats à la formation des Gestionnaires des Comptes des Contribuables et des Vérificateurs Polyvalents des Impôts (deuxième vague) ;
- 060** Note de service n° 01/060/DGI/DG/D.I/LUA/2021 du 16 avril 2021 portant attribution des codes services de la DGI ;
- 061** Note de service n° 01/061/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2021 du 20 avril 2021 portant diffusion de deux (2) Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à deux (2) ASBL ;
- 062** Note de service n° 01/062/DGI/DG/DLEG/BU/AL/2021 du 20 avril 2021 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2021/001 du 15 février 2021 portant fixation des coefficients de réévaluation applicables aux bilans clos au 31 décembre 2020 ;
- 063** Note de service n° 01/063/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 21 avril 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois d'avril 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental ;

- 064 Note de service n° 01/064/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 21 avril 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois d'avril 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
- 065 Note de service n° 01/065/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 28 avril 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'avril 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
- 066 Note de service n° 01/066/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2021 du 05 mai 2021 portant diffusion de dix-sept (17) Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à dix-sept (17) ASBL ;
- 067 Note de service n° 01/067/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 21 mai 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mai 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
- 068 Note de service n° 01/068/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 21 mai 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mai 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
- 069 Note de service n° 01/069/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 21 mai 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mai 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu ;
- 070 Note de service n° 01/070/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 21 mai 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mai 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
- 071 Note de service n° 01/071/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 21 mai 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mai 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
- 072 Note de service n° 01/072/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 21 mai 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mai 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE ;
- 073 Note de service n° 01/073/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 21 mai 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mai 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental ;
- 074 Note de service n° 01/074/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 21 mai 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mai 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Maniema ;
- 075 Note de service n° 01/075/DGI/DG/CT/GM/2021 du 24 mai 2021 portant instructions relatives à la diffusion des communiqués officiels, messages et à la couverture médiatique des activités de la DGI par les organes de presse audiovisuelle et écrite ;

- 076** Note de service n° 01/076/DGI/DG/CT/GM/2021 du 1er juin 2021 portant mise en service d'un nouveau modèle de déclaration de l'Impôt Mobilier pour les sociétés de droit étranger ;
- 077** Note de service n° 01/077/DGI/DG/DRH/COMPE/MMS/JKT/2021 du 02 juin 2021 portant publication des résultats de présélection des candidats à la formation des Gestionnaires des Comptes des Contribuables, session 2021 ;
- 078** Note de service n° 01/078/DGI/DG/DRH/COMPE/MMS/JKT/2021 du 02 juin 2021 portant publication des résultats de présélection des candidats à la formation des Vérificateurs Polyvalents des Impôts, session 2021 ;
- 079** Note de service n° 01/079/DGI/DG/DRH/ALB/2021 du 10 juin 2021 portant organisation d'une session de formation des candidats Huissiers du Trésor de la DPI/Province Orientale ;
- 080** Note de service n° 01/080/DGI/DG/IS/BSE/MM/2021 du 14 juin 2021 portant participation des Services à l'amélioration du fonctionnement de l'applicatif ISYS-REGIES ;
- 081** Note de service n° 01/081/DGI/DG/DRH/NK/2021 du 14 juin 2021 portant affectation collective et avancement en grade des diplômés de l'Ecole Nationale des Finances, section Impôts Directs et Indirects, Promotion 2019-2020 ;
- 082** Note de service n° 01/082/DGI/DG/CR/GM/2021 du 16 juin 2021 portant mise en service d'un nouveau formulaire de déclaration de l'Impôt Mobilier pour les sociétés de droit étranger modifié ;
- 083** Note de service n° 01/083/DGI/DG/DRH/COMPE/PPP/2021 du 17 juin 2021 portant publication des listes définitives des candidats Vérificateurs Polyvalents des Impôts, session 2020, devant participer aux tests d'évaluation ;
- 084** Note de service n° 01/084/DGI/DG/DRH/ALB/2021 du 17 juin 2021 portant création de la Commission chargée de la correction des épreuves de sélection des candidats Vérificateurs Polyvalents, session 2020 ;
- 085** Note de service n° 01/085/DGI/DG/CT/IN/CK/2021 du 22 juin 2021 portant délais de traitement des dossiers transmis aux Services par la Haute Direction ;
- 086** Note de service n° 01/086/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 23 juin 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de juin 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
- 087** Note de service n° 01/087/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 23 juin 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
- 088** Note de service n° 01/088/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 23 juin 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;
- 089** Note de service n° 01/089/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 23 juin 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;

- 090 Note de service n° 01/090/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 23 juin 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
- 091 Note de service n° 01/091/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 23 juin 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la DGE ;
- 092 Note de service n° 01/092/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 23 juin 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de juin 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Bandundu ;
- 093 Note de service n° 01/093/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 23 juin 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental ;
- 094 Note de service n° 01/094/DGI/DG/DRH/NK/YA/2021 du 06 juillet 2021 portant respect de la voie hiérarchique dans la transmission des correspondances administratives ;
- 095 Note de service n° 01/095/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 09 juillet 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
- 096 Note de service n° 01/096/DGI/DG/DLEG/BU/MA/FMM/2021 du 09 juillet 2021 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2021/012 du 28 juin 2021 fixant le prix de vente du Code des Impôts mis à jour au 31 mars 2021 ;
- 097 Note de service n° 01/097/DGI/DG/DIREC/VGGB/2021 du 12 juillet 2021 portant élargissement de la composition de la Commission chargée de l'encadrement, suivi et évaluation du fonctionnement de l'applicatif ISYS-REGIES au sein de la DGI ;
- 098 Note de service n° 01/098/DGI/DG/DLEG/BU/MA/FMM/2021 du 15 juillet 2021 portant modalités de perception du produit de la vente du Code des Impôts mis à jour au 31 mars 2021 ;
- 099 Note de service n° 01/099/DGI/DG/DESCOM/NB/2021 du 20 juillet 2021 portant création d'une Commission chargée d'élaborer le projet du Budget de la DGI pour l'exercice 2022 ;
- 100 Note de service n° 01/100/DGI/DG/CO/CK/2021 du 24 juillet 2021 portant diffusion de la Commission d'affectation collective de quelques Directeurs de la DGI ;
- 101 Note de service n° 01/101/DGI/DG/CO/IB/CK/2021 du 24 juillet 2021 portant affectation de quelques Cadres Supérieurs de la DUIK ;
- 102 Note de service n° 01/102/DGI/DG/CO/IB/CK/2021 du 24 juillet 2021 portant affectation de quelques Cadres Supérieurs de la DPI/Kongo Central ;
- 103 Note de service n° 01/103/DGI/DG/CO/IB/CK/2021 du 24 juillet 2021 portant affectation de quelques Cadres Supérieurs de la DPI/Katanga ;

- 104 Note de service n° 01/104/DGI/DG/CO/IB/CK/2021 du 24 juillet 2021 portant affectation de quelques Cadres Supérieurs de la DPI/Province Orientale ;
- 105 Note de service n° 01/105/DGI/DG/CO/IB/CK/2021 du 24 juillet 2021 portant affectation de quelques Cadres Supérieurs de la DPI/Maniema ;
- 106 Note de service n° 01/106/DGI/DG/CO/IB/CK/2021 du 24 juillet 2021 portant affectation d'un Cadre Supérieur à la DGE ;
- 107 Note de service n° 01/107/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 27 juillet 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
- 108 Note de service n° 01/108/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 27 juillet 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
- 109 Note de service n° 01/109/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 27 juillet 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;
- 110 Note de service n° 01/110/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 27 juillet 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
- 111 Note de service n° 01/111/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 27 juillet 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de juillet 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental ;
- 112 Note de service n° 01/112/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 27 juillet 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï- Oriental ;
- 113 Note de service n° 01/113/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 27 juillet 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Maniema ;
- 114 Note de service n° 01/114/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 27 juillet 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de juillet 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu ;
- 115 Note de service n° 01/115/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 27 juillet 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE ;
- 116 Note de service n° 01/116/DGI/DG/D.I/CNK/LUA/2021 du 04 août 2021 portant création d'une équipe restreinte de validation, accompagnement et encadrement des travaux de mise en œuvre du Logiciel de gestion du courrier à la DGI ;



- 117 Note de service n° 01/117/DGI/DG/DIRAF/MK/MW/2021 du 09 août 2021 portant publication de la liste des entreprises du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental sélectionnées au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 118 Note de service n° 01/118/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2021 du 09 août 2021 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 119 Note de service n° 01/119/DGI/DG/DIRAF/KM/MW/2021 du 09 août 2021 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du SMM de la DPI/Maniema retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 120 Note de service n° 01/120/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2021 du 09 août 2021 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion de la DGE retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 121 Note de service n° 01/121/DGI/DG/CO/IN/YA/2021 du 13 août 2021 portant organisation d'un Séminaire des Directeurs des Impôts sur le thème : « Définition des Stratégies et Actions en vue de la mise en œuvre du Contrat de performance signé entre le Ministère des Finances et la DGI pour l'exercice budgétaire 2021 » ;
- 122 Note de service n° 01/122/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2021 du 13 août 2021 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 123 Note de service n° 01/123/DGI/DG/DIRAF/DCOA/BSPC/BM/2021 du 13 août 2021 portant publication de la liste des entreprises du SMM de la DPI/Bandundu retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 124 Note de service n° 01/124/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2021 du 13 août 2021 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du CDI/Kinshasa retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 125 Note de service n° 01/125/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2021 du 13 août 2021 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 126 Note de service n° 01/126/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 16 août 2021 portant publication de la liste additionnelle complémentaire des contribuables actifs du mois d'août 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
- 127 Note de service n° 01/127/DGI/DG/CO/IS/CK/2021 du 16 août 2021 portant affectation de quelques Cadres Supérieurs à la DGE ;
- 128 Note de service n° 01/128/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 17 août 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois d'août 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;

- 129** Note de service n° 01/129/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 17 août 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'août 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
- 130** Note de service n° 01/130/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 17 août 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'août 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;
- 131** Note de service n° 01/131/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 17 août 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'août 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
- 132** Note de service n° 01/132/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 17 août 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois d'août 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental ;
- 133** Note de service n° 01/133/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 17 août 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'août 2021 au répertoire général des contribuables relevant du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental ;
- 134** Note de service n° 01/134/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 17 août 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'août 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Maniema ;
- 135** Note de service n° 01/135/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 17 août 2021 portant publication des résultats des épreuves de sélection des candidats Vérificateurs Polyvalents des Impôts, session 2020 (1ère vague) ;
- 136** Note de service n° 01/136/DGI/DG/DGBSG/DIV.M/B.CH/2021 du 17 août 2021 portant affectation de quelques Chauffeurs de la DGI ;
- 137** Note de service n° 01/137/DGI/DG/DLEG/MKE/MN/2021 du 18 août 2021 portant prorogation provisoire des avantages fiscaux accordés à la Cimenterie de LUKALA SA par l'Arrêté Ministériel n° CABMIN/FINANCES/FIS/CNB/2017/012 du 1er juillet 2017 portant agrément de la Société Cimenterie de LUKALA SA au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;
- 138** Note de service n° 01/138/DGI/DG/DIRAF/DIGR/OS/MW/2021 du 20 août 2021 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du CDI/Kinshasa retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 139** Note de service n° 01/139/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2021 du 20 août 2021 portant publication de la 1ère liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 140** Note de service n° 01/140/DGI/DG/CO/IN/CK/2021 du 26 août 2021 portant programme des travaux du Séminaire des Directeurs des Impôts ;

- 141 Note de service n° 01/141/DGI/DG/DIRAF/BM/MW/2021 du 26 août 2021 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du CDI/Matadi retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 142 Note de service n° 01/142/DGI/DG/DIRAF/BM/MW/2021 du 27 août 2021 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du CDI/Kisangani retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 143 Note de service n° 01/143/DGI/DG/CT/GM/LB/CK/2021 du 30 août 2021 portant instructions relatives à la gestion du système de consolidation des bases des données de gestion de l'impôt (GESIMPOT) dans les différents sites de la DGI ;
- 144 Note de service n° 01/144/DGI/DG/DPI-NK/KS/2021 du 10 septembre 2021 portant affectation des Cadres Supérieurs de la DPI/Nord-Kivu ;
- 145 Note de service n° 01/145/DGI/DG/DPI-SK/2021 du 10 septembre 2021 portant affectation des Cadres Supérieurs de la DPI/Sud-Kivu ;
- 146 Note de service n° 01/146/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2021 du 15 septembre 2021 portant diffusion de neuf (9) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à neuf (9) sociétés ;
- 147 Note de service n° 01/147/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2021 du 15 septembre 2021 portant diffusion de vingt-deux (22) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à vingt-deux (22) sociétés ;
- 148 Note de service n° 01/148/DGI/DG/DRH/COMPE/ALB/2021 du 15 septembre 2021 portant création de la Commission chargée de la correction des épreuves d'évaluation des candidats Huissiers du Trésor de la DPI/Province Orientale, session 2021 ;
- 149 Note de service n° 01/149/DGI/DG/DRH/NK/2021 du 16 septembre 2021 portant affectation de quelques Agents à la DGE, à la DUIK et au CDI/Kinshasa ;
- 150 Note de service n° 01/150/DGI/DG/CR/GM/2021 du 17 septembre 2021 portant diffusion du Décret n° 01 du 24 juillet 2021 portant suspension de paiement et mesures d'allègement des droits de douane ainsi que de la TVA en faveur du secteur de l'aviation civile ;
- 151 Note de service n° 01/151/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 20 septembre 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de septembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
- 152 Note de service n° 01/152/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 20 septembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
- 153 Note de service n° 01/153/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 20 septembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;

- 154 Note de service n° 01/154/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 20 septembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la DGE ;
- 155 Note de service n° 01/155/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 20 septembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental ;
- 156 Note de service n° 01/156/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 20 septembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Equateur ;
- 157 Note de service n° 01/157/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 20 septembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Bandundu ;
- 158 Note de service n° 01/158/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 20 septembre 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de septembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
- 159 Note de service n° 01/160/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2021 du 28 septembre 2021 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du SMM de la DPI/Equateur retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 160 Note de service n° 01/161/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 28 septembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Bandundu ;
- 161 Note de service n° 01/162/DGI/DG/DESCOM/TMN/NB/2021 du 04 octobre 2021 portant création d'une Commission chargée du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre des stratégies et actions en vue de la réalisation du contrat de performance signé avec le Ministère des Finances ;
- 162 Note de service n° 01/163/DGI/DG/C.POOL MALEBO/IN/CK/2021 du 04 octobre 2021 portant constitution d'un Collectif de souscripteurs au projet de construction des maisons pour les Cadres et Agents de la DGI « Projet Pool MALEBO » ;
- 163 Note de service n° 01/164/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2021 du 04 octobre 2021 portant diffusion de deux (2) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à deux (2) sociétés ;
- 164 Note de service n° 01/165/DGI/DG/CT/TK/CK/2021 du 08 octobre 2021 portant mise en place de la Coordination BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) ;
- 165 Note de service n° 01/166/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2021 du 11 octobre 2021 portant autorisation pour la programmation de la Société AURIFERE du KIVU et du MANIEMA du SMM de la DPI/Maniema au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;

- 166 Note de service n° 01/167/DGI/DG/CR/GM/2021 du 18 octobre 2021 portant réaménagement du formulaire de déclaration de la TVA et mise en service d'une annexe relative aux opérations exonérées de la TVA ;
- 167 Note de service n° 01/168/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 18 octobre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
- 168 Note de service n° 01/169/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 18 octobre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
- 169 Note de service n° 01/170/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 18 octobre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
- 170 Note de service n° 01/171/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 18 octobre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu ;
- 171 Note de service n° 01/172/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 18 octobre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE ;
- 172 Note de service n° 01/173/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 18 octobre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental ;
- 173 Note de service n° 01/174/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 18 octobre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Maniema ;
- 174 Note de service n° 01/175/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 18 octobre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
- 175 Note de service n° 01/176/DGI/DG/DLEG/GM/2021 du 18 octobre 2021 portant désignation des rapporteurs de la coordination BEPS ;
- 176 Note de service n° 01/177/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 19 octobre 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois d'octobre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;
- 177 Note de service n° 01/178/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2021 du 21 octobre 2021 portant publication de la 1ère liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;

- 178 Note de service n° 01/179/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2021 du 21 octobre 2021 portant publication de la liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion de la DGE retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 179 Note de service n° 01/180/DGI/DG/DRH/PPP/2021 du 25 octobre 2021 portant organisation de la formation des Instructeurs de contentieux ;
- 180 Note de service n° 01/181/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2021 du 25 octobre 2021 portant diffusion de douze (12) Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à douze (12) ASBL ;
- 181 Note de service n° 01/182/DGI/DG/DIRAF/DCOA/BSPC/BM/2021 du 26 octobre 2021 portant publication de la 1ère liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion du SMM de la DPI/Bandundu retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
- 182 Note de service n° 01/183/DGI/DG/COMPE/JKT/WA/2021 du 27 octobre 2021 portant publication des résultats des épreuves d'évaluation des candidats Huissiers du Trésor de la DPI/Province Orientale, session 2021 ;
- 183 Note de service n° 01/184/DGI/DG/DLEG/MKE/MN/2021 du 08 novembre 2021 portant diffusion de la nouvelle instruction relative à la prorogation provisoire des avantages fiscaux accordés à la Cimenterie de LUKALA par l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/FIS/CNB/2017/012 du 1er juillet 2017 portant agrément de la Société Cimenterie de LUKALA SA au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;
- 184 Note de service n° 01/185/DGI/DG/DLEG/GT/AL/2021 du 08 novembre 2021 portant critères de sélection des entreprises soumises à l'obligation de souscrire les déclarations fiscales par voie électronique (Télédéclaration) ;
- 185 Note de service n° 01/187/DGI/DG/CR/GM/2021 du 10 novembre 2021 portant nouveau formulaire de déclaration de la TVA et nouvelle annexe relative aux opérations exonérées de la TVA ;
- 186 Note de service n° 01/188/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 12 novembre 2021 portant liste des contribuables retirés du répertoire général du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental à dater du 1er novembre 2021 ;
- 187 Note de service n° 01/189/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 12 novembre 2021 portant liste des contribuables retirés du répertoire général du CDI/Matadi à dater du 1er novembre 2021 ;
- 188 Note de service n° 01/190/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 12 novembre 2021 portant liste des contribuables retirés du répertoire général du SMM de la DPI/Sud-Kivu à dater du 1er novembre 2021 ;
- 189 Note de service n° 01/191/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 12 novembre 2021 portant liste des contribuables retirés du répertoire général de la DGE à dater du 1er novembre 2021 ;
- 190 Note de service n° 01/192/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 12 novembre 2021 portant liste des contribuables retirés du répertoire général du CDI/Goma à dater du 1er novembre 2021 ;

- 191 Note de service n° 01/193/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 12 novembre 2021 portant liste des contribuables retirés du répertoire général du SMM de la DPI/Maniema à dater du 1er novembre 2021 ;
- 192 Note de service n° 01/194/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 12 novembre 2021 portant liste des contribuables retirés du répertoire général du CDI/Kisangani à dater du 1er novembre 2021 ;
- 193 Note de service n° 01/195/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 12 novembre 2021 portant liste des contribuables retirés du répertoire général du CDI/Lubumbashi à dater du 1er novembre 2021 ;
- 194 Note de service n° 01/196/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 12 novembre 2021 portant liste des contribuables retirés du répertoire général du CDI/Kinshasa à dater du 1er novembre 2021 ;
- 195 Note de service n° 01/197/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 12 novembre 2021 portant liste des contribuables retirés du répertoire général du SMM de la DPI/Bandundu à dater du 1er novembre 2021 ;
- 196 Note de service n° 01/198/DGI/DG/DIRAF/BSPC/MW/CK/2021 du 12 novembre 2021 portant publication de la fiche de suivi des activités du Vérificateur Polyvalent des Impôts ;
- 197 Note de service n° 01/199/DGI/DG/CT/PBC/2021 du 17 novembre 2021 portant mise en place d'une Commission chargée de réfléchir sur la nécessité de la constitution d'une caisse de solidarité à la DGI ;
- 198 Note de service n° 01/200/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/PV/2021 du 18 novembre 2021 portant actualisation des seuils de compétence des Services opérationnels ;
- 199 Note de service n° 01/201/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 19 novembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
- 200 Note de service n° 01/202/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 19 novembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;
- 201 Note de service n° 01/203/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 19 novembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
- 202 Note de service n° 01/204/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 19 novembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE ;
- 203 Note de service n° 01/205/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 19 novembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Bandundu ;

- 204** Note de service n° 01/206/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 19 novembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Equateur ;
- 205** Note de service n° 01/207/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 19 novembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental ;
- 206** Note de service n° 01/208/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 19 novembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental ;
- 207** Note de service n° 01/209/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 19 novembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Maniema ;
- 208** Note de service n° 01/210/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 19 novembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu ;
- 209** Note de service n° 01/211/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 19 novembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Goma ;
- 210** Note de service n° 01/212/DGI/DG/DRH/BNR/2021 du 23 novembre 2021 portant participation aux formations en cycle long organisées par la Direction Générale des Finances Publiques Française pour l'année 2022-2023 ;
- 211** Note de service n° 01/213/DGI/DG/DRH/BNR/2021 du 25 novembre 2021 portant publication de la liste des candidats retenus pour participer aux épreuves d'admission à l'Ecole Nationale des Finances Publiques Française pour l'année 2022-2023 ;
- 212** Note de service n° 01/214/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2021 du 1er décembre 2021 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel accordant des exonérations fiscales à la Société LA CONGOLAISE DES BOISSONS GAZEUSES « COBG » SARLU ;
- 213** Note de service n° 01/215/DGI/DG/CR/GM/2021 du 07 décembre 2021 portant modification du formulaire de déclaration de la TVA ;
- 214** Note de service n° 01/216/DGI/DG/DRH/BNR/2021 du 09 décembre 2021 portant création de la Commission chargée de l'organisation et de la correction du test d'évaluation des candidats Gestionnaires des Comptes des Contribuables, session 2021 ;
- 215** Note de service n° 01/217/DGI/DG/DRH/ANG/2021 du 10 décembre 2021 portant constitution d'une Commission chargée d'examiner les modalités de la distribution des colis de vivres de fin d'année 2021 au Personnel de la DGI ;

- 216 Note de service n° 01/218/DGI/DG/CT/GM/2021 du 10 décembre 2021 portant mise en place d'un Comité d'organisation du Séminaire préparatoire à la conférence annuelle du CREDAF 2022 ;
- 217 Note de service n° 01/219/DGI/DG/DLEG/GT/MA/AL/2021 du 10 décembre 2021 portant critères de sélection des entreprises soumises à l'obligation de souscrire les déclarations fiscales par voie électronique (Télédéclaration) ;
- 218 Note de service n° 01/220/DGI/DG/DRH/ANG/2021 du 14 décembre 2021 portant distribution des colis des vivres de fin d'année 2021 ;
- 219 Note de service n° 01/221/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 15 décembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
- 220 Note de service n° 01/222/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 15 décembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;
- 221 Note de service n° 01/223/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 15 décembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
- 222 Note de service n° 01/224/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 15 décembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
- 223 Note de service n° 01/225/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 15 décembre 2021 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental ;
- 224 Note de service n° 01/226/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2021 du 15 décembre 2021 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de décembre 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental ;
- 225 Note de service n° 01/227/DGI/DG/DRH/PPP/2021 du 16 décembre 2021 portant organisation de la formation de quelques Cadres et Agents des CIS Gombe, Ngaliema, Limete et Kinshasa sur la gestion de la TVA ;
- 226 Note de service n° 01/228/DGI/DG/CT/GM/2021 du 16 décembre 2021 portant accueil à Kinshasa d'un Séminaire préparatoire à la Conférence annuelle du CREDAF en mars 2022.

III.3. MISSIONS D'ASSIETTE

Les missions d'assiette s'articulent autour des points ci-après :

- l'attribution du numéro impôt ;
- la tenue et la mise à jour des répertoires ;
- le suivi des déclarations souscrites par les contribuables ;
- le suivi des opérations de contrôle fiscal.

III.3.1. Attribution du Numéro Impôt

Institué par Décret n° 03/012 du 18 juillet 2003, le Numéro Impôt sert à l'identification des contribuables. Il est le seul identifiant de toute personne physique ou morale, redevable d'impôt et autres droits dus à l'Etat. Il répond au triple souci de :

- maîtriser les répertoires généraux des contribuables et assujettis de tous les Services opérationnels ;
- faciliter le recoupement d'informations à caractère fiscal entre différentes Administrations ;
- élargir l'assiette fiscale.

En matière d'attribution du NIF, l'option levée par la DGI consiste en la mise en service des postes déconcentrés de saisie des fiches d'identification des contribuables dans les chefs-lieux de toutes les provinces. Toutefois, à fin 2021, cet objectif a été partiellement concrétisé dans la mesure où les postes déconcentrés de saisie ont été installés et connectés au réseau central dans toutes les provinces à l'exception de l'Equateur et du Maniema.

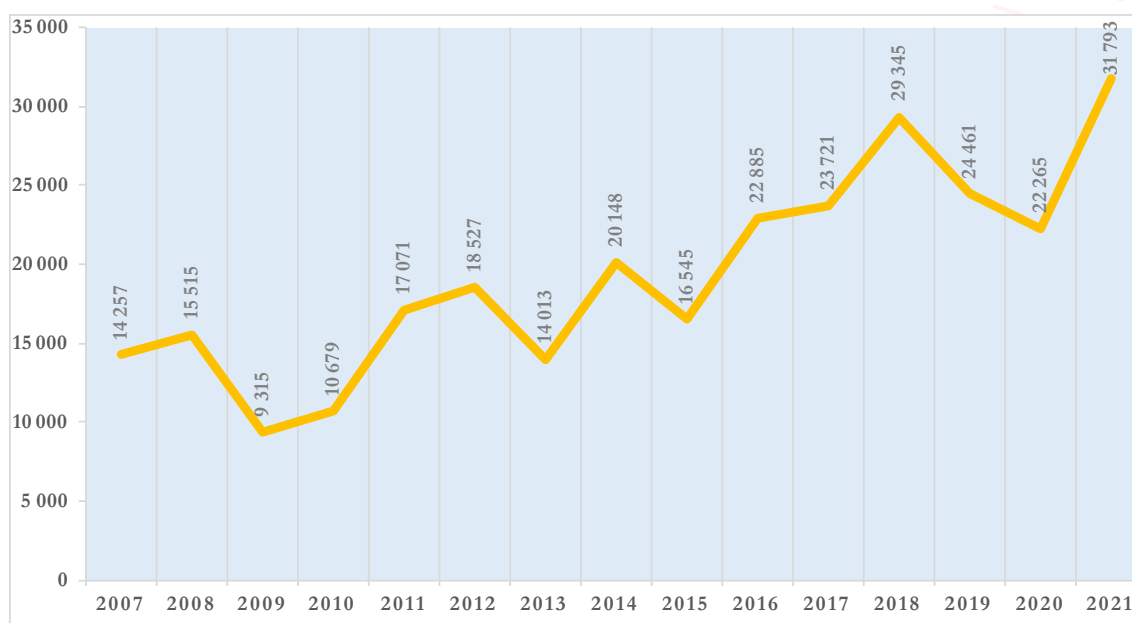
Au cours de l'année 2021, **31.793** Numéros Impôt ont été attribués, tels que détaillés, par forme juridique, dans le tableau ci-après :

PP	PM	ASBL	TOTAL
24 313	6 401	1 079	31 793

Depuis 2007, l'opération d'attribution du Numéro Impôt a évolué de la manière ci-après :

ANNEE D'ATTRIBUTION	PP	PM	ASBL	TOTAL DE L'ANNEE	CUMUL PROGRESSIF
2007	12 336	1 415	506	14 257	14 257
2008	13 905	1 103	507	15 515	29 772
2009	8 050	929	336	9 315	39 087
2010	9 596	750	333	10 679	49 766
2011	15 100	1 072	899	17 071	66 837
2012	15 738	1 771	1 018	18 527	85 364
2013	11 716	1 617	680	14 013	99 377
2014	17 519	2 052	577	20 148	119 525
2015	15 607	357	581	16 545	136 070
2016	19 245	2 923	717	22 885	158 955
2017	20 028	2 952	741	23 721	182 676
2018	24 505	3 931	909	29 345	212 021
2019	19 156	4 553	752	24 461	236 482
2020	16 688	4 672	905	22 265	258 747
2021	24 313	6 401	1 079	31 793	290 540

Graphiquement, cette évolution se présente de la manière ci-après :



III.3.2. Tenue et mise à jour des répertoires

Au 31 décembre 2021, les répertoires généraux et sectoriels des contribuables gérés par les Services opérationnels de la DGI sont présentés dans les points ci-dessous :

III.3.2.1. Répertoires généraux des Services opérationnels

Les répertoires généraux des Services opérationnels sont communiqués par état d'activités et par forme juridique.

III.3.2.1.1. Répertoire des Services par état d'activités

Conformément aux instructions contenues dans la Note de service n° 01/0168/DGI/DG/DIRAF/DLEG/2017 du 03 octobre 2017 portant instructions relatives à la gestion des répertoires des contribuables des Services réformés, les contribuables actifs sont répertoriés dans un fichier reprenant lesdits contribuables répartis suivant les trois états ci-après, au regard de l'exercice de leurs activités : en activités, en cessation d'activités et en liquidation.

Systeme déclaratif :

Le contribuable souscrit librement sa déclaration que l'on croit sincère et exacte et qu'il devra justifier lors du contrôle fiscal éventuel par l'Administration fiscale.



A fin 2021, le répertoire des Services réformés (DGE, CDI et SMM) par état d'activités ainsi que celui des CIS se présentent comme suit :

STRUCTURE	SERVICES REFORMES				CIS	TOTAL GENERAL
	EN ACTIVITE	EN CESSATION D'ACTIVITE	EN LIQUIDATION	TOTAL		
DGE	781	9	9	799		799
DUI-K	2 922	1 208	325	4 455	23 616	28 071
DPI/BANDUNDU	194	31	0	225	2 130	2 355
DPI/EQUATEUR	144	15	0	159	2 619	2 778
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	210	39	0	249	2 554	2 803
DPI/KASAI-ORIENTAL	200	24	1	225	3 011	3 236
DPI/KATANGA	2 562	773	20	3 355	6 175	9 530
DPI/KONGO CENTRAL	477	277	30	784	6 759	7 543
DPI/MANIEMA	88	14	0	102	3 424	3 526
DPI/NORD-KIVU	710	2	0	712	13 255	13 967
DPI/PROVINCE ORIENTALE	570	281	2	853	9 490	10 343
DPI/SUD-KIVU	770	65	0	835	6 434	7 269
TOTAL	9 628	2 738	387	12 753	79 467	92 220

III.3.2.1.2. Répertoire des Services par forme juridique

A fin 2021, le répertoire des Services réformés, présenté par forme juridique, est donné dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	PERSONNE MORALE	PERSONNE PHYSIQUE	ONG & ASBL	TOTAL
DGE	562	11	226	799
CDI/KINSHASA	2 879	1 294	282	4 455
CDI/LUBUMBASHI	2 716	572	67	3 355
CDI/GOMA	245	259	208	712
CDI/MATADI	293	310	181	784
CDI/KISANGANI	322	351	180	853
SMM BANDUNDU	74	63	88	225
SMM EQUATEUR	19	74	66	159
SMM KASAI-OCCIDENTAL	67	90	92	249
SMM KASAI-ORIENTAL	64	85	76	225
SMM MANIEMA	25	47	30	102
SMM SUD-KIVU	154	408	273	835
TOTAL	7 420	3 564	1 769	12 753

III.3.2.2. Répertoires sectoriels des Services opérationnels

En fonction des assujettissements opérés partant de leurs répertoires généraux, les Services opérationnels confectionnent des répertoires sectoriels par nature d'impôt, en vue d'assurer le suivi du respect des obligations déclaratives notamment la délivrance des récépissés de dépôt de déclaration, l'émission des mises en demeure de déclarer, la taxation d'office pour absence de déclaration à l'échéance.

A fin 2021, les répertoires sectoriels, par nature d'impôt, des Services réformés ainsi que des CIS sont présentés dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	SERVICES REFORMES								CIS	
	IBP/GRANDES ENTREPRISES	IBP/MOYENNES ENTREPRISES	IPR/NATIONAUX	IPR/EXPATRIES	IERE	IPPNR	IM/N	TVA	IBP/PETITES ENTREPRISES	IBP/MICRO-ENTREPRISES
DGE	564		799			562	310	573		
DUIK		2 689	14 695	350	350		750	2 594	10 240	13 376
DPI/BANDUNDU		31	955	14	14	0	33	87	730	1 400
DPI/EQUATEUR		45	1 059	9	9	0	0	33	900	1 719
DPI/KASAI-OCCIDENTAL		71	1 109	19	19	0	1	108	860	1 694
DPI/KASAI-ORIENTAL		69	1 323	17	17	0	3	90	1 098	1 913
DPI/KATANGA		2 642	7 334	329	329	0	1	1 910	3 979	2 196
DPI/KONGO CENTRAL		244	784	34	34	0	56	241	2 490	4 269
DPI/MANIEMA		47	914	11	11	0	1	52	812	2 612
DPI/NORD-KIVU		663	5 727	65	65	3	120	355	5 015	8 240
DPI/PROVINCE ORIENTALE		264	5 916	80	80	0	4	496	5 063	4 427
DPI/SUD-KIVU		461	3 128	30	30	0	7	503	2 293	4 141
TOTAL	564	7 226	43 743	958	958	565	1 286	7 042	33 480	45 987

III.3.3. Suivi des déclarations souscrites en 2021

Cette section reprend la situation des déclarations souscrites en 2021 au titre d'IBP, d'IPR, d'IERE et de TVA, telle que décrite dans les lignes ci-après :

III.3.3.1. Situation des déclarations IBP

Ce point renseigne sur la situation des déclarations annuelles souscrites par les grandes et moyennes entreprises ainsi que par les entreprises de petite taille (petites entreprises et micro-entreprises) à l'échéance du 30 avril 2021.

III.3.3.1.1. Situation des déclarations IBP des grandes et moyennes entreprises

La situation des déclarations IBP 2021/2020 souscrites à l'échéance du 30 avril 2021 par les grandes et moyennes entreprises gérées par les services réformés (DGE, CDI et SMM) se présente de la manière suivante :

SERVICES REFORMES	NBR D'ASSUJETTIS	NBR DECLARATIONS RENTREES	NBR DES DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAILLANCE	NBR MED DEPOSES	NBR DECLARATIONS SUITE AUX MED	NBR DEFALLANTS CORRIGE	TAUX DEFALLANCE CORRIGE	CHIFFRE D'AFFAIRES DECLARE	BENEFICE DECLARE	PERTE DECLAREE	IBP DECLARE	ACOMPTES VERSES	SOLDE PAYE	T.O		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
															Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
DGE	564	540	24	4%	22	1	23	4%	40 989 113 560 629,00	4 797 913 466 136,00	1 694 721 651 207,00	127 824 664 220,00	544 060 665 542,00	764 022 908 125,00	11	17 833 192 903,00	3	239 094 844,00	20	14 810 117 411,00
CDI/KINSHASA	2 689	1 959	730	27%	524	281	449	17%	1 133 290 319 959,00	662 227 743 666,00	272 779 526 210,00	488 439 126 622,47	11 005 496 005,23	9 280 945 371,81	171	7 358 883 882,00	49	725 651 794,00	214	8 109 709 131,00
CDI/LUBUMBASHI	2 642	710	1 932	73%	0	70	1 862	70%	3 163 456 530 865,00	271 495 491 768,00	71 484 084 307,00	91 171 330 027,00	3 363 466 871,00	89 373 215 659,00	75	5 053 211 672,00	0	0,00	65	2 197 570 230,00
CDI/GOMA	663	377	286	43%	70	54	232	35%	88 860 187 563,00	4 509 221 783,00	6 212 423 471,00	1 748 937 669,00	1 054 921 477,00	809 455 969,00	42	1 898 894 359,00	0	0,00	40	1 855 375 837,00
CDI/MATADI	244	125	119	49%	84	22	97	40%	80 653 453 475,00	776 432 197,00	84 903 287,00	886 023 896,00	133 044 457,76	464 574 422,97	28	104 909 740,00	2	13 713 426,00	26	133 141 048,00
CDI/KISANGANI	264	132	132	50%	49	4	128	48%	43 361 523 464,51	2 320 238 129,32	5 520 730 809,19	855 529 515,47	506 823 207,37	371 838 007,37	21	448 492 013,12	0	0,00	14	305 117 063,08
SMM BANDUNDU	31	27	4	13%	4	0	4	13%	3 856 995 233,00	95 407 389,00	18 966 451,09	53 716 325,61	51 375 380,12	2 340 945,49	3	4 849 870,00	0	0,00	2	2 939 500,00
SMM EQUATEUR	45	26	19	42%	19	1	18	40%	3 395 319 420,00	293 438 576,00	34 255 905,00	78 644 371,00	50 730 011,00	27 814 750,00	18	8 288 477,00	0	0,00	18	8 288 477,00
SMM KASAI OCCIDENTAL	71	43	28	39%	28	0	28	39%	30 732 514 013,00	1 544 457 147,00	98 939 684,00	462 808 682,00	243 014 127,00	231 789 483,00	8	41 882 283,00	0	0,00	8	41 882 283,00
SMM KASAI-ORIENTAL	69	64	5	7%	5	2	3	4%	98 663 717 845,00	1 597 553 632,00	1 084 440 487,00	840 180 118,00	3 963 949 509,00		3	4 841 000,00	0	0,00	3	4 841 000,00
SMM MANIEMA	47	36	11	23%	2	1	10	21%	6 297 163 843,00	93 705 594,00	55 436 697,00	80 373 491,00	59 306 394,00	40 345 125,00	1	99 636 000,00	1	358 074,00	1	99 636 000,00
SMM SUD-KIVU	461	250	211	46%	156	62	149	32%	38 415 650 424,00	21 262 457 754,00	16 957 153 705,00	438 752 753,00	428 404 904,00	310 985 297,00	11	155 973 021,70	0	0,00	2	34 360 548,00
TOTAL	7 790	4 289	3 501	45%	963	498	3 003	39%	45 680 094 936 733,50	5 764 129 633 771,32	2 069 002 512 220,28	712 880 087 690,55	5 644 863 891 491,48	8 644 936 213 155,64	392	33 013 055 220,82	55	978 818 138,00	413	27 603 178 828,08

III.3.3.1.2. Situation des déclarations IBP des entreprises de petite taille

Ce point renseigne la situation des déclarations IBP souscrites à l'échéance du 30 avril 2021 par les petites entreprises et les micro-entreprises. Il sied de préciser que les petites entreprises et les micro-entreprises ne sont gérées que par les CIS conformément au seuil de compétence des Services opérationnels.

III.3.3.1.2.1. Situation des déclarations IBP des petites entreprises

La situation des déclarations IBP souscrites par les petites entreprises est renseignée dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	NBRE D'ASSUJETTIS	NBRE DECLARATION RENTREE	NBRE DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAILLANCE	NBRE MED DEPOSEES	DECLARATIONS SUITE AU MED	NBRE DEFAILLANTS CORRIGE	TAUX DEFAILLANCE CORRIGE	CA DECLARE	IBP DECLARE	ACOMPTES VERSES	SOLDE PAYE	TRAITEMENT DES DEFAILLANTS					
													T.O		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
													NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT
DUIK	10 240	2 541	7 699	75%	1 060	187	7 512	73%	76 697 202 724,65	844 637 730,00	596 477 546,65	419 851 397,01	625	734 972 860,28	0	0,00	308	163 544 360,00
DPI/BANDUNDU	730	439	291	40%	122	25	266	36%	8 211 412 891,00	92 569 977,00	55 541 618,00	37 027 991,00	97	23 560 161,00	0	0,00	97	23 560 161,00
DPI/EQUATEUR	900	511	389	43%		22	367	41%	8 480 573 155,00	88 164 195,00	47 027 119,15	41 137 879,00	44	8 663 088,00	0	0,00	44	8 663 088,00
DPI/KASAL-OCCIDENTAL	860	340	520	60%			520	60%		70 548 040,00		46 522 434,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
DPI/KASAL-ORIENTAL	1 098	661	437	40%	437		437	40%	16 157 271 653,00	165 366 469,00	99 219 881,00	58 986 695,00	62	46 377 348,00	0	0,00	62	46 377 348,00
DPI/KATANGA	3 979	1 230	2 749	69%			2 749	69%	22 638 818 558,00	367 943 861,00	235 705 071,00	255 083 733,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
DPI/KONGO CENTRAL	2 490	874	1 616	65%	466	162	1 454	58%	14 677 488 350,00	177 476 549,00	104 499 262,00	74 346 166,00	360	105 453 697,00	0	0,00	68	28 604 543,00
DPI/MANIEMA	812	635	177	22%	10	3	174	21%	10 091 498 376,00	107 566 565,00	61 257 459,00	32 608 784,00	3	218 880,00	3	344 000,00	3	218 880,00
DPI/NORD-KIVU	5 015	2 794	2 221	44%			2 221	44%	33 843 476 059,00	415 247 334,00	273 691 481,00	153 859 437,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
DPI/PROVINCE ORIENTALE	5 063	3 106	1 957	39%	901	190	1 767	35%	58 213 801 380,00	1 280 680 975,00	472 654 888,00	267 990 244,00	449	129 316 107,00	1	400 000,00	136	25 957 386,00
DPI/SUD-KIVU	2 293	1 261	1 032	45%	921	627	405	18%	22 105 711 005,00	260 067 188,00	156 040 313,00	88 971 239,00	381	66 719 998,00	0	0,00	381	66 719 998,00
TOTAL	33 480	14 392	19 088	57%	3 917	1 216	17 872	53%	261 025 755 775,65	3 762 702 318,00	2 040 857 179,80	1 443 777 215,01	2 021	1 115 063 259,28	4	400 000,00	1 099	363 426 884,00

III.3.1.2.2. Situation des déclarations IBP des micro-entreprises

La situation des déclarations IBP souscrites par les micro-entreprises se présente comme suit :

SERVICE	NBRE D'ASSUJETTIS	NBRE DECLARATIONS RENTREES	NBRE DES DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAILLANCE	NBRE MED DEPOSEES	DECLARATIONS SUITE AUX MED	NBRE DEFAILLANTS CORRIGE	TAUX DEFAILLANCE CORRIGE	IMPOT GLOBAL ATTENDU	FORFAIT PAYE	TRAITEMENT DES DEFAILLANTS					
											TAXATIONS D'OFFICE		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
											NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT
DUI-K	13 376	3 578	9 798	73%	1 324	248	9 550	71%	401 280 000,00	145 310 000,00	1 282	58 911 621,00	4	180 000,00	490	24 613 021,00
DPI/BANDUNDU	1 400	945	455	33%	315	115	340	24%	42 000 000,00	31 800 000,00	222	26 612 100,00	0	0,00	0	0,00
DPI/EQUATEUR	1 719	397	1 322	77%	0	0	1 322	77%	51 570 000,00	11 800 000,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	1 694	630	1 064	63%	0	0	1 064	63%	50 820 000,00	15 857 612,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
DPI/KASAI-ORIENTAL	1 913	806	1 107	58%	1 107	0	1 107	58%	57 390 000,00	40 300 000,00	197	14 775 000,00	0	0,00	197	14 775 000,00
DPI/KATANGA	2 196		2 196	100%	0	0	2 196	100%	65 880 000,00	367 943 861,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
DPI/KONGO CENTRAL	4 269	876	3 393	79%	549	39	3 354	79%	128 070 000,00	41 910 000,00	854	38 942 240,00	0	0,00	176	8 025 600,00
DPI/MANIEMA	2 612	1 296	1 316	50%	26	8	1 308	50%	78 360 000,00	22 384 400,00	18	820 800,00	8	240 000,00	18	820 800,00
DPI/NORD-KIVU	8 240	2 197	6 043	73%	0	0	6 043	73%	247 200 000,00	64 986 500,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
DPI/PROVINCE ORIENTALE	4 427	3 106	1 321	30%	901	190	1 131	26%	132 810 000,00	52 336 019,00	19	1 425 000,00	5	375 000,00	14	1 050 000,00
DPI/SUD-KIVU	4 141	2 006	2 135	52%	785	452	1 683	41%	124 230 000,00	71 046 448,00	786	37 256 400,00	0	0,00	308	14 599 200,00
TOTAL	45 987	15 837	30 150	66%	5 007	1 052	29 098	63%	1 379 610 000,00	865 674 840,00	3 378	177 922 361,00	17	555 000,00	1 203	63 062 821,00

III.3.3.2. Situation des déclarations IPR

La situation des déclarations IPR souscrites au cours de l'année 2021 auprès des Services réformés se présente de la manière ci-après :

SERVICES REFORMES	Nbre d'assujettis actifs	Nbre déclarations attendues	Nbre déclarations reçues	Dépouillement des déclarations reçues				Masse salariale déclarée	Impôt déclaré	Nbre des MED déposées	Nbre MED suivies des déclarations	Nbre défaillants corrigé	Taux de défaillance corrigé	Nbre de travailleurs	Masse salariale déclarée suite aux MED	Impositions établies						Prises en charge				
				Nbre déclarations payantes	Nbre déclarations néant	Nbre déclarations exonérées	Nbre Défaillants									Taux de défaillance	T.O		Régularisations		Total		Nbre	Montant	Nbre	Montant
																	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant				
DGE	653	7 836	6 209	4 816	1 393	0	1 627	21%	5 553 495 653 900	979 301 726 394	224	1 609	21%	1 358 184	5 878 647 103	35	18 317 652 203	154	123 904 740 768	189	142 222 392 971	147	59 017 151 327			
CDI/KINSHASA	2 804	35 648	28 234	19 713	8 477	44	5 414	16%	128 246 934 161	28 345 846 306	3 583	3 234	10%	24 520	6 131 620 563	475	33 278 583 375	199	11 776 180 866	674	45 054 764 441	715	49 197 693 657			
CDI/LUBUMBASHI	2 017	24 204	19 988	10 212	9 776	0	4 216	17%	189 439 625 507	40 237 702 782	1 052	1 380	6%	26 176	3 533 072 418	333	942 665 990	47	925 066 367	380	1 867 732 357	1 024	6 773 923 897			
CDI/GOMA	983	11 796	7 689	6 291	1 390	8	4 107	35%	102 643 982 426	11 930 386 357	977	3 438	29%	12 583	3 812 089 565	78	199 430 231	94	195 802 219	172	395 232 450	138	408 871 579			
CDI/MATADI	784	9 408	5 482	4 971	511	0	3 926	42%	38 934 069 111	2 364 008 310 514	514	3 614	38%	15 556	2 354 087 201	226	321 024 822	62	1 403 453 905	288	1 724 478 727	127	144 365 957			
CDI/KISANGANI	418	5 016	3 971	3 158	813	0	1 045	21%	53 427 761 093	4 779 445 562	1 066	736	15%	7 194	18 386 148 897	151	399 343 202	44	269 705 330	195	669 048 531	116	393 932 176			
SMM BANDUNDU	248	2 976	2 136	1 752	384	0	840	28%	3 862 877 946	441 573 181	341	10	830	28%	1 126	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
SMM EQUATEUR	171	2 052	1 712	1 314	386	12	340	17%	16 941 784 532	1 111 902 574	194	101	239	12%	241 516 923	241 516 923	93	51 013 658	0	0	93	51 013 658	30	16 499 878		
SMM KASAI-ORIENTAL	201	2 412	1 746	1 259	487	0	666	28%	8 632 852 292	1 253 703 404	738	250	416	17%	3 692	4 774 944 380	297	124 307 087	0	0	297	124 307 087	229	78 869 277		
SMM KASAI-ORIENTAL	200	2 400	2 193	1 887	304	2	207	9%	14 509 879 640	2 300 821 918	167	146	61	3%	1 983	936 989 203	15	49 480 600	1	2 683 800	16	52 164 400	10	17 785 587		
SMM MANIEMA	101	1 212	1 062	835	227	0	150	12%	3 512 022 000	3 62 214 911	80	23	127	10%	11 457	39 200 148	57	156 905 614	23	4 888 981	80	161 794 595	57	156 905 614		
SMM SUD-KIVU	777	9 324	7 263	6 247	1 016	0	2 061	22%	63 279 167 282	13 522 252 281	1 241	857	13%	10 434 746 351	10 434 746 351	127	154 071 403	268	1 775 590 545	395	1 929 661 948	95	342 357 696			
TOTAL	9 357	112 284	87 685	62 455	25 164	66	24 599	22%	6 176 926 609 890	3 447 595 886 184	10 177	7 711	16 888	15%	1 462 471	56 523 062 752	1 887	53 994 478 385	892	140 258 112 781	2 779	194 252 591 165	2 688	117 148 356 846		

NB. Au niveau de la DGE, il sied d'indiquer que le nombre de défaillants corrigé passerait de 1.609 à 285 si l'on tient compte du nombre de déclarations consignées, c'est-à-dire souscrites par mail ou avec anomalies (747) ainsi que du nombre des contribuables fermés, introuvables, en liquidation ou en cessation d'activités (577).

III.3.3.3. Situation des déclarations IERE

La situation des déclarations IERE souscrites auprès des Services réformés en 2021 est reprise dans le tableau ci-dessous :

SERVICES REFORMES	Nbre d'assujettis	Nbre déclarations attendues	Nbre déclarations reçues	Dépouillement des déclarations					Masse salariale	Impôt déclaré	Nbre MED déposées	Nbre MED suivies des déclarations	Nbre corrigé des défaillants	Taux corrigé de défaillance	Nbre travailleurs	Masse salariale déclarée suite aux MED	Impositions établies						Dossiers pris en charge						
				Nbre déclarations payantes	Nbre déclarations néant	Nbre déclarations exonérées	Nbre défaillants	Taux de défaillance									T.O.	Régularisations	Total	Dossiers pris en charge									
																		Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant		
DGE																													
CDI/KINSHASA																													
CDI/LUBUMBASHI																													
CDI/GOMA	65	780	590	590	0	0	190	24%	1 883 299 614,51	424 297 015,07	1	189	24%	102	0,00	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
CDI/MATIADI	34	408	264	264	0	0	144	35%	1 112 485 524,00	278 121 381,00	12	132	32%	90	3 053 049,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
CDI/KISANGANI	80	960	430	421	9	0	530	55%	1 826 403 009,86	346 478 294,77	19	521	54%	39	84 312 477,81	8	115 255 285,00	11	23 580 573,00	19	138 835 858,00	4	56 287 473,00						
SMM BANDUNDU	14	168	157	157	0	0	11	7%	341 852 002,00	86 425 027,00	11	0	0%	366	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
SMM EQUATEUR	11	132	130	120	4	6	2	2%	504 607 670,00	259 251 886,00	0	2	2%	53	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
SMM KASAI- OCCIDENTAL	19	228	178	149	27	2	50	22%	576 168 258,00	136 352 776,00	18	38	17%	18		10	2 608 117,00	0	0,00	10	2 608 117,00	9	2 445 691,00						
SMM KASAI- ORIENTAL	17	204	180	180	0	0	24	12%	301 197 669,00	40 847 914,00	0	24	12%	27	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
SMM MANIEMA	11	132	107	91	16	0	25	19%	131 168 923,00	32 892 231,00	5	25	19%	216	0,00	0	0,00	0	0,00	5	7 076 301,00	5	7 076 301,00						
SMM SUD-KIVU	30	360	310	310	0	0	50	14%	1 106 143 937,00	192 261 419,00	32	29	6%	55	103 477 981,00	1	2 028 435,00	8	45 632 349,00	9	47 660 784,00	0	0,00						
TOTAL	281	3 372	2 346	2 282	56	8	1 026	30%	7 783 306 607,37	1 796 927 943,84	98	74	28%	966	190 843 507,81	24	126 968 138,00	19	69 212 922,00	43	196 181 060,00	18	65 808 465,00						

N.B. Les statistiques de la DGE, du CDI/Kinshasa et du CDI/Lubumbashi sont contenues dans celles de l'IPR.

III.3.3.4. Situation des déclarations TVA

La situation des déclarations TVA souscrites au cours de l'année 2021 se présente comme suit :

SERVICES REFORMES	Nbre assujettis	Nbre déclarations attendues	Nbre déclarations reçues	Dépassement déclarations reçues				Dépassement du Chiffre d'Affaires	TVA soustraite	Total des déductions	TVA nette	Crédit TVA réposable	Nbre des défallants	Taux de défaillance	Nbre MED déposées	Nbre MED suivies des déclarations	CA Imposable à la déduction de la TVA sur les ventes MED	Nbre corrigés défallants	Taux corrigé de défallance	Impositions établies											
				Nbre déclarations payantes	Nbre déclarations néant	Nbre déclarations exonérées	Chiffre d'Affaires global déclaré													CA. exonéré	CA. hors champs	CA. 4,0%	CA. imposable à 16%	Taux	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	TOT	Montant
DGE	573	6.876	5.535	4.081	491	0	963	32.819.961.229.610	3.274.709.985.696	1.311.435.041.591	30.218.735.066.335	18.007.680.977.007	3.080.130.580.636	8.861.866.240.870	1.342.038.318.104	5.800.268.819.634	1.341	20%	205	20	27.859.292.247	1.321	19%	22	14.442.621.668	384	286.417.573.863	666	300.860.195.531	299	121.804.988.104
CDI/KINSHASA	2.594	31.128	24.198	9.888	9.436	4.904	0	1.953.409.560.378	112.346.494.859	52.617.904.525	19.319.499.472	880.940.072.519	129.528.976.579	12.887.746.862.286	48.919.224.991	34.870.750.869	6.930	22%	3.174	1.907	2.995.975.132	5.023	16%	422	5.316.020.495	389	76.805.737.843	811	82.121.758.338	811	224.899.375.092
CDI/LUBUMBASHI	1.910	22.920	19.288	4.173	14.033	82	0	5.159.798.696.975	523.801.217.651	389.398.865.320	1.555.582.665.835	2.801.883.891.920	448.256.237.712	2.309.780.467.512	140.727.544.227	6.025.071.972.667	4.632	20%	956	0	4.477.055	451	20%	356	7.667.547.401	274	14.459.082.886	610	22.126.620.287	1.120	33.182.947.903
CDI/GOMA	355	4.260	2.740	2.740	0	0	0	214.848.834.184	22.019.872.461	1.883.291.615	18.107.114.377	172.778.587.731	27.644.574.196	15.246.920.488	12.397.653.579	11.235.393.511	1.520	30%	781	781	1.036.466.175	66	17%	94	1.036.466.175	66	312.529.700	160	1.348.995.875	139	611.586.821
CDI/MATADI	241	2.892	2.289	1.056	1.215	18	0	162.156.062.166	2.824.402.724	100.064.566.573	8.399.210.566	51.424.854.401	6.555.055.543	26.695.472.512	3.279.756.158	1.545.531.128	603	21%	240	152	11.477.055	451	16%	83	72.787.543	38	792.366.190	121	865.533.733	65	730.324.463
CDI/KISANGANI	496	5.952	1.682	896	753	33	0	35.439.469.918	2.077.430.155	5.024.931.319	130.490.400	28.206.618.373	4.513.658.939	15.240.535.745	1.838.786.608	13.423.560.332	4.270	72%	799	227	4.838.264.065	4.043	68%	95	666.346.433	66	2.328.063.680	161	2.994.410.114	67	1.935.762.968
SMM RUNDUNDU	87	1.044	425	425	0	0	0	3.455.184.674	491.453.221	0	0	2.904.574.447	468.618.236	405.621.328	91.614.906	7.324.110	619	59%	57	0	0	619	59%	19	1.563.833	0	0	19	1.563.833	0	0
SMM EQUATEUR	33	396	298	241	57	0	0	12.278.726.896	283.063.475	0	0	10.370.915.692	1.535.900.133	72.162.957	1.462.382.132	18.148.360	98	25%	66	13	3.095.050	85	21%	53	922.528.532	17	23.961.326	70	946.489.858	8	2.155.744
SMM KASA- OCCIDENTAL	108	1.206	514	273	222	9	10	49.269.582.714	12.915.479.280	636.851.314	4.871.512.178	1.757.219.228	261.165.594	1.489.261.095	59.931.698	9.939.666.973	782	60%	379	123	228.869.653	659	51%	188	71.922.784	0	0	188	71.922.784	163	37.859.781
SMM KASA- ORIENTAL	90	1.080	776	464	263	49	0	56.309.758.984	51.529.094.235	0	0	4.780.664.749	762.218.260	435.461.624	329.444.736	0	304	28%	304	31	716.935.409	273	25%	4	132.167.126	2	4.175.377	6	136.342.903	2	4.175.377
SMM MANIEMA	52	624	498	275	134	55	34	4.565.130.436	368.737.192	0	3.043.373.034	1.153.020.210	184.483.233	138.804.188	68.347.424	4.282.710	126	20%	49	7	1.153.020.210	119	19%	9	12.820.800	7	793.888	16	13.614.688	9	12.820.800
SMM SUD-KIVU	93	6.036	1.601	1.213	0	388	0	35.443.021.247	2.078.643.972	3.878.671.375	1.295.868.616	28.773.989.163	5.669.758.162	15.033.192.070	1.571.631.069	487.197.631	4.435	73%	1.001	517	3.660.478.059	3.918	65%	89	593.691.318	41	781.352.022	130	1.374.443.340	48	305.480.724
TOTAL	7.042	84.304	59.844	25.095	26.694	5.538	1.007	160.506.035.337.122	4.005.485.875.921	2.064.940.11.831	31.820.545.640.833.219.922.064	3.704.891.107.223	24.134.151.022.641	1.549.793.635.632	11.007.820.651.945	25.660	30%	7.230	3.778	41.467.406.800	21.882	26%	1.414	39.915.884.081.1484	381.026.236.776	2.899	419.862.120.841	2.731	182.987.466.776		

NB. Au niveau de la DGE, il sied d'indiquer que le nombre de défallants corrigé passerait de 1.273 à 241 si l'on tient compte du nombre de déclarations consignées, c'est-à-dire souscrites par mail ou avec anomalies (732) ainsi que du nombre des contribuables fermés, introuvables, en liquidation ou en cessation d'activités (300).



III.3.4. Suivi des travaux de contrôle fiscal

Conformément au Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI, tel que modifié et complété à ce jour, l'Administration des Impôts exerce toutes les missions et prérogatives en matière fiscale de manière exclusive, sur toute l'étendue du territoire national. Ainsi, les Services ayant la mission de contrôle fiscal dans leurs attributions ont le pouvoir de vérifier, sur pièces et sur place, l'exactitude des déclarations de tous les impôts et autres droits dus par les redevables. Ce contrôle se fait tant au premier qu'au second degré.

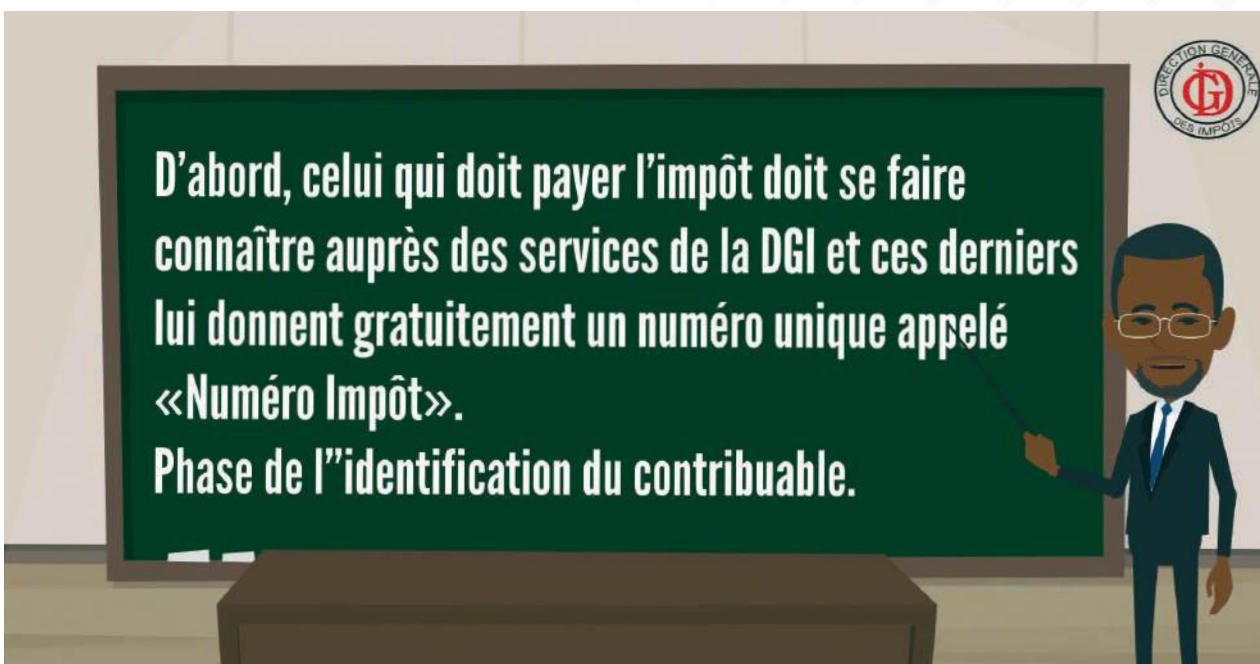
Le contrôle fiscal au premier degré est réalisé suivant une programmation des dossiers par vagues, sur base des Notes de Service alignant les entreprises autorisées à être contrôlées sur place.

Ainsi, au terme de l'article 28 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, le contrôle fiscal peut être général ou ponctuel. Le contrôle est général lorsqu'il porte sur tous

les impôts et taxes sur toute la période non prescrite. Il est ponctuel lorsqu'il porte sur la vérification d'un seul impôt sur une période inférieure à un exercice fiscal.

Aussi, la structure de contrôle-qualité, instituée par la Note de Service n° 01/0085/DGI/DG/MM/2011 du 8 juillet 2011, est-elle chargée de procéder à l'examen, en formulant des avis aux Services opérationnels avant notification au contribuable, des conclusions du contrôle sur place effectué, tant au premier qu'au second degré. Ce contrôle-qualité s'effectue uniquement sur les dossiers fiscaux à fort enjeux et repris sur une liste arrêtée par le Directeur Général.

Concernant le contrôle au second degré, il est effectué par l'Inspection des Services de la Direction Générale des Impôts dans les conditions fixées par l'article 45 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour.



III.3.4.1. Le contrôle fiscal au premier degré

III.3.4.1.1. Programmation du contrôle sur place

A la clôture de l'exercice 2021, la situation de la programmation des dossiers sélectionnés pour le contrôle sur place, revenus de 2020, et autorisés par la Haute Direction, est communiquée dans le tableau ci-après :

SERVICE	DECLARATIONS IBP SOUSCRITES (1)	DECLARATIONS IBP SOUSCRITES APRES MED (2)	TOTAL DES DECLARATIONS IBP SOUSCRITES (3) = (1) + (2)	DOSSIERS PROPOSES AU CONTRÔLE (4)	DOSSIERS AUTORISES A ETRE PROGRAMMES (5)	DOSSIERS PROGRAMMES (6)	TAUX DE PROGRAMMATION (7) = (6) / (5)
DGE	540	1	541	469	468	284	60,68%
CDI/KINSHASA	1 959	281	2 240	457	436	436	100,00%
CDI/LUBUMBASHI	710	70	780	595	536	222	41,42%
CDI/GOMA	377	54	431	234	233	72	30,90%
CDI/MATADI	125	22	147	112	112	98	87,50%
CDI/KISANGANI	132	4	136	160	160	79	49,38%
SMM BANDUNDU	27	0	27	22	20	20	100,00%
SMM EQUATEUR	26	1	27	19	18	18	100,00%
SMM KASAI-OCCIDENTAL	43	0	43	33	32	32	100,00%
SMM KASAI-ORIENTAL	64	2	66	47	47	47	100,00%
SMM MANIEMA	36	1	37	31	30	30	100,00%
SMM SUD-KIVU	250	62	312	297	255	245	96,08%
TOTAL	4 289	498	4 787	2 476	2 347	1 583	67,45%

III.3.4.1.2. Résultats du contrôle sur place

Les résultats des travaux du contrôle sur place sont renseignés séparément, selon qu'il s'agit de la vérification polyvalente ou du contrôle ponctuel.

III.3.4.1.2.1. Vérification polyvalente

Les détails des résultats des travaux de vérification polyvalente sont présentés de la manière ci-après :

III.3.4.1.2.1.1. Résultat du contrôle fiscal afférent à l'exercice fiscal 2021, revenus antérieurs à l'année 2020

SERVICES REFORMES	DOSSIERS CLOTURES										DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS RECOURVRES	
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU		CUMUL		NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR								
DGE	366	1 909 175 214 599	0	0	0	0	366	1 909 175 214 599	15	276 720 415 397	415	1 841 883 709 480	291	247 091 571 006		
CDI/KINSHASA	309	43 036 228 206	12	244 443 395	0	321	43 280 671 601	84	18 903 405 912	699	22 344 347 010	1 187	12 590 353 573			
CDI/LUBUMBASHI	396	26 265 779 460	1	121 538 742	163	560	26 387 318 202	334	23 894 023 439	255	13 414 342 388	200	3 450 462 401			
CDI/GOMA	64	586 311 143	6	115 480 515	11	81	701 791 638	0	0	0	1 583 968 620	120	413 836 830			
CDI/MATADI	46	277 119 610	8	100 276 448	0	54	377 396 058	1	14 356 296	84	755 241 324	284	709 536 885			
CDI/KISANGANI	59	2 718 124 183		506 058 044	0	59	3 224 182 227	0	0	52	1 624 168 184	103	815 088 252			
SMM BANDUNDU	10	83 689 638	0	0	0	10	83 689 638	2	12 797 905	12	89 068 893	5	37 347 316			
SMM EQUATEUR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	7 406 212			
SMM KASAI-OCCIDENTAL	3	31 187 774	1	32 536 098	0	4	63 723 872	0	0	4	62 082 752	3	189 530 512			
SMM KASAI-ORIENTAL	29	600 990 680	0	0	0	29	600 990 680	0	0	27	597 925 376	33	1 799 906 864			
SMM MANIEMA	0	0	0	0	0	0	0	6	505 844 276	0	0	8	58 472 587			
SMM SUD-KIVU	34	534 376 638	0	0	1	35	534 376 638	0	0	48	194 688 307	59	1 869 286 041			
TOTAL	1 316	1 983 309 021 931	28	1 120 333 242	175	1 519	1 984 429 355 173	442	320 050 843 225	1 712	1 882 549 542 334	2 300	269 032 798 479			

III.3.4.1.2.1.1. Résultat du contrôle fiscal afférent à l'exercice fiscal 2021, revenus antérieurs à l'année 2020

SERVICES REFORMES	DOSSIERS CLOTURES										DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS RECOUVRES		
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU		CUMUL		TAUX DE CLOTURE	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR									
DGE	366	1 909 175 214 599	0	0	0	0	366	1 909 175 214 599		15	276 720 415 397	415	1 841 883 709 480	291	247 091 571 006		
CDI/KINSHASA	309	43 036 228 206	12	244 443 395	0	321	43 280 671 601		84	18 903 405 912	699	22 344 347 010	1 187	12 590 353 573			
CDI/LUBUMBASHI	396	26 265 779 460	1	121 538 742	163	560	26 387 318 202		334	23 894 023 439	255	13 414 342 388	200	3 450 462 401			
CDI/GOMA	64	586 311 143	6	115 480 515	11	81	701 791 658		0	0	0	1 583 968 620	120	413 836 830			
CDI/MATADI	46	277 119 610	8	100 276 448	0	54	377 396 058		1	14 356 296	84	755 241 324	284	709 536 885			
CDI/KISANGANI	59	2 718 124 183		506 058 044	0	59	3 224 182 227		0	0	52	1 624 168 184	103	815 088 252			
SMM BANDUNDU	10	83 689 638	0	0	0	10	83 689 638		2	12 797 905	12	89 068 893	5	37 347 316			
SMM EQUATEUR	0	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0	7	7 406 212			
SMM KASAI- OCCIDENTAL	3	31 187 774	1	32 536 098	0	4	63 723 872		0	0	4	62 082 752	3	189 530 512			
SMM KASAI- ORIENTAL	29	600 990 680	0	0	0	29	600 990 680		0	0	27	597 925 376	33	1 799 906 864			
SMM MANIEMA	0	0	0	0	0	0	0		6	505 844 276	0	0	8	58 472 587			
SMM SUD-KIVU	34	534 376 638	0	0	1	35	534 376 638		0	0	48	194 688 307	59	1 869 286 041			
TOTAL	1 316	1 983 309 021 931	28	1 120 333 242	175	1 519	1 984 429 355 173		442	320 050 843 225	1 712	1 882 549 542 334	2 300	269 032 798 479			



III.3.4.1.2.1.2. Résultat du contrôle fiscal afférent à l'exercice 2021, revenus de 2020

SERVICES REFORMES	DOSSIERS CLOTURES										DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE	DOSSIERS PRIS EN CHARGE			DOSSIERS RECOURVRES		
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU		CUMUL			NBRE		VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	TAUX DE RECOURV.
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	TAUX DE CLOTURE								
DGE	115	43 290 304 145	0	0	0	0	115	43 290 304 145	40,49%	0	0	0	39 714 128 107	84	34 553 580 868	89,36%	
CDI/KINSHASA	245	14 230 630 341	0	0	0	245	14 230 630 341	56,19%	1	73 060 760	119	3 089 004 046	52	1 033 034 319	43,70%		
CDI/LUBUMBASHI	135	11 786 821 967	0	0	3	138	11 786 821 967	62,16%	24	369 247 010	114	11 147 574 957	45	6 102 327 089	39,47%		
CDI/GOMA	27	584 190 532	0	0	0	27	584 190 532	37,50%	0	0	14	209 900 999	12	126 624 107	85,71%		
CDI/MATADI	92	3 314 609 524	0	0	0	92	3 314 609 524	93,88%	0	0	63	2 562 780 142	14	349 174 783	22,22%		
CDI/KISANGANI	78	1 858 763 223	1	321 372 928	0	79	2 180 136 151	100,00%	1	199 318 158	79	1 180 136 151	50	1 098 796 519	63,29%		
SMM BANDUNDU	11	46 846 066	0	0	0	11	46 846 066	55,00%	0	0	7	38 158 439	3	9 282 408	42,86%		
SMM EQUATEUR	12	55 453 247	0	0	0	12	55 453 247	66,67%	0	0	0	0	0	0	0		
SMM KASAL-OCCIDENTAL	27	160 306 569	0	0	0	27	160 306 569	84,38%	0	0	27	160 306 569	30	122 541 130	111,11%		
SMM KASAL-ORIENTAL	26	25 861 248	0	0	2	28	25 861 248	59,57%	0	0	20	16 560 587	15	10 039 727	75,00%		
SMM MANIEMA	27	193 871 643	0	0	0	27	193 871 643	90,00%	4	19 097 341	23	174 774 302	22	84 421 769	95,65%		
SMM SUD-KIVU	133	384 730 971	1	2 223 363	2	136	386 954 334	55,51%	0	0	107	347 733 456	89	293 852 149	83,18%		
TOTAL	928	75 932 389 476	2	323 596 291	7	937	76 255 985 767	59,19%	30	660 723 269	667	58 641 057 755	416	43 783 674 868	62,37%		

III.3.4.1.2.1.3. Cumul de résultats de contrôle fiscal des exercices 2020 et 2021, réalisé en 2021

SERVICES REFORMES	DOSSIERS CLOTURES										DOSSIERS EN CHARGE			DOSSIERS RECOUVRES		
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU		CUMUL			DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS EN CHARGE		DOSSIERS RECOUVRES		
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	TAUX DE CLOTURE	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	TAUX DE RECOUV.
DGE	481	1 952 465 518 744	0	0	0	0	481	1 952 465 518 744		15	276 720 415 397	509	1 881 597 837 587	375	281 645 151 874	73,67%
CDJ/KINSHASA	554	57 266 858 547	12	244 443 395	0	0	566	57 511 301 942		85	18 976 466 672	818	25 433 351 056	1 239	13 623 387 892	151,47%
CDJ/LUBUMBASHI	531	38 052 601 427	1	121 538 742	166	0	698	38 174 140 169		358	24 263 270 449	369	24 561 917 345	245	9 552 789 490	66,40%
CDJ/GOMA	91	1 170 501 675	6	115 480 515	11	0	108	1 285 982 190		0	0	130	1 793 869 619	132	540 460 937	101,54%
CDJ/MATADI	138	3 591 729 134	8	100 276 448	0	0	146	3 692 005 582		1	14 356 296	147	3 318 021 466	298	1 058 711 668	202,72%
CDJ/KISANGANI	137	4 576 887 406	1	827 430 972	0	0	138	5 404 318 378		1	199 318 158	131	2 804 304 335	153	1 913 884 771	116,79%
SMM BANDUNDU	21	130 535 704	0	0	0	0	21	130 535 704		2	12 797 905	19	127 227 332	8	46 629 724	42,11%
SMM EQUATEUR	12	55 453 247	0	0	0	0	12	55 453 247		0	0	0	0	7	7 406 212	
SMM KASAI- OCCIDENTAL	30	191 494 343	1	32 536 098	0	0	31	224 030 441		0	0	31	222 389 321	33	312 071 642	106,45%
SMM KASAI- ORIENTAL	55	626 851 928	0	0	2	0	57	626 851 928		0	0	47	614 485 963	48	1 809 946 591	102,13%
SMM MANIEMA	27	193 871 643	0	0	0	0	27	193 871 643		10	524 941 617	23	174 774 302	30	142 894 356	130,43%
SMM SUD-KIVU	167	919 107 609	1	2 223 363	3	0	171	921 330 972		0	0	155	542 421 763	148	2 163 138 190	95,48%
TOTAL	2 244	2 059 241 411 407	30	1 443 929 533	182	0	2 456	2 060 685 340 940		472	320 711 566 494	2 379	1 941 190 600 089	2 716	312 816 473 347	114,17%

Le tableau ci-avant révèle qu'au 31 décembre 2021, **2 456** dossiers soumis au contrôle polyvalent réalisé en 2021 et afférent aux revenus des années 2020 et antérieures ont été clôturés pour un montant total de **CDF 2 060 685 340 940** dont :

- 2 244 dossiers clôturés par redressement pour un montant de **CDF 2 059 241 355 407** ;
- 30 dossiers clôturés par taxation d'office pour un montant de **CDF 1 443 929 533** ;
- 182 dossiers clôturés par un non-lieu.

III.3.4.1.2.2. Contrôle ponctuel

Le tableau ci-dessous présente les résultats du contrôle ponctuel à fin 2021 :

SERVICES REFORMES	NBRE DOSSIERS PROGRAMMES	DOSSIERS CLOTURES						DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS RECOURVRES		
		REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU		CUMUL		NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	
		NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR					
DGE	10	111	164 004 717 620,00	0	0,00	0	111	164 004 717 620,00	0	0,00	75	4 208 817 243,00	43	7 786 984 273,00
CDI/KINSHASA	260	32	11 837 971 092,00	2	378 785 934,00	0	34	12 216 757 026,00	2	95 224 594,00	46	12 685 755 403,00	50	268 930 631,00
CDI/LUBUMBASHI	8	16	875 880 746,00	0	0,00	8	24	875 880 746,00	9	491 417 775,00	3	384 462 972,00	0	0,00
CDI/GOMA	0	0		0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
CDI/MATADI	0	6	188 252 186,00	0	0,00	0	6	188 252 186,00	0	0,00	14	216 645 251,00	47	32 041 870,00
CDI/KISANGANI	0	0		0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
SMM BANDUNDU	0	0		0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
SMM EQUATEUR	8	8	7 777 527,00	0	0,00	0	8	7 777 527,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
SMM KASAI- OCCIDENTAL	0	14	70 643 686,00	1	30 894 985,00	0	15	101 538 671,00	0	0,00	17	71 534 729,00	16	275 166 606,00
SMM KASAI- ORIENTAL	0	0		0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00	7	6 460 256,00
SMM MANIEMA	0	0		0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
SMM SUD-KIVU	54	85	5 775 976 697,00	0	0,00	18	103	5 775 976 697,00	0	0,00	71	241 739 586,00	71	1 60 109 986,00
TOTAL	340	272	182 761 219 554,00	3	409 680 919,00	26	301	183 170 900 473,00	11	586 642 369,00	226	17 808 955 184,00	234	8 529 693 622,00

III.3.4.1.3. Participation des travaux de contrôle fiscal dans les recettes de l'année

La participation des travaux de contrôle fiscal au premier degré (contrôle polyvalent et contrôle ponctuel) dans les recettes de l'année 2021 se présente comme suit :

SERVICE	RECETTES COMPTABILISEES (1)	SUPPLEMENTS RECOUVRES ISSUS DU CONTRÔLE POLYVALENT (2)	SUPPLEMENTS RECOUVRES ISSUS DU CONTRÔLE PONCTUEL (3)	TOTAL DES SUPPLEMENTS RECOUVRES (4)=(2)+(3)	TAUX DE PARTICIP. (5)=(4)/(1)
DGE	5 691 800 946 982,99	281 645 151 874,00	7 786 984 273,00	289 432 136 147,00	5,09%
DUI-K	161 214 050 104,97	13 623 387 892,00	268 930 631,00	13 892 318 523,00	8,62%
DPI/BANDUNDU	1 541 387 620,21	46 629 724,00	0,00	46 629 724,00	3,03%
DPI/EQUATEUR	1 493 942 519,46	7 406 212,00	0,00	7 406 212,00	0,50%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	3 028 912 613,80	312 071 642,00	275 166 606,00	587 238 248,00	19,39%
DPI/KASAI-ORIENTAL	6 451 900 271,76	1 809 946 591,00	6 460 256,00	1 816 406 847,00	28,15%
DPI/KATANGA	418 006 701 815,83	9 552 789 490,00	0,00	9 552 789 490,00	2,29%
DPI/KONGO CENTRAL	19 921 853 586,91	1 058 711 668,00	32 041 870,00	1 090 753 538,00	5,48%
DPI/MANIEMA	1 864 248 014,78	142 894 356,00	0,00	142 894 356,00	7,66%
DPI/NORD-KIVU	34 473 759 177,43	540 460 937,00	0,00	540 460 937,00	1,57%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	21 128 962 520,59	1 913 884 771,00	0,00	1 913 884 771,00	9,06%
DPI/SUD-KIVU	15 057 388 062,39	2 163 138 190,00	160 109 986,00	2 323 248 176,00	15,43%
TOTAL	6 375 984 053 291,12	312 816 473 347,00	8 529 693 622,00	321 346 166 969,00	5,04%

De la lecture du tableau ci-dessus, il s'observe que la participation des travaux de contrôle fiscal au premier degré de l'ordre de **CDF 321 346 166 969,00** est évaluée à **5,04%** des recettes globales comptabilisées à fin 2021.

En d'autres termes, si l'on déduit les recettes issues des suppléments d'impôts recouverts de **CDF 321 346 166 969,00** dans les réalisations totales, la part des déclarations autoliquidatives serait de **CDF 6 053 294 645 412,12** et représenterait **94,96%**.

III.3.4.2. Le contrôle fiscal au second degré

Au terme de l'article 45 de la Loi 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'Inspection des Services a pour mission notamment d'effectuer les enquêtes et la contrevérification fiscales.

III.3.4.2.1. Résultats des travaux de contrôle fiscal au second degré

A fin 2021, l'Inspection des Services a enregistré 105 dénonciations dont **84** ont fait l'objet des missions d'enquête.

Ces missions d'enquête ont donné lieu aux travaux de contrevérification dont ceux clôturés pendant la période sous revue ont généré les résultats présentés dans le tableau ci-après :

EN CDF			EN USD		
TRESOR	DGI	TOTAL	TRESOR	DGI	TOTAL
206 506 189 441,76	131 457 862 877,05	337 964 052 318,81	14 354 790 120,92	4 560 778 948,53	18 915 569 069,45

III.3.4.2.2. Prise en charge des redressements établis au second degré

La situation des prises en charge des redressements établis au cours de l'année 2021 est présentée dans le tableau ci-dessous :

EN CDF			EN USD		
TRESOR	DGI	TOTAL	TRESOR	DGI	TOTAL
35 468 937 462,13	22 779 172 714,40	58 248 110 176,53	322 796 981,97	100 189 754,74	422 986 736,71



III.4. MISSIONS DE RECOUVREMENT

Les missions de recouvrement menées par la DGI au cours de l'année sous revue comprennent (i) le Budget des recettes de la DGI, (ii) le suivi des paiements issus des ressources naturelles, (iii) le suivi de remboursements des crédits de TVA et (iv) le suivi du solde débiteur.

III.4.1. BUDGET DES RECETTES DE LA DGI POUR L'EXERCICE 2021

La Loi de finances rectificative n° 21/028 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2021 a assigné à la DGI des prévisions de recettes globales de **CDF 5.775.292.273.343,97**, éclatées comme suit :

- Prévisions des recettes hors TVA : **CDF 3.921.403.466.799,97**
- Prévisions des recettes TVA : **CDF 1.749.042.387.680,15**
- Prévisions IBP des Pétroliers producteurs : **CDF 104.846.418.863,85**

III.4.1.1. Mesures d'accompagnement du budget des recettes des impôts

Pour la réalisation des prévisions des recettes des Impôts en 2021, les principales mesures ci-après sont préconisées :

a) Mesures législatives

- la suppression de l'exonération à la TVA des opérations d'importation des marchandises par les entreprises minières en phase d'exploitation ;
- l'instauration du mécanisme de la TVA comptable au cordon douanier, lors de l'importation des marchandises par les entreprises minières pour les besoins de leur exploitation, à l'exception des produits pétroliers ;

- le renforcement du dispositif de lutte contre la fraude fiscale en matière de prix de transfert ;
- la limitation de l'action en recouvrement forcé à la hauteur des sommes correspondant à la créance de l'Etat poursuivie ;
- l'amélioration de la rédaction de l'alinéa 1^{er} de l'article 91 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales en remplaçant le mot « principal » par le groupe de mots « droits dus » comme base de calcul de la majoration ;
- l'obligation de rapatriement d'une quotité des recettes d'exportation en vue d'adapter la législation sur la TVA à la réglementation de change ;
- l'intégration dans la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales de la disposition se rapportant à la déclaration de l'impôt professionnel sur les prestations de services fournies par des personnes non résidentes en République Démocratique du Congo ;
- la réduction des délais d'introduction et d'instruction d'une réclamation en phase administrative de six à trois mois ;
- la suppression de la procédure de transaction en matière de pénalités fiscales, instituée avant la réforme du système des pénalités fiscales.

b) Mesures administratives

- l'implication du Gouvernement pour l'acquisition d'un logiciel approprié de gestion intégrée de l'impôt ;
- l'implication du Gouvernement pour la mise en route du processus de fiabilisation du numéro impôt et celui de biométrisation des données lors de

- l'immatriculation des contribuables et des campagnes de recensement général ou ciblé des opérateurs économiques, devant permettre l'élargissement de l'assiette fiscale ;
- la finalisation du protocole d'accord de collaboration pilote avec l'Hôtel de Ville de Kinshasa pour la maîtrise du répertoire des assujettis en matière d'impôt forfaitaire à charge des micro-entreprises au titre d'IBP ;
- le renforcement des mesures de recouvrement forcé à l'encontre des défaillants en paiement (Avis à tiers détenteurs, saisies mobilières, immobilières et les ventes qui en découlent, fermeture provisoire des établissements par l'apposition de scellés) ;
- l'implication du Gouvernement pour la systématisation de la présentation d'une attestation de situation fiscale auprès de la DTMF pour le paiement des dettes envers l'Etat et à la sortie du territoire national ;
- l'implication du Gouvernement pour l'application intégrale des dispositions de la Circulaire Interministérielle n° 001/CAB/VPM-MIN/BUDGET/2014 et n° CAB/MIN/FINANCES/ 2014/05 du 07 mai 2014 relative aux modalités de retenue et de reversement de l'Impôt Professionnel sur les Rémunérations, sur les primes, collations et autres avantages payés aux Fonctionnaires et Agents Publics et aux membres des Institutions Nationales et Provinciales et des Assimilés ;
- l'accompagnement du Gouvernement pour la retenue et le reversement de l'IPR des engagés locaux des missions diplomatiques (consulaires) et organismes internationaux ;
- l'accompagnement du Gouvernement pour la retenue et le reversement de l'IPR des employés des agences d'exécution ;
- l'implication du Gouvernement pour l'acquisition du dispositif de la remontée des informations sur la TVA collectée sur les opérations réalisées par les assujettis au serveur de la DGI (caisses enregistreuses) ;
- l'implication du Gouvernement pour la facturation et la collecte de la TVA sur les marchés publics financés par les Gouvernements Central et provinciaux ;
- l'implication du Gouvernement pour le reversement total de l'IPR et de la TVA par les entreprises du portefeuille de l'Etat.

III.4.1.2. Exécution du Budget des recettes des impôts

A la clôture de l'année 2021, les recettes globales comptabilisées de la DGI se chiffrent à **CDF 6.375.984.053.291,12**. Elles sont réparties de la manière ci-après :

- Recettes hors TVA : **CDF 4.441.865.462.124,01**
- Recettes TVA : **CDF 1.802.284.264.573,58**
- Recettes IBP des Pétroliers producteurs : **CDF 131.834.326.593,53**

Par rapport aux prévisions budgétaires de l'année de **CDF 5.775.292.273.343,97**, il se dégage une plus-value de **CDF 600.691.779.947,15**, soit un taux d'exécution de **110,40%**.

III.4.1.2.1. Exécution du Budget des recettes par nature d'impôt

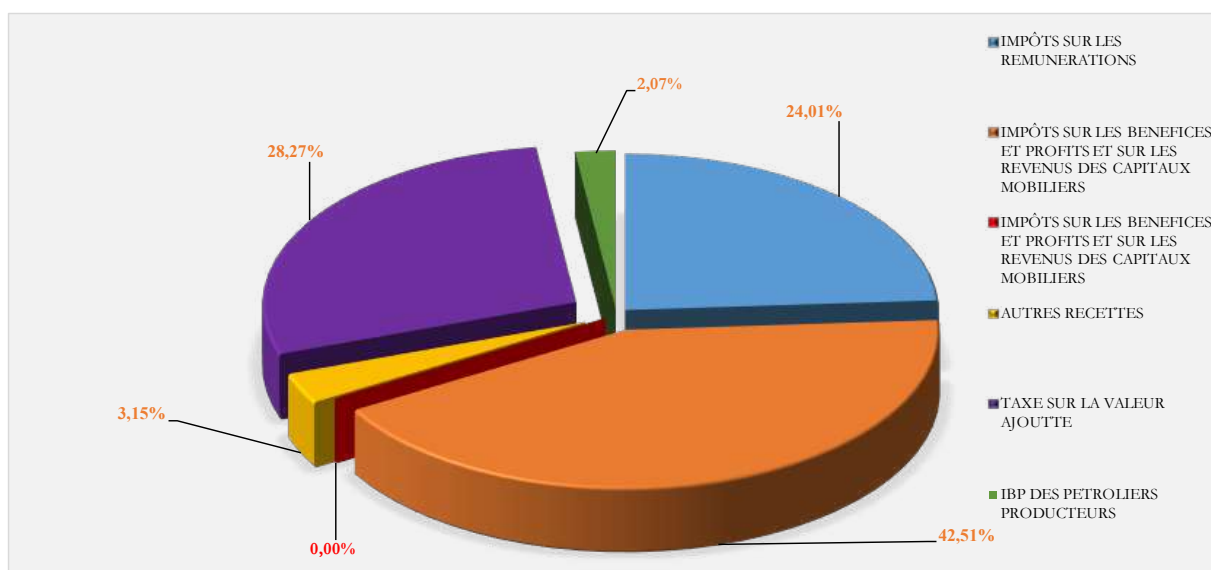
Au regard des assignations budgétaires de l'exercice 2021, les réalisations de la DGI, par nature d'impôt, sont renseignées dans le tableau ci-dessous :

N°	NATURE D'IMPOT	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXEC.	TAUX DE
A	RECETTES HORS TVA					
I.	IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	1 487 153 766 174,19	1 531 070 833 214,15	43 917 067 039,96	102,95%	24,01%
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	704 128 633 430,75	647 656 727 735,86	-56 471 905 694,89	91,98%	10,16%
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	65 604 802 139,15	76 941 180 942,96	11 336 378 803,81	117,28%	1,21%
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics					
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	185 307 539 019,79	306 093 350 834,82	120 785 811 815,03	165,18%	4,80%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régies financières	26 429 366 254,40	75 904 368 711,99	49 475 002 457,59	287,20%	1,19%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	265 257 692 503,02	195 346 887 273,82	-69 910 805 229,20	73,64%	3,06%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	240 425 732 827,08	229 128 317 714,70	-11 297 415 112,38	95,30%	3,59%
II.	IMPÔTS SUR LES BENEFCES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERES	2 369 959 226 457,62	2 710 198 799 912,98	340 239 573 455,36	114,36%	42,51%
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	1 991 425 883 097,16	2 193 792 619 040,78	202 366 735 943,62	110,16%	34,41%
	Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires	0,00	158 801 139,00	158 801 139,00		
	Impôt Spécial sur les Plus-Values de cessions d'actions ou de parts sociales	0,00	0,00	0,00		
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	9 019 993 918,75	8 520 440 688,39	-499 553 230,36	94,46%	0,13%
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises</i>	<i>8 264 517 396,97</i>	<i>7 723 866 698,25</i>	<i>-540 650 698,72</i>	<i>93,46%</i>	<i>0,12%</i>
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises</i>	<i>755 476 521,78</i>	<i>796 573 990,14</i>	<i>41 097 468,36</i>	<i>105,44%</i>	<i>0,01%</i>
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	180 555 943 813,48	164 042 791 849,24	-16 513 151 964,24	90,85%	2,57%
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	188 957 405 628,23	343 684 147 195,57	154 726 741 567,34	181,88%	5,39%
III.	IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	0,00	10 545 280,31	10 545 280,31	100,00%	0,00%
	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur	0,00	10 545 280,31	10 545 280,31	100,00%	0,00%
IV.	AUTRES RECETTES	64 290 474 168,16	200 585 283 716,57	136 294 809 548,41	312,00%	3,15%
71 451 1	Immatriculation des véhicules	4 534 635 278,88	3 932 078 155,11	-602 557 123,77	86,71%	0,06%
74 233 9	Vente des imprimés	277 167 188,25	452 609 464,48	175 442 276,23	163,30%	0,01%
71 181	Amendes et pénalités	59 478 671 701,03	196 200 596 096,98	136 721 924 395,95	329,87%	3,08%
	SOUS-TOTAL HORS TVA	3 921 403 466 799,97	4 441 865 462 124,01	520 461 995 324,04	113,27%	69,67%
B.	RECETTES TVA					
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	1 710 241 302 933,01	1 751 577 722 371,82	41 336 419 438,81	102,42%	27,47%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMR A	38 801 084 747,14	50 706 542 201,76	11 905 457 454,62	130,68%	0,80%
	SOUS-TOTAL TVA	1 749 042 387 680,15	1 802 284 264 573,58	53 241 876 893,43	103,04%	28,27%
	TOTAL RECETTES HORS IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	5 670 445 854 480,12	6 244 149 726 697,59	573 703 872 217,47	110,12%	97,93%
	IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	104 846 418 863,85	131 834 326 593,53	26 987 907 729,68	125,74%	2,07%
	RECETTES GLOBALES	5 775 292 273 343,97	6 375 984 053 291,12	600 691 779 947,15	110,40%	100,00%

De manière agrégée, la situation se présente, par grandes masses d'impôts, dans le tableau ci-dessous :

GRANDES MASSES D'IMPOTS	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXEC	TAUX DE PARTIC
IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	1 487 153 766 174,19	1 531 070 833 214,15	43 917 067 039,96	102,95%	24,01%
IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	2 369 959 226 457,62	2 710 039 998 773,98	340 080 772 316,36	114,35%	42,50%
IMPOTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	0,00	10 545 280,31	10 545 280,31	100,00%	0,00%
AUTRES RECETTES	64 290 474 168,16	200 585 283 716,57	136 294 809 548,41	312,00%	3,15%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	1 749 042 387 680,15	1 802 284 264 573,58	53 241 876 893,43	103,04%	28,27%
IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	104 846 418 863,85	131 834 326 593,53	26 987 907 729,68	125,74%	2,07%
RECETTES GLOBALES	5 775 292 273 343,97	6 375 825 252 152,12	600 532 978 808,15	110,40%	100,00%

Graphiquement, la situation est représentée comme suit :



De la lecture des tableaux des recettes et graphique ci-dessus, la participation des Impôts par grandes masses se dégage de la manière ci-dessous dans les réalisations globales de l'année :

- 1) les Impôts sur les rémunérations : **24,01%** ;
- 2) les Impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux mobiliers : **42,50%** ;
- 3) les Impôts et Taxes sur les biens et services : **00,00%** ;
- 4) les autres recettes : **3,15%** ;
- 5) la Taxe sur la valeur ajoutée : **28,27%** ;
- 6) l'IBP des Pétroliers producteurs : **2,07%**.

III.4.1.2.2. Exécution du Budget des recettes par Centre de perception

L'exécution des assignations budgétaires par Centre de perception est présentée dans le tableau ci-après :

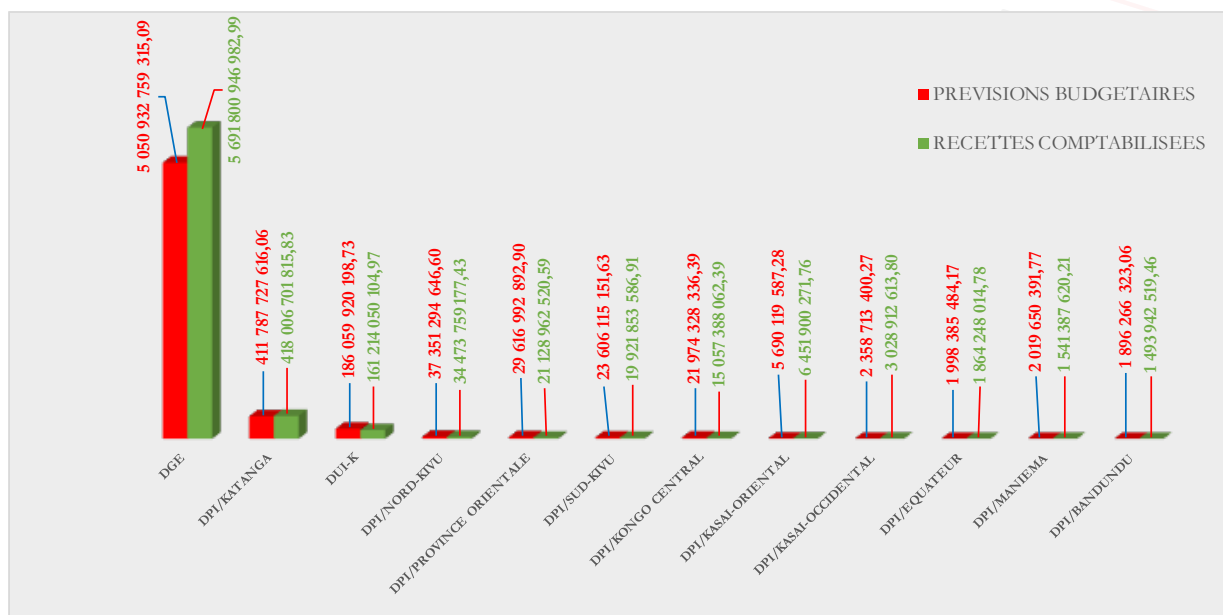
CENTRE DE PERCEPTION	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXEC	TAUX DE PARTIC
DGE	5 050 932 759 315,09	5 691 800 946 982,99	640 868 187 667,90	112,69%	89,27%
DPI/KATANGA	411 787 727 616,06	418 006 701 815,83	6 218 974 199,77	101,51%	6,56%
DUI-K	186 059 920 198,73	161 214 050 104,97	-24 845 870 093,76	86,65%	2,53%
DPI/NORD-KIVU	37 351 294 646,60	34 473 759 177,43	-2 877 535 469,17	92,30%	0,54%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	29 616 992 892,90	21 128 962 520,59	-8 488 030 372,31	71,34%	0,33%
DPI/SUD-KIVU	23 606 115 151,63	19 921 853 586,91	-3 684 261 564,72	84,39%	0,31%
DPI/KONGO CENTRAL	21 974 328 336,39	15 057 388 062,39	-6 916 940 274,00	68,52%	0,24%
DPI/KASAI-ORIENTAL	5 690 119 587,28	6 451 900 271,76	761 780 684,48	113,39%	0,10%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	2 358 713 400,27	3 028 912 613,80	670 199 213,53	128,41%	0,05%
DPI/EQUATEUR	1 998 385 484,17	1 864 248 014,78	-134 137 469,39	93,29%	0,03%
DPI/MANIEMA	2 019 650 391,77	1 541 387 620,21	-478 262 771,56	76,32%	0,02%
DPI/BANDUNDU	1 896 266 323,06	1 493 942 519,46	-402 323 803,60	78,78%	0,02%
TOTAL	5 775 292 273 343,97	6 375 984 053 291,12	600 691 779 947,15	110,40%	100,00%

NB : les prévisions et les recettes au titre d'IBP des Pétroliers producteurs sont intégrées dans les statistiques de la DGE, structure qui prend en charge la gestion des assujettis à cet impôt.

Il ressort du tableau de l'exécution du budget des recettes par centre de perception ci-dessus que la DGE est le plus grand service contributeur des recettes avec un taux de participation de **89,27%**, suivie de la DPI/Katanga, la DUI-K et la DPI/Nord-Kivu avec des taux de participation respectifs de **6,56%**, **2,53%** et **0,54%**.

Concernant l'exécution des assignations budgétaires, il s'observe que la DGE, les DPI Kasai-Occidental, Kasai-Oriental et Katanga sont les seuls Services à dépasser leurs assignations budgétaires de l'année 2021, avec des taux d'exécution respectifs de **112,69%**, **128,41%**, **113,39%** et **101,51%**.

Graphiquement, l'exécution budgétaire par Centre de perception se présente de la manière suivante :



III.4.1.2.3. Justification du niveau d'exécution du Budget des recettes des Impôts

Du niveau d'exécution constaté dans le tableau comparatif des prévisions et réalisations à fin décembre 2021, il convient de relever les bons comportements de certaines lignes budgétaires, à savoir :

- 1 l'impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques qui a affiché les recettes de **CDF 76.941.180.942,96** contre les prévisions de **CDF 65.604.802.139,15**, dégageant ainsi un taux d'exécution de **117,28%** essentiellement justifié par l'amélioration de la retenue et du reversement opérés par le Ministère du Budget pour le compte des Institutions Politiques et assimilés consécutive à la mission effectuée par la DGI à la Direction de la paie ;
- 2 l'impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/autres fonctionnaires et agents publics dont les réalisations se sont élevées à **CDF 306.093.350.834,82** face aux objectifs de **CDF 185.307.539.019,79**, impliquant un taux d'exécution de **165,18%** pour la même raison évoquée ci-haut ;
- 3 l'impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des régies financières qui renseigne les recettes de **CDF 75.904.368.711,99** contre les prévisions de **CDF 26.429.366.254,40**, soit un taux d'exécution de **287,20%** dû essentiellement à la régularité de la rétrocession aux Régies Financières, à la performance constatée au niveau des recettes qui impacte positivement la hauteur de la rétrocession, base imposable à l'IPR et au paiement de ce dernier sur les primes non permanentes effectué essentiellement par la DGI et la DGDA ;

- 4 l'IBP des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production indique les recettes de **CDF 2.193.792.619.040,78** contre les objectifs de **CDF 1.991.425.883.097,16**, dégageant un taux d'exécution de **110,16%** résultant essentiellement, d'un côté, de l'embellie des cours des matières premières enregistrée en 2021 qui a induit, pour les entreprises minières en particulier, les paiements des soldes de l'IBP significatifs (sociétés TFM, KCC S.A, KIBALI GOLDMINES S.A, FRONTIER S.A, etc.) et, de l'autre côté, du dénouement du contentieux du Groupe GLENCORE ;
- 5 l'IM, dont le comportement des réalisations est notamment fonction de celui de l'IBP, renseigne les recettes de **CDF 343.684.147.195,57** contre les assignations de **CDF 188.957.405.628,23**, dégageant ainsi un taux d'exécution de **181,88%**, suite essentiellement à un meilleur suivi des obligations déclaratives et au dénouement du contentieux du Groupe GLENCORE ;
- 6 la vente des imprimés renseigne les réalisations de **CDF 452.609.464,48** contre les prévisions de **CDF 277.167.188,25** représentant un taux d'exécution de **163,30%** essentiellement suite à une meilleure politique de gestion des imprimés au regard de la demande ;
- 7 les amendes et pénalités affichent les recettes de **CDF 196.200.596.096,98** contre les assignations de **CDF 59.478.671.701,03**, dégageant un taux d'exécution de **329,87%** suite à un recouvrement efficace du solde débiteur et au dénouement du contentieux du Groupe GLENCORE ;
- 8 la TVA affiche les recettes de **CDF 1.802.284.264.573,58** contre les prévisions de **CDF 1.749.042.387.680,15**, avec un taux d'exécution de **103,04%**, lié principalement aux efforts d'encadrement des services et au suivi des assujettis à travers l'exploitation des états détaillés de déduction ;
- 9 l'IBP des Pétroliers producteurs renseigne les recettes de l'ordre de **CDF 131.834.326.593,53** contre les prévisions de **CDF 104.846.418.863,85**, dégageant un taux d'exécution de **125,74%**, suite à un meilleur suivi des obligations déclaratives des avances mensuelles des assujettis dont l'activité est impactée par la hausse du prix de baril enregistrée en 2021.

Par contre, les lignes budgétaires ci-dessous ont accusé une contreperformance :

- 1 l'impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors Membres des Institutions Politiques a renseigné les recettes de **CDF 647.656.727.735,86** contre les assignations de **CDF 704.128.633.430,75**, dégageant ainsi un taux d'exécution de **91,98%**, dû notamment aux effets continus des vagues de contamination de COVID-19 qui ont impacté le système de travail de plusieurs entreprises ;
- 2 l'IPR/Exp. a affiché les recettes de **CDF 195.346.887.273,82** contre les prévisions de **CDF 265.257.692.503,02**, soit un taux d'exécution de **73,64%** suite essentiellement à l'impact du mouvement migratoire au regard de la crise sanitaire de COVID-19 ;
- 3 l'IERE affiche les recettes de **CDF 229.128.317.714,70** contre les prévisions budgétaires de **CDF 240.425.732.827,08**, dégageant un taux d'exécution de **95,30%**, suite aux deux raisons évoquées ci-haut ;

- 4 L'IBP des entreprises de petite taille indique les recettes de **CDF 8.520.440.688,39** contre les prévisions de **CDF 9.019.993.918,75**, soit un taux d'exécution de **94,46%**, essentiellement justifié par le manque de civisme fiscal de cette catégorie d'assujettis ;
- 5 L'IPPNR affiche les recettes de **CDF 164.042.791.849,24** contre les objectifs de **CDF 180.555.943.813,48**, dégageant un taux d'exécution de **90,85%**, suite à une survenance fortuite des faits générateurs relatifs à cette nature d'impôt ;
- 6 L'immatriculation des véhicules indiquent les réalisations de **CDF 3.932.078.155,11** sur des prévisions de **CDF 4.534.635.278,88**, soit un taux

d'exécution de **86,71%**, dû notamment à la rupture de stock des plaques d'immatriculation occasionnée par le contentieux qui a opposé le Gouvernement à la société UTSCH Congo.

III.4.2. SUIVI DES PAIEMENTS ISSUS DES RESSOURCES NATURELLES

Les secteurs des ressources naturelles (Mines, Hydrocarbures et Forêts) ont contribué à hauteur de **CDF 2.645.683.027.798,23**. Par rapport aux recettes globales de la DGI de **CDF 6.375.984.053.291,12**, la participation des secteurs des ressources naturelles a atteint un taux de **41,49%**.

Les détails de ces paiements, par nature d'impôt, se présentent comme suit :

NATURE D'IMPOT	SECTEURS			CUMUL
	MINES	HYDRO-CARBURES	FORÊTS	
IBP	1 384 123 687 202,75	131 834 326 593,53	749 687 683,02	1 516 707 701 479,30
ISPE	159 018 990,00	0,00	0,00	159 018 990,00
IPPNR	68 559 089 393,23	0,00	6 258 234,22	68 565 347 627,45
IM	145 075 396 473,48	0,00	14 964 515,39	145 090 360 988,87
IPR/NATIONAUX	240 529 603 342,84	4 224 375 839,64	700 151 340,27	245 454 130 522,75
IPR/EXPATRIÉS	121 488 879 247,44	569 792 480,13	52 988 195,13	122 111 659 922,70
IERE	100 403 143 792,36	0,00	63 357 772,23	100 466 501 564,59
TVA	331 666 631 428,55	0,00	28 820 270,43	331 695 451 698,98
IMPRIMES	1 395 782,00	0,00	98 698,00	1 494 480,00
PENALITES	115 265 304 347,63	1 556 500,00	164 499 089,54	115 431 359 937,17
TOTAL	2 507 272 150 000,27	136 630 051 413,30	1 780 825 798,23	2 645 683 027 211,80
RECETTES COMPTABILISEES				6 375 825 252 152,12
TAUX DE PARTICIP. SUR LES RECETTES	39,32%	2,14%	0,03%	41,50%

Concernant particulièrement le secteur des hydrocarbures, les statistiques des Pétroliers producteurs méritent d'être présentées. Au cours de l'année 2021, ces statistiques se présentent, par entreprise, de la manière ci-dessous :

REPERTOIRE		PRODUCTION EN BARIL	EXPORTATION EN BARIL	VENTES EN USD	PAIEMENTS EFFECTUES (EN CDF)	PRIX MOYEN DU BARIL
ON SHORE	1. LIREX	1 270 257,33	1 260 000,00	91 753 760,00	27 673 190 993,70	66,41
	2. PERENCO-REP	1 524 311,10	1 490 000,00	108 350 385,00	33 258 584 434,43	66,41
TOTAL ON SHORE		2 794 568,43	2 750 000,00	200 104 145,00	60 931 775 428,13	
OFF SHORE	1. MIOC	2 569 397,50	2 642 020,00	192 467 806,65	40 939 168 368,23	72,82
	2. TEIKOKU	1 658 803,03	1 704 502,00	124 434 654,86	17 829 204 170,45	72,82
	3. PERENCO-ODS	910 594,47	945 000,00	68 770 205,00	12 134 178 626,72	72,82
TOTAL OFF SHORE		5 138 795,00	5 291 522,00	385 672 666,51	70 902 551 165,40	
TOTAL GENERAL		7 933 363,43	8 041 522,00	585 776 811,51	131 834 326 593,53	

Au cours de l'année 2021, le prix moyen du baril s'est situé à **USD 66,41** pour la production du pétrole brut en onshore, tandis que celui de la production du pétrole brut en offshore à **USD 72,82**. Comparativement à l'année 2020 où le prix moyen du baril en on shore était de **USD 37,44** et en offshore de **USD 41,42**, il se dégage un accroissement respectivement de **77,38%** et **75,81%** consécutif à la reprise des activités de la période post-Covid-19 et à l'allègement des restrictions relatives aux déplacements des personnes.



III.4.3. SUIVI DE REMBOURSEMENTS DES CREDITS DE TVA

La DGI a enregistré **245** demandes de remboursement de crédit TVA au cours de l'année 2021 pour une valeur de **CDF 753.624.102.002,99**, telles que renseignées dans le tableau ci-dessous :

MOIS	STOCK DES ARRIERES DE CREDIT DE TVA A FIN 2020	SITUATION DE CREDIT DE TVA DE L'ANNEE 2021			STOCK DES ARRIERES DE CREDIT DE TVA A FIN 2021
		DEMANDES DE REMBOURSEMENTS EXPRIMEES		REMBOURSEMENTS ACCORDES	
		NBRE	MONTANT (CDF)		
Janvier		21	44 117 003 636,07	0,00	3 243 798 384 925,44
Février		21	32 457 471 846,16	0,00	3 276 255 856 771,60
Mars		17	46 662 851 328,04	0,00	3 322 918 708 099,64
Avril		19	92 803 861 435,22	0,00	3 415 722 569 534,86
Mai		19	72 619 318 544,25	0,00	3 488 341 888 079,11
Juin		19	67 488 180 015,72	0,00	3 555 830 068 094,83
Juillet		18	44 172 327 489,94	0,00	3 600 002 395 584,77
Août		21	67 244 501 661,47	0,00	3 667 246 897 246,24
Septembre		24	68 680 433 434,32	0,00	3 735 927 330 680,56
Octobre		25	70 427 352 830,67	0,00	3 806 354 683 511,23
Novembre		20	60 424 660 673,77	0,00	3 866 779 344 185,00
Décembre		21	86 526 139 107,36	0,00	3 953 305 483 292,36
TOTAL	3 199 681 381 289,37	245	753 624 102 002,99	0,00	3 953 305 483 292,36

De la lecture du tableau ci-dessus, il ressort qu'aucun remboursement de demande de crédit de TVA n'a été accordé au cours de l'année 2021.

A cet effet, les demandes de remboursement introduites au cours de l'année sous revue portent le stock des arriérés de crédit de TVA à fin 2021 à **CDF 3.953.305.483.292,36**.

III.4.4. SUIVI DU SOLDE DEBITEUR

A la clôture de l'exercice 2021, le solde débiteur général de la DGI est de **CDF 4.744.680.226.985,60**. Il est constitué essentiellement des restes à payer des entreprises commerciales du portefeuille de l'Etat au titre d'IPR et de TVA, du solde antérieur à la création de la DGE et de la prise en charge des redressements, régularisations et autres taxations d'office opérés.

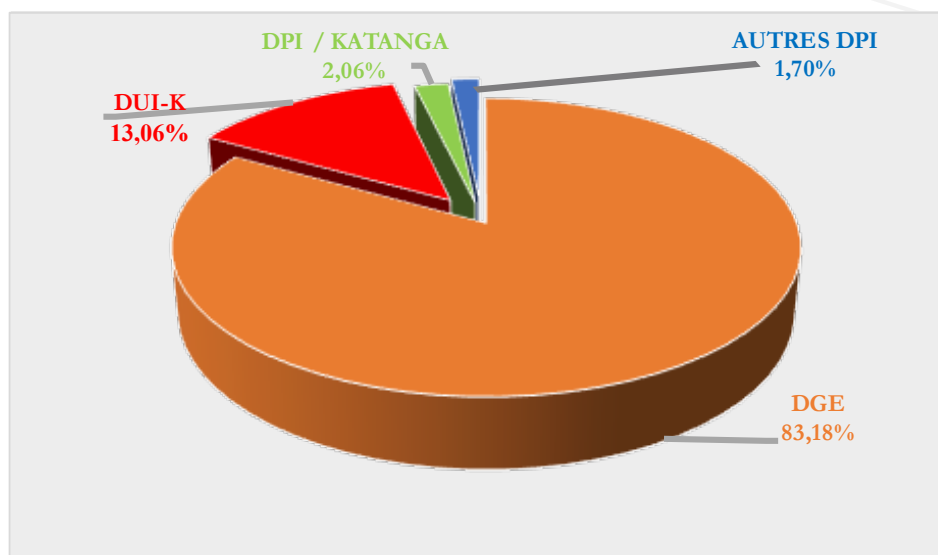
III.4.4.1. Solde débiteur par degré de solvabilité

La situation du solde débiteur, par degré de solvabilité, à fin 2021 se présente comme suit :

SERVICE	SOLDE SANS PROBLEME	SOLDE A PROBLEME	SOLDE EN SURSIS DE PAIEMENT	SOLDE EN ATTENTE D'APUREMENT	SOLDE GENERAL
DGE	493 714 984 622,82	927 822 084 801,11	2 525 111 671 745,10	0,00	3 946 648 741 169,03
DUI-K	50 666 788 202,47	400 411 485 747,41	118 835 202 523,09	49 820 459 859,26	619 733 936 332,23
DPI/BANDUNDU	595 564 092,59	968 558 250,25	0,00	0,00	1 564 122 342,84
DPI/EQUATEUR	6 104 504,08	979 348 135,12	0,00	12 226 946,40	997 679 585,60
DPI/KASAI- OCCIDENTAL	102 517 384,00	448 587 897,00	0,00	0,00	551 105 281,00
DPI/KASAI- ORIENTAL	1 535 025 809,76	1 108 123 748,55	0,00	0,00	2 643 149 558,31
DPI/KATANGA	30 879 520 494,91	48 871 177 384,91	17 652 893 606,07	333 876 747,91	97 737 468 233,80
DPI/KONGO CENTRAL	4 020 427 754,00	10 656 276 511,00	30 460 249,00	651 203 123,00	15 358 367 637,00
DPI/MANIEMA	212 580 384,55	1 060 995 232,41	114 782 466,85	0,00	1 388 358 083,81
DPI/NORD-KIVU	6 505 017 256,10	13 923 545 258,50	61 366 808,20	151 919 887,90	20 641 849 210,70
DPI/PROVINCE ORIENTALE	11 610 603 113,00	19 059 333 198,00	3 178 905 075,00	6 484 138,00	33 855 325 524,00
DPI/SUD-KIVU	408 988 043,39	1 693 604 977,93	1 291 218 000,56	166 313 005,40	3 560 124 027,28
TOTAL	600 258 121 661,67	1 427 003 121 142,19	2 666 276 500 473,87	51 142 483 707,87	4 744 680 226 985,60
TAUX DE PARTICIPATION	12,65%	30,08%	56,20%	1,08%	100,00%

Par ordre d'importance, la situation dudit solde débiteur se présente par entité, suivant le tableau et le graphique ci-dessous :

ENTITE	SOLDE GENERAL	POURC.
DGE	3 946 648 741 169,03	83,18%
DUI-K	619 733 936 332,23	13,06%
DPI/KATANGA	97 737 468 233,80	2,06%
AUTRES DPI	80 560 081 250,54	1,70%
TOTAL	4 744 680 226 985,60	100,00%



III.4.4.2. Recouvrement du Solde débiteur

La situation de recouvrement du solde débiteur de la DGI est évaluée dans le tableau ci-dessous, par Service, et par rapport aux réalisations globales :

SERVICE	REALISATIONS (1)	SOLDE RECOUVRE (2)	EFFORT DE SERVICE (3) = (2) / (1)
DGE	5 691 800 946 982,99	626 983 911 913,06	11,02%
DUI-K	161 214 050 104,97	26 715 325 439,03	16,57%
DPI/BANDUNDU	1 541 387 620,21	86 809 423,63	5,63%
DPI/EQUATEUR	1 493 942 519,46	23 767 446,51	1,59%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	3 028 912 613,80	485 727 967,00	16,04%
DPI/KASAI-ORIENTAL	6 451 900 271,76	186 098 199,11	2,88%
DPI/KATANGA	418 006 701 815,83	38 861 516 800,12	9,30%
DPI/KONGO CENTRAL	19 921 853 586,91	4 114 149 112,23	20,65%
DPI/MANIEMA	1 864 248 014,78	273 396 214,86	14,67%
DPI/NORD-KIVU	34 473 759 177,43	2 681 674 297,91	7,78%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	21 128 962 520,59	3 265 039 566,94	15,45%
DPI/SUD-KIVU	15 057 388 062,39	1 205 910 140,14	8,01%
TOTAL	6 375 984 053 291,12	704 883 326 520,54	11,06%

De l'analyse du tableau ci-dessus, il s'observe que le solde débiteur recouvert de l'ordre de **CDF 704.883.326.520,54**, représente **11,06%** des recettes totales de l'année et est évalué comme effort de service.

Ce ratio de **11,06%** est supérieur au critère de performance de **10%** fixé dans le contrat de performance signé entre le Ministère des Finances et la Direction Générale des Impôts pour l'exercice 2021.

III.5. MISSIONS DE LEGISLATION FISCALE, DE SUIVI DES EXONERATIONS ET ALLEGEMENTS FISCAUX ET DE TRAITEMENT DU CONTEN-TIEUX FISCAL

III.5.1. Missions de législation fiscale

Au cours de l'année 2021, la DGI a proposé la modification de certains textes légaux et la prise de quelques textes réglementaires à caractère fiscal.

III.5.1.1. Modification de certains textes légaux

Quelques mesures législatives proposées par la DGI et sanctionnées par les autorités compétentes à travers la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021, ont modifié et complété certaines dispositions de :

1. l'Ordonnance-Loi n° 20/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée
Articles modifiés et complétés : 39 et 62
Article supprimé : 15 point 19
2. la Loi n° 006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et de perception des acomptes de l'impôt sur les bénéfices et profits
Modifié et complété : l'intitulé
3. la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales
Articles modifiés et complétés : 13, 19, 22 bis, 24 ter, 67, 91, 104, 105, 108, 110.
Article supprimé : 105 quater
4. l'Ordonnance-Loi n°69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus
Article modifié et complété : 46.

III.5.1.2. Prise de textes réglementaires à caractère fiscal

La DGI a eu également à initier, au courant de l'année 2021, des projets de textes réglementaires à caractère fiscal, qui ont été par la suite, sanctionnés par Leurs Excellences Messieurs le Premier Ministre et le Ministre des Finances. Il s'agit de :

1. Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2021/002 du 15 mars 2021 portant modalités de mise en œuvre du mécanisme de constatation et de liquidation de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation due par les entreprises minières en phase d'exploitation ;
2. Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2021/012 du 28 juin 2021 fixant le prix de vente du Code des Impôts mis à jour au 31 mars 2021 ;
3. Décret n° 21/01 du 24 juillet 2021, portant suspension de paiement et mesures d'allègement des droits de douane ainsi que de la taxe sur la valeur ajoutée en faveur du secteur de l'aviation civile.

III.5.2. Missions de suivi des exonérations et allègements fiscaux

Conformément à l'article 174 de la Constitution, il est prévu des exemptions, exonérations et allègements fiscaux, lesquels sont repris dans le Code des Impôts, Code des Investissements, Code Minier et autres textes législatifs particuliers.

Des dispositions dérogatoires à la législation fiscale de droit commun s'expriment en termes d'exonérations, de réductions de taux ou de taux préférentiels de perception d'impôt et de la prise en charge de la fiscalité indirecte par l'Etat.

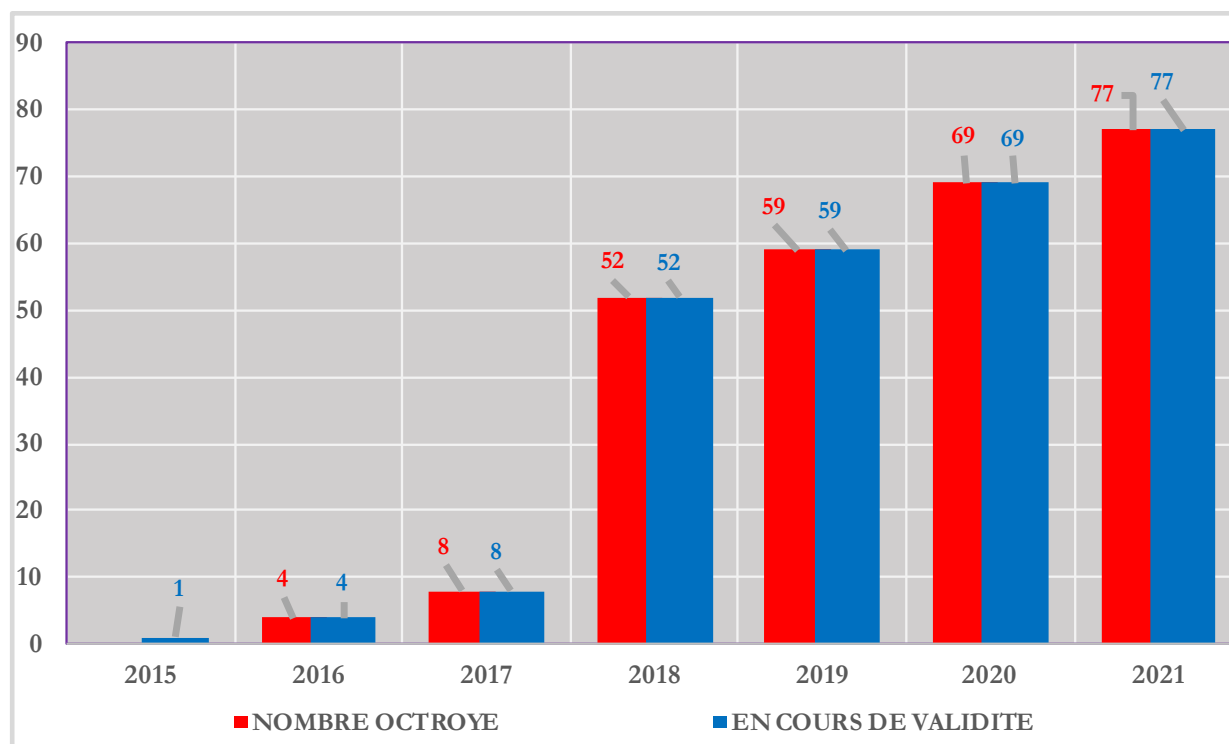
Par ces mesures dérogatoires, le Gouvernement poursuit le développement de certains secteurs d'activités (agricole, minier, etc...), principalement ceux porteurs de croissance économique du pays. Néanmoins, ces mesures représentent un enjeu budgétaire important, leurs effets sur le budget de l'Etat sont comparables à ceux des dépenses publiques, car elles occasionnent des pertes des recettes pour l'Etat.

III.5.2.1. Exonérations suivant le Code des Investissements

En vertu du Code des Investissements, les exonérations accordées par les Arrêtés Interministériels des Ministres des Finances et du Plan au cours de l'année 2021 ont concerné 70 entreprises. À la clôture de l'année, la situation des exonérations en cours de validité est reprise dans le tableau ci-après :

ANNEE D'OCTROI	NOMBRE OCTROYE	EN COURS DE VALIDITE	CUMUL NBRE EN COURS DE VALIDITE
2015		1	1
2016	4	4	5
2017	8	8	13
2018	52	52	65
2019	59	59	124
2020	69	69	193
2021	77	77	270

L'évolution du répertoire des entreprises agréées au régime général du Code des Investissements peut également être retracée par le graphique suivant :



III.5.2.2. Dépenses fiscales résultant des exonérations en cours de validité en 2021

Au cours de l'année 2021, les exonérations accordées à certaines entreprises ont occasionné un manque à gagner au Trésor public de **CDF 621 964 098 689,35**, tel que ventilé dans le tableau ci-dessous :

NATURE D'IMPOT	BASE IMPOSABLE	MANQUE A GAGNER (EN CDF)
I. Code des Investissements		
IBP (Impôt sur les Bénéfices et Profits)	395 166 639 379,00	5 816 140 030,50
S/TOTAL (1)	395 166 639 379,00	5 816 140 030,50
II. Taxe sur la Valeur Ajoutée		
Droit commun	2 925 716 528 607,77	468 125 738 605,72
Entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	102 538 989 695,69	16 406 238 351,31
Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché Public à financement extérieur	56 227 378 701,87	8 996 380 592,30
S/TOTAL (2)	3 084 482 897 005,33	493 528 357 549,33
III. Code Minier		
IBP (Impôts sur les Bénéfices et Profits) soit une réduction de 5% par rapport au taux de droit commun de 35%	Pas de dépense fiscale du fait que le taux de l'IBP de 30% est le même que celui de droit commun suivant l'article 247 de la Loi n° 18/001 modifiant et complétant la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier.	
IM (Impôt Mobilier) au taux de 10%, soit une réduction de 10% par rapport au droit commun de 20%	1 106 676 421 501,80	110 667 642 137,18
IERE (Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés) au taux de 12,5%, soit une réduction de la moitié par rapport au taux de droit commun de 25%	94 515 170 574,11	11 951 958 972,34
S/TOTAL (3)	1 201 191 592 075,91	122 619 601 109,52
TOTAL GENERAL (4)=(1)+(2)+(3)	4 680 841 128 460,24	621 964 098 689,35

Commentaires : Conformément à la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n° 18/001 du 09 mars 2018, il sied de préciser ce qui suit :

- 1) S'agissant de l'Impôt Mobilier (article 246), le taux de 10% ne s'applique uniquement que sur les revenus suivants :

- a. Les intérêts payés par le titulaire en vertu des emprunts contractés en devises à l'étranger à condition que les taux d'intérêt et les autres conditions d'emprunts destinées à la réalisation des projets soient établis conformément au principe de pleine concurrence ;
 - b. Les dividendes et autres distributions versées par le titulaire à ses actionnaires qui sont assujettis à l'impôt mobilier au taux de 10%.
- 2) Pour ce qui est de l'Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés (article 244 bis), le titulaire est redevable de cet impôt à la moitié du taux fixé par le droit commun pour les dix premières années du projet et au taux du droit commun pour les années suivantes.

III.5.3. Missions de traitement du contentieux fiscal

Conformément aux dispositions pertinentes de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour, les réclamations des contribuables doivent être instruites d'abord par l'Administration des Impôts et, on parle dans ce cas, de contentieux en phase administrative.

En outre, en cas d'insatisfaction à la décision de rejet ou de dégrèvement partiel rendue par l'Administration, le réclamant peut porter l'affaire devant les Cours et Tribunaux territorialement compétents et, on parle dans ce cas, de contentieux en phase juridictionnelle.

III.5.3.1. Contentieux en phase administrative

En 2021, la situation de traitement des réclamations en phase administrative est détaillée dans le tableau ci-après :

LIBELLE	NOMBRE	MONTANT (en CDF)
Réclamations en traitement au début de l'année (1)	1 731	1 640 824 807 401,16
Réclamations reçues au cours de l'année (2)	676	1 171 241 475 291,45
Total de réclamations gérées au cours de l'année (3) = (1)+(2)	2 407	2 812 066 282 692,61
Réclamations traitées au cours de l'année (4)=(5)+(6)+(7)+(8)	590	528 746 766 399,22
Rejets (5)	295	232 535 668 775,77
Dégrèvement total (6)	204	167 101 754 905,30
Dégrèvement partiel (7)	91	99 644 718 659,19
Restes à recouvrer résultant des dégrèvements partiels (8)		29 464 624 058,96
Dossiers en traitement à fin 2021 (9) = (3)-(4)	1 817	2 283 319 516 293,39

III.5.3.2. Contentieux en phase juridictionnelle

Les contentieux en phase juridictionnelle sont nés en cas d'insatisfaction du réclamant à la décision de rejet total ou partiel rendue par l'Administration. Ces affaires sont portées soit devant la Cour Administrative d'Appel (en ce qui concerne le contentieux d'assiette), soit devant le Tribunal administratif (pour le contentieux de recouvrement).

Par ailleurs, en attendant la mise en place effective de la Cour Administrative d'Appel et du Tribunal administratif, les affaires correspondantes sont respectivement traitées par la Cour d'Appel ou le Tribunal de Grande Instance du ressort du réclamant.

III.5.3.2.1. Contentieux d'assiette

Au cours de l'année 2021, la DGI a suivi **18** litiges auprès de différentes Cours d'Appel pour lesquelles aucun jugement n'a été rendu.

III.5.3.2.2. Contentieux de recouvrement

A l'instar du contentieux d'assiette, aucun jugement n'a été rendu à fin 2021, concernant **17** affaires suivies par la DGI auprès de différents Tribunaux de Grande Instance.



Palais du Peuple





**GESTION DES
A LA DISPOSITION**

MINISTERE DE



**MOYENS MIS
DE LA DGI**

IV

Pour mener à bien les missions lui confiées, la DGI fait recours aux moyens tant humains, matériels que financiers.

IV.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Bien que dépourvue de personnalité juridique, la DGI est une régie relevant de l'autorité directe du Ministre des Finances et bénéficiant d'une autonomie administrative et financière. Dans ce cadre, son personnel est régi spécifiquement par le Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif au personnel de carrière de la DGI pris conformément au statut des agents de carrière des services publics de l'Etat. Ce texte particulier accorde une souplesse de gestion de ces fonctionnaires en matière d'affectation, de motivation et d'application du régime disciplinaire.

IV.1.1. Effectifs de la DGI

A fin décembre 2021, les effectifs de la DGI s'élèvent à **6.607** unités. Ils sont composés du personnel actif, en détachement, en disponibilité et en suspension, dont la position est retracée de la manière ci-après :

POSITION	EFFECTIF	OBSERVATIONS
PERSONNEL ACTIF	6.521	Dont 93 en instance d'affectation
PERSONNEL EN DETACHEMENT	38	
PERSONNEL EN DISPONIBILITE	37	
PERSONNEL EN SUSPENSION	11	
TOTAL	6.607	

La ventilation du personnel actif, par service et grade, par genre ainsi que par niveau d'études, est renseignée à travers les tableaux et graphiques ci-après :

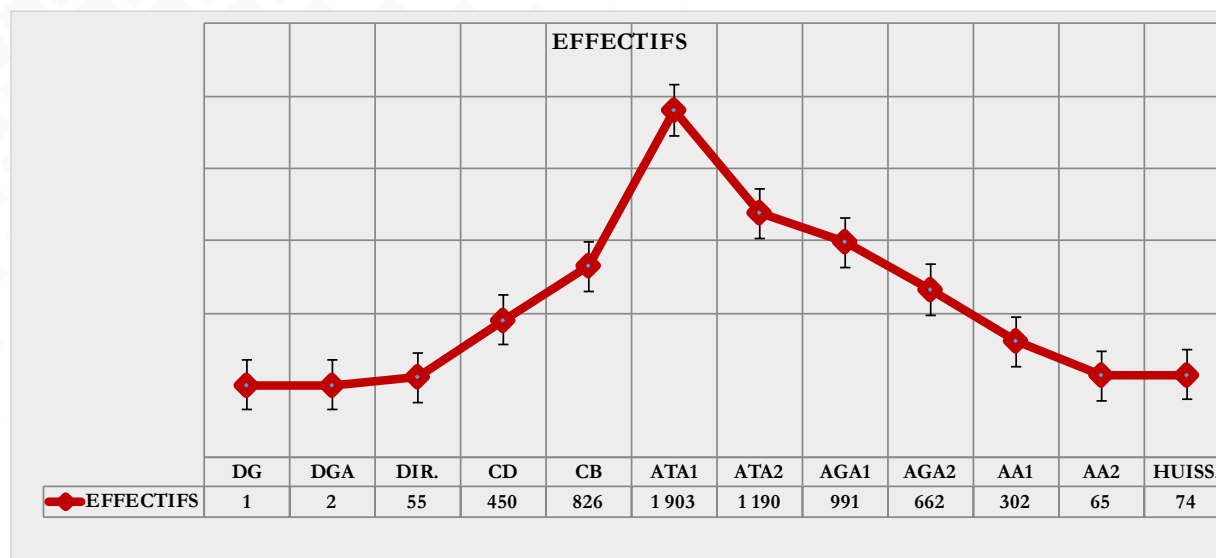
IV.1.1.1. Répartition des effectifs du personnel actif par service et par grade

GRADE SERVICE	GRADE												TOTAL
	DG	DGA	DIR.	CD	CB	ATA1	ATA2	AGA1	AGA2	AA1	AA2	HUISS.	
HAUTE DIRECTION	1	2											3
ADMIN. CENTRALE			43	151	89	254	124	55	34	60	9	27	846
DGE			1	11	5	169	41	33	4	3		6	273
DUI-K			1	77	84	1 081	448	339	243	25	16	30	2 344
DPI/BANDUNDU			1	10	30	13	24	65	54	29	10	1	237
DPI/EQUATEUR			1	15	50	13	26	42	42	20	6	1	216
DPI/KASAI- OCCIDENTAL			1	23	61	7	16	25	10	3	1		147
DPI/KASAI- ORIENTAL			1	22	55	14	13	34	24	6	3	6	178
DPI/KATANGA			1	28	93	147	176	74	48	32	2	1	602
DPI/KONGO CENTRAL			1	26	76	85	70	74	36	15	3		386
DPI/MANIEMA			1	13	38	8	7	15	20	14	5		121
DPI/NORD-KIVU			1	21	81	62	118	99	45	27	7	1	462
DPI/PROVINCE ORIENTALE			1	31	83	28	71	77	42	37		1	371
DPI/SUD-KIVU			1	22	81	22	56	59	60	31	3		335
CUMUL	1	2	55	450	826	1 903	1 190	991	662	302	65	74	6 521

Il sied de relever qu'au niveau de l'Administration centrale, le nombre des Chefs de Division (151) est plus important que celui des Chefs de Bureaux (89) par le fait que hormis les responsables des structures organiques, les Inspecteurs sont tous revêtus du grade de Chef de Division ainsi que les Chargés d'Etudes affectés à la Cellule d'Etudes/DESCOM.

Aussi, convient-il de renseigner que le personnel en instance d'affectation est mis respectivement à la disposition de la Direction des Ressources Humaines (Administration centrale) et de la Division des Ressources Humaines de la DUI-K.

Graphiquement, la situation des effectifs du personnel actif par grade est représentée de la manière suivante :



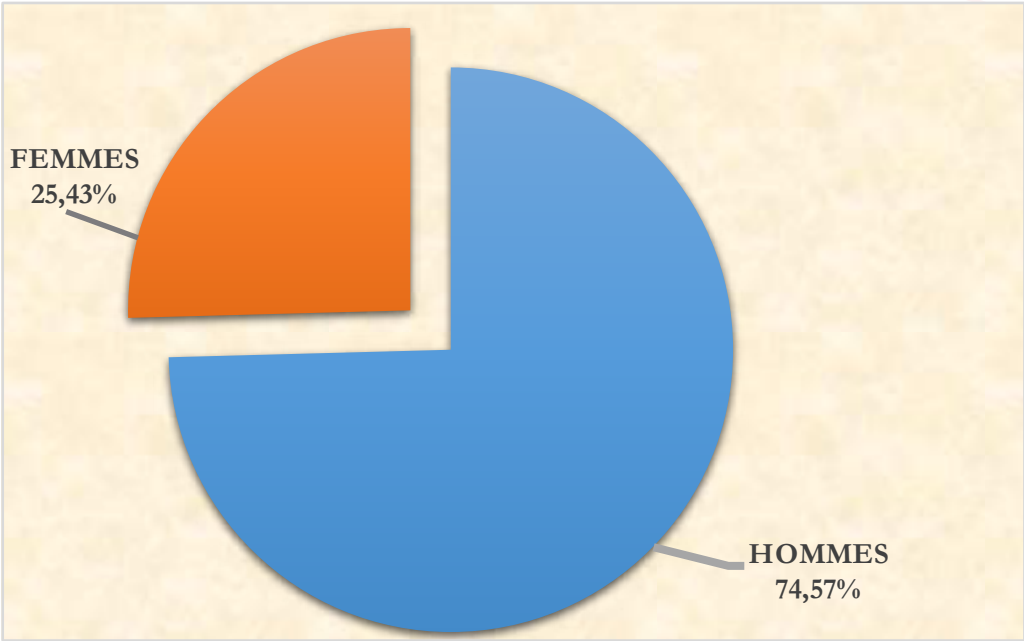
IV.1.1.2. Répartition des effectifs du personnel actif par genre

Les effectifs du personnel actif de la DGI à fin 2021 sont répartis par genre de la manière ci-dessous :

STRUCTURE	EFFECTIFS	HOMMES		FEMMES	
		NOMBRE	POURC.	NOMBRE	POURC.
HAUTE DIRECTION	3	3	100,00%	0	0,00%
ADMINISTRATION CENTRALE	846	628	74,23%	218	25,77%
DGE	273	193	70,70%	80	29,30%
DUI-K	2 344	1 606	68,52%	738	31,48%
DPI (TOUTES)	3 055	2 433	79,64%	622	20,36%
TOTAL	6 521	4 863	74,57%	1 658	25,43%

De la lecture du tableau ci-dessus, il ressort d'une manière générale que le personnel féminin de la DGI ne représente que **25,43%** de l'effectif global alors que le personnel masculin se situe à **74,57%**.

Cette situation est représentée graphiquement comme suit :

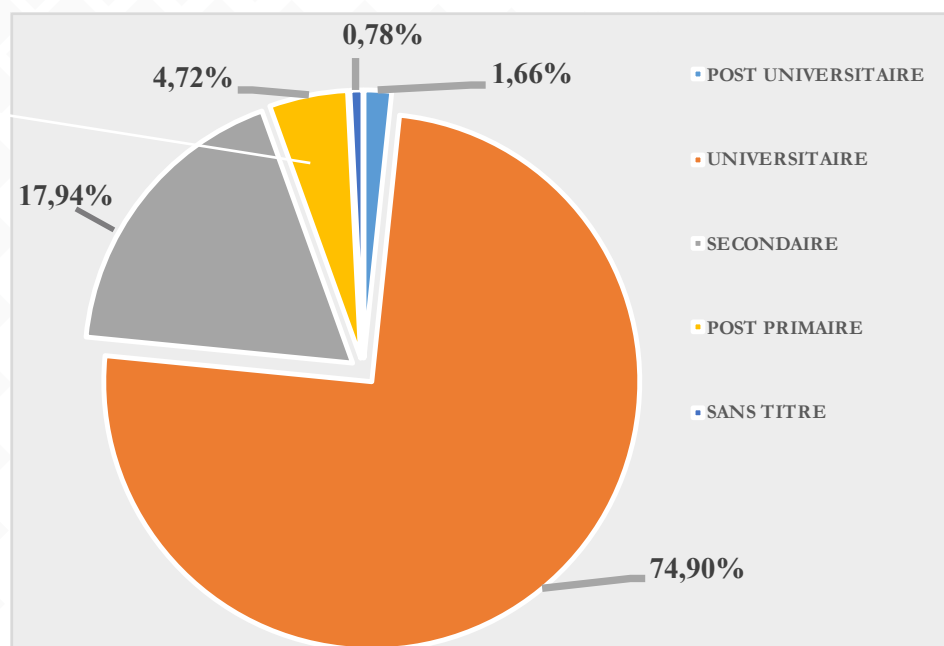


IV.1.1.3. Répartition des effectifs par niveau d'études

Les effectifs de la DGI à fin 2021 sont répartis, par niveau d'études, de la manière ci-dessous :

NIVEAU D'ETUDES	NOMBRE	TAUX DE PARTICIPATION
POST UNIVERSITAIRE	108	1,66%
UNIVERSITAIRE	4 884	74,90%
SECONDAIRE	1 170	17,94%
POST PRIMAIRE	308	4,72%
SANS TITRE	51	0,78%
TOTAL	6 521	100,00%

Cette situation est représentée graphiquement comme suit :



IV.1.2. Promotion

Au cours de l'année 2021, **182** cadres et agents de la DGI ont bénéficié de promotion dont les nouveaux grades sont renseignés à travers le tableau ci-dessous :

GRADE SERVICE	GRADE										TOTAL
	DIR.	CD	CB	ATA1	ATA2	AGA1	AGA2	AA1	AA2	HUISS.	
ADMINISTRATION CENTRALE	0	0	0	5	1	1	0	0	0	0	7
DGE	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2
DUI-K	0	4	18	49	5	3	0	0	0	0	79
DPI/BANDUNDU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DPI/EQUATEUR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DPI/KASAI- OCCIDENTAL	0	3	9	0	0	0	0	0	0	0	12
DPI/KASAI- ORIENTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DPI/KATANGA	0	2	10	0	0	0	0	0	0	0	12
DPI/KONGO CENTRAL	0	3	12	0	0	0	0	0	0	0	15
DPI/MANIEMA	0	1	7	0	0	0	0	0	0	0	8
DPI/NORD-KIVU	0	1	5	0	0	0	0	0	0	0	6
DPI/PROVINCE ORIENTALE	0	3	24	0	0	0	0	0	0	0	27
DPI/SUD-KIVU	0	3	11	0	0	0	0	0	0	0	14
TOTAL	1	20	97	54	6	4	0	0	0	0	182

IV.1.3. Situation de décès

La DGI a enregistré, au cours de l'année 2021, **99** cas de décès de son personnel dont la situation par service se présente dans le tableau ci-dessous :

STRUCTURE \ STATUT	CADRES	AGENTS	TOTAL
ADMINISTRATION CENTRALE	3	6	9
DGE	3	3	6
DUI-K	2	26	28
DPI/BANDUNDU	1	3	4
DPI/EQUATEUR	3	4	7
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	0	0	0
DPI/KASAI-ORIENTAL	1	1	2
DPI/KATANGA	4	13	17
DPI/KONGO CENTRAL	0	3	3
DPI/MANIEMA	1	2	3
DPI/NORD-KIVU	0	4	4
DPI/PROVINCE ORIENTALE	3	1	4
DPI/SUD-KIVU	3	9	12
TOTAL	24	75	99

IV.1.4. Formation du personnel de la DGI

La formation est un volet essentiel de la politique de renforcement des capacités développée par la DGI. Elle se matérialise sous forme de formation de base au début ou en cours de carrière, de formation spécialisée de longue ou de courte durée, sur place ou à l'étranger.

IV.1.4.1. Formation sur place

Au cours de l'année 2021, la DGI a fait bénéficier à quelques agents des formations sur place, organisées tant à l'ENF qu'en interne.

IV.1.4.1.1. Formation à l'ENF

65 agents inscrits à l'ENF ont suivi leur formation pour l'année académique 2020-2021 suivant les détails ci-dessous :

NIVEAU	NOMBRE
1 ^{ère} année	27
2 ^{ème} année	13
3 ^{ème} année	25
TOTAL	65

IV.1.4.1.2. Formation en interne

Au cours de l'année 2021, les activités liées à la formation organisée en interne sont résumées dans le tableau ci-dessous :

N°	THEME DE LA FORMATION	BENEFICIAIRE	PERIODE
1	Méthode d'évaluation du chiffre d'affaires	Agents des CIS de la DUI-K, oeuvrant aux bureaux Appoint et Contentieux, Recouvrement et Informatique	du 24 mars au 02 avril 2021
2	Mise à niveau sur la gestion des comptes des contribuables	Gestionnaires des Comptes des Contribuables du CDI Kinshasa	du 12 au 20 avril 2021
3	Présentation et vulgarisation de nouvelles mesures fiscales contenues dans la Loi de Finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021 et formation sur le mécanisme de la TVA comptable institué en faveur des entreprises minières en phase d'exploitation	Gestionnaires des Comptes des Contribuables, Vérificateurs polyvalents, Instructeurs du contentieux et Agents du recouvrement de la DGE et du CDI Kinshasa	du 26 avril au 03 mai 2021
4	Gestion des comptes des contribuables	Quelques Vérificateurs polyvalents oeuvrant dans différents Services de Kinshasa	du 06 septembre au 02 décembre 2021
5	Gestion de l'impôt et évaluation du chiffre d'affaires	Agents de quelques CIS de la DPI/Province orientale	du 11 au 29 octobre 2021
6	Méthode d'évaluation du chiffre d'affaires	Gestionnaires des Comptes des Contribuables, Vérificateurs polyvalents du SMM de la DPI/Sud-Kivu ainsi que les agents des CIS Kadutu, Ibanda, Bagira, Uvira, Kalehe et Walungu	du 1 ^{er} au 17 novembre 2021
7	Instruction du contentieux	Instructeurs du contentieux de l'Administration centrale, de la DGE et de la DUI-K (Siège et CDI)	du 1 ^{er} au 26 novembre 2021
8	Microsoft et Excel	Cadres et agents de la DIREC	du 08 novembre au 1 ^{er} décembre 2021
9	Gestion de l'impôt et évaluation du chiffre d'affaires	Agents du CDI/Goma et de quelques CIS de la DPI/Nord-Kivu	du 22 novembre au 08 décembre 2021
10	Fonction d'officier de police judiciaire	Inspecteurs des Impôts non assermentés, Vérificateurs polyvalents de Kinshasa (session 2020) et Vérificateurs polyvalents formés à l'ENF (promotions 2015 à 2020)	du 27 décembre 2021 au 07 janvier 2022

IV.1.4.2. Formation à l'étranger

La DGI n'a pas envoyé des stagiaires à l'Ecole Nationale des Finances Publiques Française et à l'Université Paris IX-Dauphine de France pour l'édition 2021/2022.

Toutefois, au cours de l'année 2021, certains cadres et agents ont participé à quelques séminaires de formation à l'étranger suivant les détails ci-après :

N°	THEME DU SEMINAIRE	PAYS	PERIODE
1	La gestion et la prévention des risques professionnels dans les milieux hospitaliers, cas de la COVID-19	TUNISIE	du 20 juin au 04 juillet 2021
2	Les innovations technologiques	EMIRATS ARABES UNIS	du 17 au 21 octobre 2021
3	La gestion axée sur les résultats	MAROC	du 29 novembre au 08 décembre 2021
4	La gestion de la trésorerie et des risques financiers	EMIRATS ARABES UNIS	du 06 au 17 décembre 2021



IV.1.5. Missions de service

Au cours de l'année 2021, la DGI a diligenté **353** missions de service dont **335** à l'intérieur et **18** à l'extérieur du pays.

Les détails, par rapport à la prise en charge, sont repris dans le tableau ci-dessous :

PERIODE	MISSIONS A L'INTERIEUR				MISSIONS A L'EXTERIEUR				CUMUL						
	NBRE	BILLET		FRAIS DE MISSION		NBRE	BILLET		FRAIS DE MISSION		NBRE	BILLET		FRAIS DE MISSION	
		En CDF	En USD	En CDF	En USD		En CDF	En USD	En CDF	En USD		En CDF	En USD	En CDF	En USD
Janvier	63	49 347 600,00	9 540,00	269 730 000,00							63	49 347 600,00	9 540,00	269 730 000,00	
Février	27		24 884,00	163 187 500,00							27		24 884,00	163 187 500,00	
Mars	13		11 400,00	107 580 000,00	4		8 050,00	20 860,00			17		19 450,00	107 580 000,00	
Avril	10		7 428,00	28 080 000,00							10		7 428,00	28 080 000,00	
Mai	21		21 669,00	117 344 000,00	7		12 021,00	13 350,00			28		33 690,00	117 344 000,00	
Juin	8		9 150,00	56 650 000,00							8		9 150,00	56 650 000,00	
Juillet	86		77 776,00	436 966 000,00							86		77 776,00	436 966 000,00	
Août	7		5 410,00	38 505 000,00							7		5 410,00	38 505 000,00	
Septembre	7		5 201,00	45 100 000,00	2		6 885,00	12 750,00			9		12 086,00	45 100 000,00	
Octobre	42		23 484,00	251 010 000,00	2		6 885,00	13 500,00			44		30 369,00	251 010 000,00	
Novembre	18		9 348,00	172 810 000,00	2		3 550,40	4 500,00			20		12 898,40	172 810 000,00	
Décembre	33		25 984,00	189 948 000,00	1		1 215,00	5 600,00			34		27 199,00	189 948 000,00	
Total	335	49 347 600,00	231 274,00	1 876 910 500,00	18	0,00	38 606,40	70 560,00	0,00	0,00	353	49 347 600,00	269 880,40	1 876 910 500,00	

IV.1.6. Politique sociale

IV.1.6.1. Prise en charge des soins de santé

La DGI dispose d'un Centre Médical qui assure les soins de santé de son personnel et leurs ayants droit. Au cours de l'année 2021, cette structure a géré **22.156** cas (toutes pathologies confondues) dont **21.125** traités en ambulatoire et **1.031** d'hospitalisation.

Pour son fonctionnement, le Centre Médical de la DGI a bénéficié, au cours de l'année 2021, d'une allocation de **CDF 153.084.000,00** et d'**USD 180.000,00**.

Face aux cas dépassant la capacité installée de son Centre Médical et des formations hospitalières contractantes, la DGI a procédé, au cours de l'année 2021, à l'évacuation sanitaire à l'étranger de **72** malades pour un coût global de **USD 413.385,66** et de **EURO 290.793,83**. A cela s'étaient ajoutées les dépenses inhérentes à leurs séjours, qui se sont élevées à **USD 89.549,42** et **EURO 23.764,00** ainsi qu'à l'achat des billets pour un montant de **USD 192.806,00**.

Par ailleurs, les montants de **CDF 195.407.620,99** et **USD 282.276,34** ont été dépensés par la DGI pour honorer les appels de fonds formulés par son personnel. Pour faire face promptement aux différents cas de maladie qui sont intervenus au cours de l'année 2021, la DGI a constitué différentes provisions médicales à hauteur de **CDF 33.940.526,00** et **USD 16.179,00**.

Aussi, les montants de **CDF 237.156.772,65** et **USD 147.497,85** ont-ils été affectés au remboursement de créances pour les soins de santé préfinancés par les cadres et agents eux-mêmes.

IV.1.6.2. Assistance sociale

En sus des droits et avantages sociaux statutairement reconnus aux Cadres et Agents, la DGI a apporté une assistance à quelques membres de son personnel pour rencontrer les difficultés liées à des besoins d'ordre social, à hauteur de **USD 35.995**.

Elle a, en outre, accordé des avances sur rémunérations au personnel pour un montant de **CDF 9.180.000** et **USD 9.500** pour lui permettre, notamment de faire face à la problématique de garantie locative.

Le mouvement de l'assistance sociale accordée au personnel au cours de l'année 2021 est signalé, par mois, dans le tableau ci-dessous :

Mois	PRETS ACCORDES			ASSISTANCES ACCORDEES		
	Nombre	Montant (en CDF)	Montant (en \$)	Nombre	Montant (en CDF)	Montant (en \$)
Janvier	4	0	4 000	0	0	0
Février	7	0	6 500	0	0	0
Mars	5	0	7 995	1	0	2 500
Avril	2	0	1 500	0	0	0
Mai	10	0	6 500	1	0	3 000
Juin	4	0	4 000	2	0	4 000
Juillet	3	0	2 500	3	9 180 000	
Aout	1	0	1 000	0	0	0
Septembre	0	0	0	0	0	0
Octobre	0	0	0	0	0	0
Novembre	2	0	2 000	0	0	0
Décembre	0	0	0	0	0	0
TOTAL	38	0	35 995	7	9 180 000	9 500

IV.2. GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES

Conformément à l'article 4 du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI, tel que modifié et complété à ce jour, celle-ci dispose, pour son fonctionnement et la motivation de son personnel, d'une allocation budgétaire au moins égale à 5% des recettes assignées ainsi que de 50% des pénalités fiscales recouvrées.

Dans le cadre de sa motivation, le personnel de la DGI reçoit, en sus du traitement d'activité de l'ensemble des agents de carrière des services publics de l'État, des primes spécifiques (prime de mobilisation des recettes, prime de contentieux et prime de contentieux minimum garantie) prévues par le Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif au personnel de carrière de la DGI.

IV.2.1. Ressources financières de la DGI

Au cours de l'année 2021, les ressources financières brutes de la DGI sont globalement évaluées à **CDF 580.697.408.901,58** dont :

- **CDF 18.396.608.857,65** au titre du report du solde créditeur de l'exercice 2020 ;
- **CDF 339.012.772.038,19** au titre de la rétrocession brute couvrant la période de novembre 2020 à novembre 2021 ;
- **CDF 223.288.029.005,74** au titre des pénalités recouvrées.

Cependant, sur la rétrocession brute de **CDF 339.012.772.038,19**, il a été opéré, au niveau du Ministère du Budget, la retenue de l'IPR de l'ordre de **CDF 25.425.957.902,87** sur la quote-part réservée à la motivation du personnel de la DGI, dégageant ainsi une rétrocession nette de **CDF 313.586.814.135,32** et ramenant de ce fait les ressources totales de **CDF 580.697.108.901,58** à **CDF 555.271.450.998,07**.

La situation des ressources financières de la DGI pour l'année 2021 est ventilée dans le tableau ci-dessous :

LIBELLE		MONTANT (en CDF)	QUOTE PART (en %)
REPORT SOLDE CREDITEUR 2020	SOLDE SUR LE CREDIT DE FONCTIONNEMENT	14 070 490 596,83	2,53%
	SOLDE SUR LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	4 326 117 260,82	0,78%
	S/TOTAL (1)	18 396 607 857,65	3,31%
RESSOURCES DE L'ANNEE 2021	RETROCESSION NETTE D'IPR	313 586 814 135,32	56,47%
	PENALITES RECOUVREES	223 288 029 005,74	40,21%
	S/TOTAL (2)	536 874 843 141,06	96,69%
RESSOURCES TOTALES (3) = (1) +(2)		555 271 450 998,71	100,00%

IV.2.2. Utilisation de la rétrocession

Pour une meilleure gestion de la rétrocession affectée au fonctionnement des Services, un plan de trésorerie-type conforme à la nomenclature et au cadre comptable prévus dans le manuel de procédures d'exécution de la dépense est appliqué tant au niveau de l'Administration Centrale, de la Direction des Grandes Entreprises que des Directions Urbaine et Provinciales des Impôts.

Les ressources provenant de la rétrocession sont destinées au paiement de la prime de mobilisation des recettes en faveur du personnel et aux frais de fonctionnement des Services de la DGI. A ce titre, le montant de la dotation nette de l'année 2021 de l'ordre de **CDF 313.586.814.135,32** a été affecté de la manière ci-après :

- **CDF 191.010.370.890,61** représentant la quote-part réservée à la motivation du personnel ;
- **CDF 122.576.443.244,71** affecté au fonctionnement des services.

IV.2.2.1. Motivation du personnel

La motivation réservée au personnel de la DGI au titre de la prime de mobilisation des recettes a été couverte par les ressources provenant de la rétrocession. Au cours de l'année 2021, l'enveloppe globale de cette prime a été évaluée à **CDF 191.010.370.890,61** dont :

- **CDF 129.979.555.182,13** au titre de la prime de mobilisation des recettes ;
- **CDF 61.030.815.708,48** au titre de la prime de contentieux minimum garantie.

IV.2.2.2. Crédits de fonctionnement alloués aux Services

Au cours de l'année 2021, les crédits de fonctionnement alloués aux Services ont représenté un montant de **CDF 136.646.933.841,54** réparti de la manière ci-après :

- **CDF 122.576.443.244,71** représentant les frais de fonctionnement issus des rétrocessions reçues en 2021 ;
- **CDF 14.070.490.596,83** au titre de report du solde créditeur de l'exercice 2020.

IV.2.2.2.1. Crédits subdélégués aux services

Le montant affecté au titre de crédits subdélégués aux Services est de **CDF 17.240.375.853,03**, alloué aux services bénéficiaires de la manière ci-après :

- **CDF 14.056.590.716,34** au titre des frais de fonctionnement des Services opérationnels ;
- **CDF 3.183.785.136,69** au titre des frais de fonctionnement des Services centraux ainsi que le Centre Médical.

IV.2.2.2.2. Dépenses centralisées

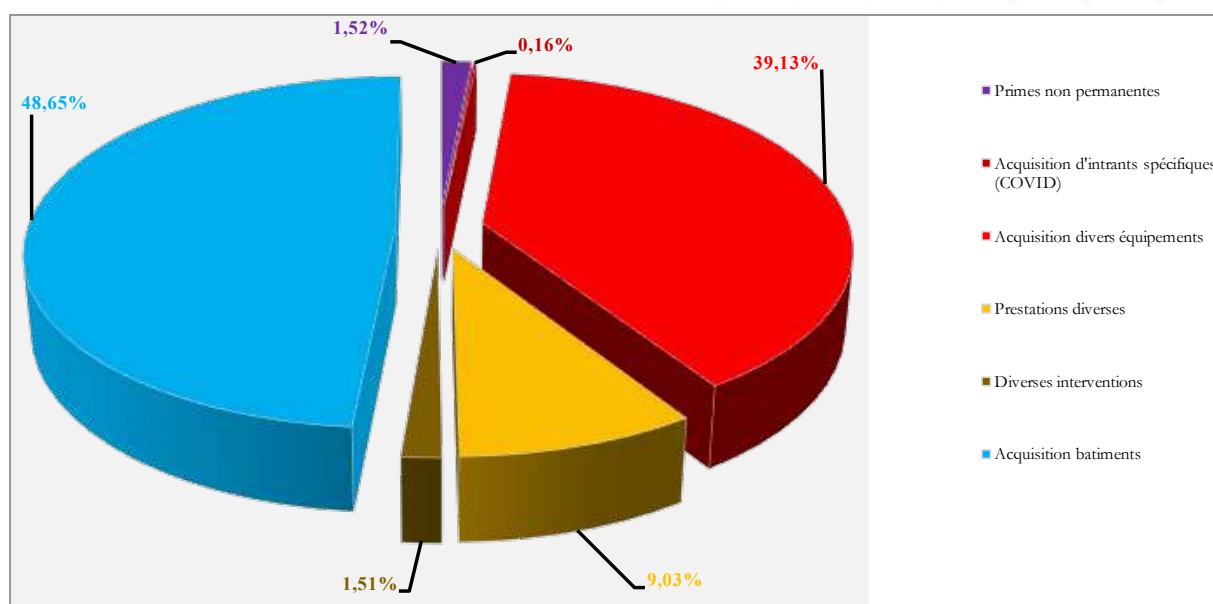
Le report du solde créditeur de l'exercice 2020 de l'ordre de **CDF 14.070.490.596,83** a été ajouté à celui de **CDF 122.576.443.244,71** représentant les frais de fonctionnement issus des rétrocessions reçues en 2021 pour un cumul de **CDF 136.646.933.841,54** affecté aux dépenses centralisées au niveau de l'Administration Centrale qui ont été exécutées, au cours de l'année 2021, à hauteur de **CDF 103.973.079.170,78**, dégageant ainsi un solde créditeur à fin 2021 de **CDF 32.673.854.670,76**.

Par nature de dépenses exécutées, les détails sont donnés dans le tableau ci-dessous :

N°	NATURE DE DEPENSES	MONTANT (EN CDF)	TAUX DE COUVERTURE
1	DETTE INTERIEURE	1 236 045 257,30	1,19%
	Dette Sociale	902 782 707,50	0,87%
	Dette commerciale	333 262 549,80	0,32%
2	FRAIS FINANCIERS	254 397 449,73	0,24%
	Facilité bancaire BCDC	254 397 449,73	0,24%
3	DEPENSES DU PERSONNEL	51 377 522 502,97	49,41%
	Primes permanentes	35 113 765 532,97	33,77%
	<i>Prime de fonction des Directeurs</i>	<i>10 410 562 594,04</i>	<i>10,01%</i>
	<i>Prime de fonction des Inspecteurs</i>	<i>10 553 198 811,84</i>	<i>10,15%</i>
	<i>Prime des Directions</i>	<i>8 640 975 008,60</i>	<i>8,31%</i>
	<i>Primes des services extérieurs</i>	<i>5 509 029 118,49</i>	<i>5,30%</i>
	Primes non permanentes	16 098 234 450,00	15,48%
	Frais de rapatriement et de mutation	146 428 120,00	0,14%
	Indemnités kilométriques	19 094 400,00	0,02%
4	BIENS ET MATERIELS	6 023 966 981,02	5,79%
	Fournitures et petits matériels de bureau	3 197 545 757,00	3,08%
	Produits médicaux et pharmaceutiques	357 389 000,00	0,34%
	Pièces de rechange pour matériel roulant	108 102 048,50	0,10%
	Pièces de rechange et autres équipements	54 307 530,00	0,05%
	Fournitures énergétiques	1 795 718 355,52	1,73%
	Textiles et tissus	510 904 290,00	0,49%
5	DEPENSES DE PRESTATION	19 779 574 809,05	19,02%
	Communication & télécommunication	2 055 637 671,50	1,98%
	Alimentation en eau	404 092 916,74	0,39%
	Alimentation en énergie électrique	424 965 876,78	0,41%
	Publicité	1 342 281 180,96	1,29%
	Impression, reproduction, reliure et conservation	2 233 802 808,72	2,15%
	Imprimés de valeur	1 667 299 895,30	1,60%
	Location immobilière, d'équipement et de matériel	489 482 018,15	0,47%
	Titres de voyages/intérieur	844 076 000,00	0,81%
	Titres de voyages/extérieur	365 948 930,00	0,35%
	Location immobilière	966 241 398,11	0,93%
	Frais d'hébergement	433 528 325,00	0,42%
	Entretien de matériel et d'équipement	517 111 501,10	0,50%
	Réparation de matériel et d'équipement	214 953 527,65	0,21%
	Réparation de matériel et d'équipement	214 953 527,65	0,21%
	Soins de protection de l'environnement	248 481 658,50	0,24%
	Entretien, réparation et décoration d'édifices	334 626 960,00	0,32%

	Frais de mission à l'intérieur	4 462 953 909,64	4,29%
	Frais de mission à l'extérieur	179 353 275,00	0,17%
	Frais d'assurances	182 872 350,00	0,18%
	Prestations des organismes de formation	1 862 776 043,35	1,79%
	Commissions bancaires	549 088 562,55	0,53%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS	25 207 908 340,71	24,24%
	Frais de fonctionnement des Services opérationnels	14 056 590 716,34	13,52%
	Frais de fonctionnement Services centraux	3 183 785 136,69	3,06%
	Aides et secours	540 882 845,67	0,52%
	Frais médicaux et pharmaceutiques	5 173 512 337,11	4,98%
	Frais funéraires	2 253 137 304,90	2,17%
7	EQUIPEMENTS	90 161 150,00	0,09%
	Acquisition équipements informatiques	9 455 400,00	0,01%
	Acquisition équipements téléphoniques	73 361 750,00	0,07%
	Acquisition équipements de bureau et mobilier	7 344 000,00	0,01%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES ET ACQUISITION IMMOBILIERE	3 502 680,00	0,00%
	Réhabilitation d'édifices	3 502 680,00	0,00%
TOTAL DEPENSES		103 973 079 170,78	100,00%
TOTAL CREDIT		136 646 933 841,54	
SOLDE CREDITEUR		32 673 854 670,76	

La répartition en pourcentage des dépenses centralisées est graphiquement donnée de la manière suivante :



IV.2.3. Utilisation des pénalités recouvrées

Conformément à l'article 22 du Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant règlement d'administration relatif au personnel de carrière de la DGI, il est attribué aux agents de cette Régie financière ainsi qu'aux aviseurs, dans le cadre de la lutte contre la fraude, une prime de contentieux pour toute infraction en matière fiscale par eux découverte, constatée ou signalée, représentant **80%** de la quote-part des pénalités fiscales revenant aux services.

Aussi, sur pied de l'article 4 alinéa 1^{er} *in fine*, du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI, tel que modifié et complété à ce jour, la DGI bénéficie-elle, en sus des crédits budgétaires lui alloués, d'une quotité de **20%** des pénalités fiscales revenant aux services pour couvrir ses dépenses d'investissement.

Au cours de l'année 2021, la part des pénalités fiscales recouvrées revenant à la DGI est de **CDF 223.288.029.005,74**. Avec l'ajout de cette part des pénalités au report de l'année 2020 de l'ordre de **CDF 4.326.117.260,82**, le crédit des dépenses à effectuer à ce titre est ramené à **CDF 227.614.146.266,56**.

Ce crédit a été affecté au paiement de la prime du contentieux à hauteur de **CDF 180.473.175.242,75** et à la couverture des dépenses d'investissement qui se chiffrent à **CDF 47.140.971.023,81**.

IV.2.3.1. Prime de contentieux

Au cours de l'année 2021, l'enveloppe allouée à la prime de contentieux de **CDF 180.473.175.242,75** a été totalement reversée au personnel.

IV.2.3.2. Dépenses d'investissement

En 2021, l'enveloppe réservée à la couverture des dépenses d'investissement a représenté un montant de **CDF 47.140.971.023,81**.

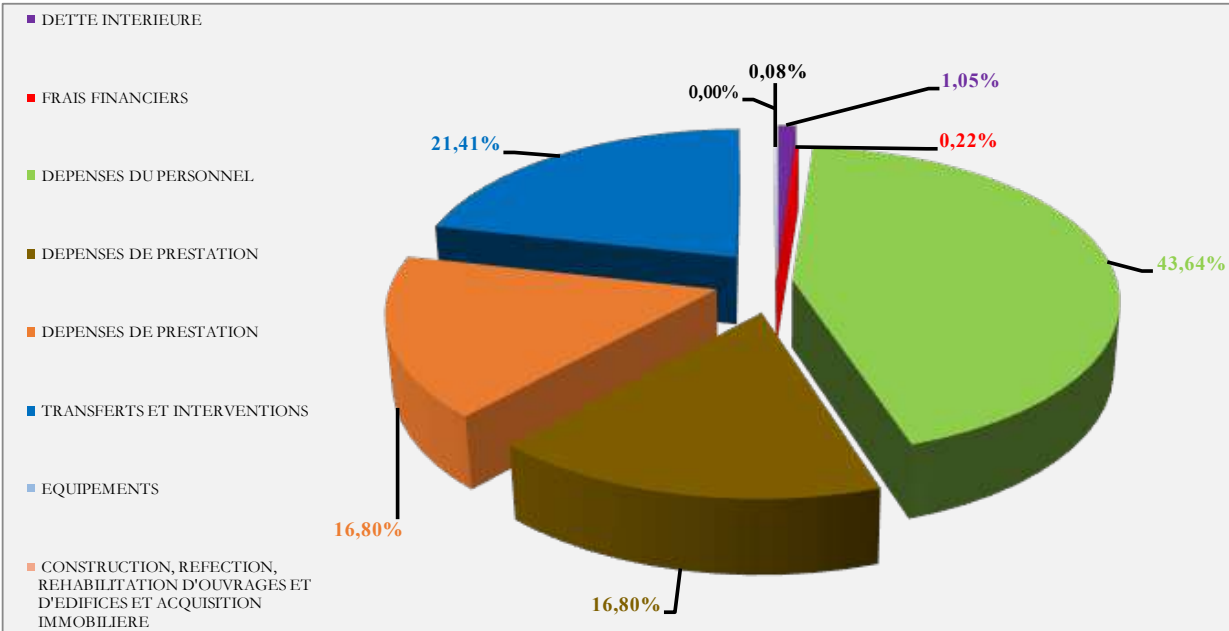
Par ailleurs, l'enveloppe devant couvrir les dépenses d'investissement est ramenée de **CDF 47.140.971.023,81** à **CDF 44.341.283.297,41** après **déduction du montant de CDF 2.799.687.726,40**. Le montant de déduction est éclaté de la manière ci-après :

- **CDF 49.533.896,70** relatif au remboursement du trop-perçu au titre de l'AMR B n° 55639 suivant la lettre n° 01/0441/DGI/DG/DIR/PYL/V@t/2019 du 16 février 2021 ;
- **CDF 2.669.753.829,70** représentant les quotes-parts des investissements des mois de novembre et décembre 2021 pour lesquelles le virement dans le compte « Fonds d'investissements » n'est pas intervenu à la clôture de l'année ;
- **CDF 80.400.000,00** affecté au casse-croûte.

Au 31 décembre 2021, les dépenses d’investissement ont été exécutées à hauteur de **CDF 15.649.991.904,87**, tel que ventilé dans le tableau ci-dessous, dégagant ainsi un solde créditeur de **CDF 28.691.291.392,54**.

NATURE DE DEPENSES	MONTANT (EN CDF)	TAUX D'EXECUTION
Primes non permanentes	237 204 009,51	1,52%
Acquisition d'intrants spécifiques (COVID)	25 401 288,91	0,16%
Acquisition divers équipements	6 123 989 622,65	39,13%
Prestations diverses	1 412 445 280,26	9,03%
Diverses interventions	237 059 211,97	1,51%
Acquisition batiments	7 613 892 491,57	48,65%
TOTAL DEPENSES	15 649 991 904,87	100,00%
TOTAL CREDIT	44 341 283 297,41	
SOLDE CREDITEUR	28 691 291 392,54	

La répartition en pourcentage des dépenses d’investissement se présente graphiquement comme suit :



IV.2.4. Cumul des dépenses effectuées au cours de l'année

Les dépenses effectuées par la DGI au cours de l'année 2021 sont cumulées à **CDF 119.623.071.075,65**. Elles sont financées respectivement par les crédits de fonctionnement à hauteur de **CDF 103.973.079.170,78** et par les fonds d'investissements de **CDF 15.649.991.904,87**, telles que détaillées dans le tableau ci-dessous :

N°	NATURE DE DEPENSES	DEPENSES FINANCEES PAR LES CREDITS DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES FINANCEES PAR LES FONDS D'INVESTISSEMENTS	TOTAL
1	DETTE INTERIEURE	1 236 045 257,30	0,00	1 236 045 257,30
	Dettes Sociales	902 782 707,50		902 782 707,50
	Dettes commerciales	333 262 549,80		333 262 549,80
2	FRAIS FINANCIERS	254 397 449,73	0,00	254 397 449,73
	Facilité bancaire BCDC	254 397 449,73		254 397 449,73
3	DEPENSES DU PERSONNEL	51 377 522 502,97	237 204 009,51	51 614 726 512,48
	Primes permanentes	35 113 765 532,97		35 113 765 532,97
	<i>Prime de fonction des Directeurs</i>	<i>10 410 562 594,04</i>		<i>10 410 562 594,04</i>
	<i>Prime de fonction des Inspecteurs</i>	<i>10 553 198 811,84</i>		<i>10 553 198 811,84</i>
	<i>Prime des Directions</i>	<i>8 640 975 008,60</i>		<i>8 640 975 008,60</i>
	<i>Primes des services extérieurs</i>	<i>5 509 029 118,49</i>		<i>5 509 029 118,49</i>
	Primes non permanentes	16 098 234 450,00	237 204 009,51	16 335 438 459,51
	Frais de rapatriement et de mutation	146 428 120,00		146 428 120,00
	Indemnités kilométriques	19 094 400,00		19 094 400,00
4	BIENS ET MATERIELS	6 023 966 981,02	25 401 288,91	6 049 368 269,93
	Fournitures et petits matériels de bureau	3 197 545 757,00		3 197 545 757,00
	Intrants spécifiques (COVID)		25 401 288,91	25 401 288,91
	Produits médicaux et pharmaceutiques	357 389 000,00		357 389 000,00
	Pièces de rechange pour matériel roulant	108 102 048,50		108 102 048,50
	Pièces de rechange et autres équipements	54 307 530,00		54 307 530,00
	Fournitures énergétiques	1 795 718 355,52		1 795 718 355,52
	Textiles et tissus	510 904 290,00		510 904 290,00
5	DEPENSES DE PRESTATION	19 779 574 809,05	1 412 445 280,26	21 192 020 089,31
	Communication & télécommunication	2 055 637 671,50		2 055 637 671,50
	Alimentation en eau	404 092 916,74		404 092 916,74
	Alimentation en énergie électrique	424 965 876,78		424 965 876,78
	Publicité	1 342 281 180,96		1 342 281 180,96
	Impression, reproduction, reliure et conservation	2 233 802 808,72		2 233 802 808,72
	Imprimés de valeur	1 667 299 895,30		1 667 299 895,30

	Location immobilière, d'équipement et de matériel	489 482 018,15		489 482 018,15
	Titres de voyages/intérieur	844 076 000,00		844 076 000,00
	Titres de voyages/extérieur	365 948 930,00		365 948 930,00
	Location immobilière	966 241 398,11		966 241 398,11
	Frais d'hébergement	433 528 325,00		433 528 325,00
	Entretien de matériel et d'équipement	517 111 501,10		517 111 501,10
	Réparation de matériel et d'équipement	214 953 527,65		214 953 527,65
	Soins de protection de l'environnement	248 481 658,50		248 481 658,50
	Entretien, réparation et décoration d'édifices	334 626 960,00		334 626 960,00
	Frais de mission à l'intérieur	4 462 953 909,64		4 462 953 909,64
	Frais de mission à l'extérieur	179 353 275,00		179 353 275,00
	Frais d'assurances	182 872 350,00		182 872 350,00
	Prestations des organismes de formation	1 862 776 043,35		1 862 776 043,35
	Commissions bancaires	549 088 562,55		549 088 562,55
	Autres prestations		1 412 445 280,26	1 412 445 280,26
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS	25 207 908 340,71	237 059 211,97	25 444 967 552,68
	Frais de fonctionnement des Services opérationnels	14 056 590 716,34		14 056 590 716,34
	Frais de fonctionnement Services centraux	3 183 785 136,69		3 183 785 136,69
	Aides et secours	540 882 845,67		540 882 845,67
	Frais médicaux et pharmaceutiques	5 173 512 337,11		5 173 512 337,11
	Frais funéraires	2 253 137 304,90		2 253 137 304,90
	Autres interventions		237 059 211,97	237 059 211,97
7	EQUIPEMENTS	90 161 150,00	6 123 989 622,65	6 214 150 772,65
	Acquisition équipements informatiques	9 455 400,00		9 455 400,00
	Acquisition équipements téléphoniques	73 361 750,00		73 361 750,00
	Acquisition équipements de bureau et mobilier	7 344 000,00		7 344 000,00
	Acquisition équipements divers		6 123 989 622,65	6 123 989 622,65
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES ET ACQUISITION IMMOBILIERE	3 502 680,00	7 613 892 491,57	7 617 395 171,57
	Réhabilitation d'édifices	3 502 680,00		3 502 680,00
	Acquisition bâtiments		7 613 892 491,57	7 613 892 491,57
	TOTAL DEPENSES	103 973 079 170,78	15 649 991 904,87	119 623 071 075,65

IV.3. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES, IMPRIMES DE VALEUR, IMPRIMES SPECIFIQUES, MANUELS ET MATERIELS INFORMATIQUES & REPROGRAPHIQUES

Ce point renseigne sur la situation des stocks des plaques minéralogiques, des imprimés de valeur, des imprimés spécifiques, des manuels ainsi que des matériels informatiques et reprographiques, à la clôture de l'année 2021.

IV.3.1. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES

A l'issue des formalités d'usage, la DGI livre les plaques minéralogiques ainsi que les imprimés d'immatriculation aux différents requérants. Pour ce faire, le Gouvernement s'est associé avec deux partenaires dans l'opération de vente des imprimés d'immatriculation des véhicules. Il s'agit de UTSCH Congo pour la production des imprimés et de SYNTELL RDC Sarl pour la mise en place d'une banque des données relatives au Parc automobile de la RDC.

Aussi, le produit de la vente des imprimés d'immatriculation est-il réparti entre d'une part, le Trésor Public et, d'autre part, les partenaires associés à l'opération cités ci-haut.

Cette répartition est évoquée dans la Circulaire Ministérielle n° CAB/MIN/FINANCES/ 2017/001 du 12 avril 2017 portant répartition du produit de la vente des imprimés relatifs à l'immatriculation des véhicules entre le Trésor Public et les partenaires associés à l'opération.

IV.3.1.1. Situation de variation de stock

Au cours de l'année 2021, la DGI a reçu et mis à la disposition des services un stock de plaques autos, cartes roses, demande d'immatriculation véhicule, tel que renseigné ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE À DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Plaque auto	0	66 712 paires	66 712 paires	0
2	Carte rose UTSCH-CONGO	0	62 000 pièces	62 000 pièces	0
3	Demande d'immatriculation véhicule	0	2 090 carnets	1 317 carnets	773 carnets

IV.3.1.2. Situation de mise de stock des plaques minéralogiques à la disposition des services

La situation du stock des plaques minéralogiques autos mises à la disposition des services pour attribution aux requérants, est renseignée dans le tableau ci-dessous :

DUIK	DPI/BANDUNDU	DPI/EQUATEUR	DPI/KASAL-ORIENTAL	DPI/KATANGA	DPI/KONGO CENTRAL	DPI/PROVINCE ORIENTALE	DPI/NORD-KIVU	DPI/SUD-KIVU	TOTAL
27 267	300	120	150	21 778	7 109	3 090	4 529	2 369	66 712

IV.3.2. GESTION DE STOCK DES IMPRIMES DE VALEUR

Au cours de l'année 2021, la variation de stock des imprimés de valeur se présente de la manière ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE À DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Attestation de situation fiscale	469 447	0	4 450	465 497
2	Attestation d'exemption	13 000	0	13 000	0
3	Code des impôts Edition 2014	17	0	0	17
4	Code des impôts Edition 2017	112	0	55	57
5	Code des impôts Edition 2021	0	7 966	7 186	780

IV.3.3. GESTION DE STOCK DES IMPRIMES SPECIFIQUES

Au cours de la même période, la DGI a utilisé les imprimés spécifiques renseignés dans le tableau ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE À LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Avis à tiers détenteurs	30 000	0	0	30 000
2	Annexe déclaration de l'impôt professionnel sur les prestations de service des personnes non résidentes en RDC	9 000	15 000	8 150	15 850
3	Bon à payer	22 101	0	0	22 101
4	Bordereau de versement d'acompte de l'IBP à charge des petites entreprises	0	254 500	164 500	90 000
5	Bordereau de versement d'acompte provisionnel de l'IBP à charge des grandes et moyennes entreprises	0	364 764	258 764	106 000
6	Calendrier de table 2021	0	4 000	4 000	0
7	Calendrier mural 2021	0	2 500	2 500	0
8	Commandement	298 000	0	0	298 000
9	Contrainte	104 000	0	0	104 000
10	Déclaration d'assujettissement TVA	16 900	0	0	16 900
11	Déclaration de l'impôt professionnel sur les prestations de service des personnes non résidentes en RDC	9 000	15 000	8 150	15 850
12	Déclaration de l'État Récapitulatif de l'IPR	8 500	37 500	38 500	7 500
13	Déclaration de l'Impôt Mobilier	0	70 000	37 250	32 750
14	Déclaration de IBP à charge des Grandes et Moyennes Entreprises	0	350 000	64 500	285 500

15	Déclaration de TVA retenue à la source par les Entreprises Minières	22 000	28 000	0	50 000
16	Déclaration de l'IBP des Micro-Entreprises	450	149 550	102 250	47 750
17	Déclaration de l'IBP des Petites Entreprises	0	150 000	102 250	47 750
18	Déclaration de l'impôt sur la superficie de Concession Minières et d'Hydrocarbures	70 000	0	0	70 000
19	Déclaration de la quotité trimestrielle de l'Impôt Professionnel sur les Rémunérations du Personnel domestique et des salariés des Micro-entreprises	5 000	0	4 000	1 000
20	Déclaration de l'Impôt Forfaitaire à charge de Micro-Entreprises en matière d'Impôt sur les Bénéfices et Profits	0	400 000	184 000	216 000
21	Déclaration mensuelle de l'IPR (avec code barre)	0	921 500	647 500	274 000
22	Déclaration mensuelle de TVA (avec code barre)	130 500	0	130 500	0
23	Déclaration mensuelle unique de l'IPR (INSS, INPP, ONEM & DGI)	0	71 000	55 500	15 500
24	Déclaration mensuelle de TVA	0	52 000	0	52 000
25	Demande de remboursement crédit TVA	57 000	0	500	56 500
26	Déclaration de l'Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires	26 500	3 500	3 500	26 500
27	Fiche médicale	26 500	0	1 000	25 500
28	Fiche de recensement PM	89 500	0	5 000	84 500
29	Fiche de recensement PP	20 950	191 500	88 500	123 950
30	Fiche individuelle d'exemption à l'IPM	0	163 000	163 000	0
31	Fiche intercalaire	5 500	0	5 000	500
32	Képis avec logo DGI	68	1 150	1 218	0
33	Main levée	125 500	0	0	125 500
34	Note de calcul	135 000	0	0	135 000
35	Note de perception informatisée	11 000	0	0	11 000
36	Note de perception manuelle	2 000	45 000	47 000	0
37	Pagne à logo DGI	181	0	172	9
38	Pagne 8 mars 2021	0	1 160	1 160	0



39	Papier en-tête DG	12 500	35 000	40 000	7 500
40	Papier en-tête DG/suite	29 500	500	500	29 500
41	Papier en-tête DGA/Q.A&F	3 000	0	0	3 000
42	Papier en-tête DGA/Q.F&R	5 000	0	1 000	4 000
43	Papier en-tête IS	0	15 000	15 000	0
44	Papier en-tête DRH	0	20 000	17 500	2 500
45	Papier en-tête DESCOM	0	15 000	15 000	0
46	Papier en-tête DGBSG	3 000	15 000	18 000	0
47	Papier en-tête DIRINFO	3 000	0	3 000	0
48	Papier en-tête DIRAF	0	10 000	10 000	0
49	Papier en-tête DIREC	9 000	15 000	2 500	21 500
50	Papier en-tête DLEG	2 500	1 000	3 500	3 500
51	Papier en-tête DRR	0	15 000	15 000	0
52	Papier en-tête DPI/BANDUNDU	0	5 000	5 000	0
53	Papier en-tête DGE/Directeur	15 500	0	0	15 500
54	Papier en-tête DGE/suite	33 000	0	0	33 000
55	Papier en-tête DGE/Division	0	20 000	20 000	0
56	Papier en-tête DPI/KATANGA	0	15 000	15 000	0
57	Papier en-tête DUI-K	0	30 000	30 000	0
58	Papier en-tête DUI-K/CDI KINSHASA	0	45 000	45 000	0
59	Papier en-tête DPI/EQUATEUR	0	5 000	5 000	0
60	Papier en-tête DPI/KASAI- ORIENTAL	0	5 000	5 000	0
61	Papier en-tête DPI/KASAI- OCCIDENTAL	0	5 000	5 000	0
62	Papier en-tête DPI/KONGO CENTRAL	0	15 000	15 000	0
63	Papier en-tête DPI/MANIEMA	0	5 000	5 000	0
64	Papier en-tête DPI/NORD-KIVU	0	15 000	15 000	0
65	Papier en-tête DPI/PROVINCE ORIENTALE	0	10 000	10 000	0
66	Papier en-tête DPI/SUD-KIVU	0	10 000	10 000	0
67	Procès-Verbal d'évaluation du Chiffre d'Affaires	50 000	5 000	13 000	42 000
68	T-shirt avec logo DGI	13	1 304	1 184	133

IV.3.4. GESTION DE STOCK DES MANUELS

A fin 2021, la situation de stock des manuels se présente comme suit :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Bonne gouvernance	2	0	0	2
2	Cassation en Droit Congolais	4	0	0	4
3	Code Général des Impôts	26	0	0	26
4	Comprendre la statistique descriptive	98	0	0	98
5	Code Forestier	38	0	0	38
6	Code Minier, édition 2002	16	0	0	16
7	Code Minier, édition 2018	204	0	0	204
8	Commentaire du Code des Impôts	9	0	0	9
9	Congo-Zaïre les coulisses du pouvoir sous MOBUTU	1	0	0	1
10	Constitution de la RDC	4	0	0	4
11	Conseiller comptable	0	300	0	300
12	Controverse de la Circulaire n°002 du 6 juin 2019	14	0	0	14
13	Comptabilité Générale OHADA	0	40	0	40
14	Décret n°04/099 du 30 décembre 2004 modifiant le Décret n°017/2003 du 2 mars 2003 portant création de la DGI	4	0	0	4
15	Décret n° 011/43 du 22 novembre 2011 modifiant et complétant le Décret n°017/2003 du 2 mars 2003 portant création de la DGI	46	200	7	239
16	Décret n°017/2003 du 2 mars 2003 portant création de la DGI	48	200	14	234
17	Décentralisation fiscale en RDC	45	0	0	45
18	Droit fiscal (Prof. SHOTSHA)	46	0	1	45
19	Droit fiscal congolais 3 (Prof. BUABUA)	5	0	0	5
20	Droit fiscal International (Robert UMBA)	98	0	0	98
21	Droit fiscal Congolais au regard du système comptable OHADA (Vincent KABWA)	98	0	0	98
22	Droit des Finances Publiques (Prof. BAKANDEJA)	9	0	0	9
23	Droit commercial Congolais	34	0	0	34



24	Education à la citoyenneté	0	1	0	1
25	Etat pivot dans une économie globale	0	20	0	20
26	Ethique et déontologie professionnelle	3	0	0	3
27	Finances publiques approfondies	8	0	0	8
28	Finances publiques (Paul OMANDJI)	7	0	0	7
29	Fier d'être Congolais	93	0	0	93
30	Flash impôt édition spéciale	324	0	0	324
31	Guide de contrôle sur pièces	752	0	0	752
32	Guide de contrôle sur place	752	0	0	752
33	Guide des Entreprises relevant de la DGE	540	0	0	540
34	Guide fiscal et Comptable de la TVA, 1 ^{ère} édition	2 059	0	0	2 059
35	Guide Comptable de la TVA, 2 ^{ème} édition	42	0	0	42
36	Impôt Cédulaire sur les revenus en droit fiscal congolais	29	0	0	29
37	Imposition des Rémunérations	1 150	0	0	1 150
38	La gangrène de l'économie congolaise	1	0	0	1
39	Introduction Générale au Management	10	0	0	10
40	Job Description	2 524	0	3	2 521
41	Le Budget de l'Etat	98	0	0	98
42	Lèves-toi congolais et redore le blason de ton identité	49	0	0	49
43	Les impôts congolais	98	0	1	97
44	Les Normes de la rédaction fiscale	0	1	0	1
45	Les Combats de KABILA	0	1	0	1
46	Les Codes Larciers	14	2	2	14
47	Les règles de profession d'avocat	1	0	0	1
48	Les projets techniques	1	0	0	1
49	Les obligations juridiques du banquier	13	0	0	13
50	Loi de finances n° 18/025 du 13 décembre 2018 pour l'exercice 2019	98	0	0	98
51	Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021	0	200	190	10
52	Loi n° 16/013 du 15 juillet 2016 portant statut des agents de carrière des services publics de l'État	1 534	0	0	1 534

53	Loi n° 10/010 du 27 avril 2010 relative aux Marchés Publics	12	0	0	12
54	Loi n° 13/013 du 1 ^{er} janvier 2013 portant statut du personnel de carrière de la police nationale	6	0	0	6
55	Mieux comprendre la fiscalité pour investir	0	300	0	300
56	Magazine Grand Lac n° 76 février/mars 2009/10	96	0	0	96
57	Manuel des exercices de droit fiscal	2	0	0	2
58	Manuel des procédures de la dépense	351	0	21	330
59	Journal officiel n° spécial du 31 mars 2003 contenant les Lois 004/2003 du 13 mars 2003 portant réformes des procédures fiscales, Loi n° 006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et de perception des acomptes et précomptes sur l'IBP et Loi n° 008/03 du 18 mars 2003 portant modification de l'Ordonnance-Loi n° 69-058 du 5 décembre 1969 relative à l'Impôt sur le Chiffre d'Affaires	229	0	0	229
60	Journal officiel n° spécial du 15 mars 2003	0	10	0	10
61	Journal officiel n° spécial du 20 mai 2015 portant règlement général sur la comptabilité	0	50	0	50
62	OHADA : Traités et actes	1	0	0	1
63	Ordonnance n° 20/058 du 30 juin 2020 portant mesure collective de grâce	15	0	0	15
64	Quid du juge de validité de la saisie	1	0	0	1
65	Plans des comptes OHADA	0	100	0	100
66	Procédures Fiscales	33	500	6	527
67	Précis de comptabilité générale	0	300	0	300
68	Rapport annuel d'activités de la DGI 2010	124	0	0	124
69	Rapport annuel d'activités de la DGI 2011	124	0	0	124
70	Rapport annuel d'activités de la DGI 2012	124	0	0	124



71	Rapport annuel d'activités de la DGI 2013	124	0	0	124
72	Rapport annuel d'activités de la DGI 2014	124	0	0	124
73	Rapport annuel d'activités de la DGI 2015	173	0	0	173
74	Rapport annuel d'activités de la DGI 2016	138	0	0	138
75	Rapport annuel d'activités de la DGI 2017	75	0	2	73
76	Rapport annuel d'activités de la DGI 2018	459	0	0	459
77	Journal Officiel n° Spécial du 6 janvier 2020 contenant la Loi n° 19/004 du 31 décembre 2019 portant reddition des comptes de la Loi de Finances du pouvoir central n° 17/014 du 24 décembre 2017 pour l'exercice 2018	66	0	0	66
78	Recueil des textes sur le marché Public	26	0	0	26
79	Référentiel comptable OHADA	1	0	0	1
80	Reddition des comptes et Loi de Finances rectificative pour l'exercice 2020	0	10	0	10
81	Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant règlement minier	4	0	0	4
82	Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant règlement minier tel que modifié et complété par le Décret n° 18/024 du 08 juin 2018	234	0	30	204
83	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	0	500	5	495
84	Taxe sur la Valeur Ajoutée et mesure d'exécution	10	0	0	10
85	Traité financier Congolais	18	0	0	18
86	TVA analyses et commentaires de la législation et de la réglementation congolaises	7	0	0	7
87	Uni par le sort	1	0	0	1

IV.3.5. GESTION DE STOCK DES MATERIELS INFORMATIQUES ET REPROGRAPHIQUES

La situation de stock des matériels informatiques et reprographiques à fin 2021 se présente comme suit :

N°	DESIGNATION	QNTÉ RECUE	QNTÉ MISE A DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Copieur	13	13	0
2	Destructeur papier	5	5	0
3	Ordinateur fixe	247	247	0
4	Imprimante Canon i-sensys 443dw	2	2	0
5	Imprimante Canon i-sensys lbp6780x	2	2	0
6	Imprimante LaserJet M609	9	9	0
7	Imprimante pro M404dn	39	39	0
8	Imprimante M553dn	3	3	0
9	Imprimante MFP477	3	3	0
10	Imprimante MFP 281	12	12	0
11	Imprimante P2035	52	52	0
12	LapTop	174	174	0
13	Onduleur 10 KVA	7	7	0
14	Onduleur 1200 VA	188	188	0
15	Rétroprojecteur	3	3	0
16	Routeur	13	13	0
17	Scanner	19	19	0
18	Serveur	4	4	0
19	Stabilisateur	39	39	0
20	Switch cisco	12	12	0
21	Modem TP-Link 7350	4	4	0



IV.4. GESTION DU PATRIMOINE

La gestion du patrimoine de la DGI est retracée à travers la situation des immeubles, du charroi automobile, des motos et des hors-bords.

IV.4.1. Situation des immeubles

La situation des immeubles pour lesquels la DGI est propriétaire se présente de la manière suivante :

SERVICE	N°	AFFEC-TATION	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
Administration Centrale	1	Hôtel des Impôts	Immeuble	Croisement des avenues des Marais et Haut-Congo n° 31 Commune de la Gombe	Certificat d'enregistrement N°19252 Vol. AI474 Folio 102 du 7 mai 2012
	2	Centre médical/ Limete	Immeuble	Petit boulevard 1 ^{ère} Rue Industriel N° 273/867 Commune de Limete	Certificat d'enregistrement N° Vol. AMA 117 Folio 55 du 27 avril 2012
	3	Centre médical/ Ozone	Immeuble	Av. Nsuala n° 2/B, Route de Matadi/Binza-Ozone Commune de Ngaliema	Certificat d'enregistrement N°Vol. AI503 Folio
	4	Centre de Mbudi	Terrain	Croisement des avenues des Carrières et du Fleuve, Kinsuka, Commune de Mont-Ngafula	Certificat d'enregistrement en copie AMA 63 Folio 183 n° 10775
	5	A affecter	Immeuble	Avenue Col. Mpia n° 31, Q/Joli Parc Commune de Ngaliema	
	6	DGE	Immeuble	Boulevard du 30 juin, Commune de Gombe	Obtenu du Ministère des ITPR
DUI-K	1	Siège	Immeuble	Avenue de la Révolution n° 819, Place Commerciale/Commune de Limete	Vol. AMA 80 Folio 104
	2	CDI	Immeuble	Croisement des avenues Commerce et Kasai, Commune de la Gombe	Vol. AI463 Folio 124 du 15 juin 2011
	3	CIS/Gombe	Immeuble	Croisement des avenues de la Libération et des Orangers n°3744, Commune de la Gombe	Certificat d'enregistrement Vol. AGL 546 Folio 1 du 11 janvier 2019
	4	CIS/Kinshasa	Immeuble	Av. Kabambare n° 119 Commune de Kinshasa	
	5	Division Véhicules + CIS/Limete	Immeuble	Petit Boulevard 7 ^{ème} Rue, Quartier Industriel, Commune de Limete	Vol. AMA. 122 Folio 102 du 13 décembre 2012
	6	CIS/Kasa-vubu	Immeuble	Avenue Dibaya n° 52 Commune de Kasa-vubu	
DPI/Bandungu	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue de la Mission n° 37, Q/ Salongo Commune de Basoko	Vol. VLB. VIII Folio 9
	2	CIS Inongo	Immeuble	Avenue Mobutu n°123	Certificat d'enregistrement n° 919 C.U Plan Cadastral

SERVICE	N°	AFFEC-TATION	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
DPI/Kongo Central	1	Siège + CDI	Immeuble	Avenue de la Poste n° 142, Q/Ville Basse Commune de Matadi	Certificat d'enregistrement N° 16486 Vol. C1/7 Folio 136 du 9 juillet 2012
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Mikalukidi n° 42 Q/Ville haute Commune de Matadi	
	3	Guest House	Immeuble	Avenue Corniche, n° 25 Q/Ville Haute, Commune de Matadi	Certificat d'enregistrement N° 28205 Vol. C1/4 Folio 105 du 01 février 2011
	4	CIS Mbanza Ngungu	Immeuble	Avenue de la Poste N°3 Ville Basse	
	5	CIS Moanda	Immeuble	Avenue Tshitshia n° 02 Cité de Moanda	
	6	CIS Tshela	Immeuble	Centre commercial de Tshela/ Route Boma-Tshela	
	7	CIS Luozi	Immeuble	Avenue Place Commercial vers Rond-point Ngandu Cité de Luozi	
	8	CIS Boma	Immeuble	Avenue Mahuku n° 13 Ville de Boma	
	9	CIS Nzamvu	Immeuble	Avenue Muanda, Commune de Nzanza	
	10	CIS Kimpese	Immeuble	Centre commercial, Ville de Kimpese	
DPI/Equateur	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue Bolenge n° 17/Centre-Ville de Mbandaka	
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Major Vangu n° 6 Commune de Mbandaka	Certificat d'enregistrement N° 29088 Vol. E/1 LXII Folio 38 du 20 décembre 2013
	3	CIS Gemena	Immeuble	Avenue Mobutu n° 2015, Centre-ville	Certificat d'enregistrement Vol. VII Folio 190
	4	CIS Bumba	Immeuble	Avenue Mongandenge n°8 Ville de Bumba	Certificat d'enregistrement Vol. IV Folio 206
	5	CIS Lisala	Immeuble	Avenue Mobutu n° 9 Centre-ville	
	6	CIS Boende	Immeuble	Avenue Loi n° 5 Q/Urbain Commune de Boende	
DPI/Kasai-Occidental	1	Siège DPI	Immeuble	Croisement des avenues Kasa-Vubu et Guillaume Lubaya n° 236, Q/Malanji Commune de Kananga	Certificat d'enregistrement Vol. M38 Folio 93 du 23 septembre 2009
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Walikale n° 364, Q/Malanji, Commune de Kananga	
	3	CDI	Terrain	Croisement des avenues de la Mission et Kinkole n° 464, Commune de Kananga	
	4	CIS Kananga	Immeuble	Avenue Saio n° 5, Q/Malanji, Commune de Kananga	
	5	CIS Dibaya	Immeuble	Route de Kananga n° 52 Q/Tshimbulu	
	6	CIS Luiza	Terrain	Route Kananga n° 3720	
	7	CIS Ilebo	Immeuble	Avenue Kabila n° 282, Q/Lumumba	
	8	CIS Kamonia	Terrain	Avenue Lumumba n° 537, Cité de Kamonia	
	9	CIS Tshikapa	Immeuble	Avenue Likasi n° 1353, Commune de Kanzala, Ville de Tshikapa	

SERVICE	N°	AFFEC-TATION	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
DPI/Kasai-Oriental	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue Kasangulu n° 8, Commune de Diulu	
	2	CDI	Immeuble en construction	Avenue Tshala Muana, Commune de Muya	
	3	CIS Mwene-Ditu	Immeuble en construction	Avenue Ubangi n°1, Commune de Mwene-Ditu	
	4	CIS Lomami	Terrain en construction	Avenue Ludimbi n° 8	
DPI/Katanga	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue Sendwe n° 69, Commune de Lubumbashi, Ville de Lubumbashi	
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Basoko n° 5, Ville de Lubumbashi	
	3	Antenne/DGE	Immeuble	Avenue Sendwe n° 12, Commune de Lubumbashi Ville de Lubumbashi	
	4	CDI Lubumbashi	Immeuble	Avenue Kapenda n° 13, Commune de Lubumbashi Ville de Lubumbashi	Certificat d'enregistrement n° Vol. 278 Folio 91
	5	CIS Lubumbashi	Immeuble	Avenue Sendwe n° 12, Commune de Lubumbashi Ville de Lubumbashi	
	6	CIS Katuba	Immeuble	Avenue Zimambu n° 3 Commune de Katuba Ville de Lubumbashi	
	7	CIS Kamalondo	Immeuble	Avenue Sendwe n° 12/14 Commune de Kamalondo Ville de Lubumbashi	
	8	CIS Likasi	Immeuble	Avenue de la Justice n° 5, Centre-ville de Likasi	
	9	CIS Kolwezi	Immeuble	Avenue Lukala n° 617, Commune de Dilala	
	10	CIS Kalemie	Immeuble	Avenue Lumumba n° 27	
	11	CIS Kamina	Immeuble	Avenue Mama Yemo n° 21 Centre-Ville de Kamina	
	12	CIS Sakania	Immeuble	Avenue Kasumbalesa n° 132	Certificat d'enregistrement Vol. 2 Folio 0170 et Vol. 2 Folio 0171 du 4 mars 2014
	13	CIS Kipushi	Immeuble	Avenue Mobutu	
DPI/Maniema	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue du Commerce n°5 Commune de Kasuku, Ville de Kindu	Certificat d'enregistrement N° 37413 Vol. H5 Folio 192 du 20 septembre 2010
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Ikese III C Commune Kasuku	
	3	CIS Kindu	Immeuble	Avenue 3Z en face de l'Hôtel Valencia, Commune de Kasuku	
	4	CIS Kalima	Immeuble	Avenue Kingombe Cité Kakutya Commune de Kalima	
	5	CIS Kasongo	Immeuble	Avenue Lambalamba n° 47	Certificat d'enregistrement N°0442; vol H VII,folio 1111
	6	CIS Punia	Terrain	Quartier administratif	
	7	CIS Lubutu	Immeuble	Quartier administratif	
	8	CIS Kabambare	Immeuble	Bld Maluku Q/de la paix	Certificat d'enregistrement N°0687; vol H 67,folio 1112

SERVICE	N°	AFFEC-TATION	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
DPI/Nord-Kivu	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue Mont Goma n° 12/6 Q/les volcans, Commune de Goma	
	2	CDI	Immeuble	Avenue des messagers n° 10 Q/les volcans, Commune de Goma	
	3	CIS Goma	Immeuble	Blvd Kanyamuhanga n° 12 Q/les volcans Commune de Goma	Acte de vente du 23 juin 2008
	4	CIS Beni	Immeuble	Croisement des avenues Atshongya et Svirwa, Commune de Bungulu	
	5	CIS Butembo	Immeuble	Q/Bel Air Commune de Vulamba	
	6	CIS Masisi	Terrain	Bloc administratif de Sake	
	7	Centre Médical	Immeuble	Avenue des Messagers n° 10 Q/les volcans, Commune de Goma	
DPI/Province Orientale	1	Siège DPI	Immeuble	Croisement des avenues Matabo et Tanganyika, Commune de Makiso Ville de Kisangani	
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Salumu n° 04 Commune de Makiso, Ville de Kisangani	
	3	CDI	Immeuble	Avenue Mataba n° 10 Commune de Makiso, Ville de Kisangani	Certificat d'enregistrement Vol. CK 113 Folio 109 du 22 janvier 2014
	4	CIS Watsha	Immeuble	Avenue Kibali n° 23	
	5	CIS Isiro	Immeuble	Avenue Panga n° 6659, Centre-Ville de Isiro	
	6	CIS Bondo	Immeuble en construction	Avenue Mobutu, Marché Central	
	7	CIS Dungu	Immeuble	Q/Ngilima, Dungu Centre	
	8	CIS Isangi	Immeuble	Q/ Mundele Ngulu, Centre Commercial	
	9	CIS Bunia	Immeuble	Boulevard de Libération n° 265, Q/ Lumumba, Ville de Bunia	
	10	CIS Mambasa	Immeuble	Croisement Route Nationale et Route Beni n°4	
	11	CIS Aru	Immeuble	Q/Essefe, Route principale	
DPI/Sud-Kivu	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue de la Cathédrale n° 5 Q/Ndendere, Commune d'Ibanda	Certificat d'enregistrement Vol. F 98 Folio 73 du 5 mars 1991
	2	CIS Bagira	Immeuble en construction	Sentier Nyangwe n° 1, Q/Lumumba	
	3	CIS Kadutu	Immeuble	Avenue Camp cinéma, Q/ Kasalu, Commune de Kadutu	
	4	CIS Fizi	Immeuble en construction	Avenue AEBAZ, Baraka	
	5	CIS Mwenga	Terrain	Avenue Katimuga, Centre commercial	
	6	CIS Walungu	Terrain	Avenue Rubumba, Cité Kamanyola	
	7	CIS Shabunda	Terrain	Avenue Motomoke n° 32	

IV.4.2. Situation du charroi automobile

La situation du charroi automobile de la DGI à fin 2021 est présentée de la manière ci-après :

IV.4.2.1. Acquisitions de l'année

N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVA-TIONS
								FABRIC.	MISE EN CIRC.	
1	HYUNDAI	TUCSON	07	JEEP	KMHJB81DDNU084024	4505BL01	CD INFORMATIONS ET LIAISONS/DGE	2021	2021	
2	HYUNDAI	TUCSON	07	JEEP	KMHJB81DDNU084042	4508BL01	CD ANTENNE KATANGA	2021	2021	
3	HYUNDAI	TUCSON	07	JEEP	KMHJB81DDNU084057	4506BL01	CD RH ET SG/DGE	2021	2021	
4	HYUNDAI	TUCSON	07	JEEP	KMHJB81DDNU084062	4500BL01	CD APPOINT ET CONT/DGE	2021	2021	
5	HYUNDAI	TUCSON	07	JEEP	KMHJB81DDNU084081	4503BL01	CD SECT STRAT/DGE	2021	2021	
6	HYUNDAI	TUCSON	07	JEEP	KMHJB81DDNU084166	4501BL01	CD GESTION/DGE	2021	2021	
7	HYUNDAI	TUCSON	07	JEEP	KMHJB81DDNU084170	4502BL01	CD CONTROLE/DGE	2021	2021	
8	HYUNDAI	TUCSON	07	JEEP	KMHJB81DDNU084214	4504BL01	CD INFORMATIQUE/DGE	2021	2021	
9	HYUNDAI	TUCSON	07	JEEP	KMHJB81DDNU084223	4507BL01	CD RECOUVREMENT/DGE	2021	2021	
10	TOYOTA	PICK UP		LAND CRUISER	JTEBB71J30B025431	5882AV01	DPI KONGO CENTRAL	2020	2021	
11	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVL6077694	6716BL01	CD RESSOURCES HUMAINES	2021	2021	

N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVA- TIONS
								FABRIC.	MISE EN CIRC.	
12	HYUNDAI	SANTA FE	9	JEEP	KMHS381CDKU142569	8508BJ01	DIR RECOUVREMENT	2020	2021	
13	HYUNDAI	PALISADE	9	JEEP	KMHS381CDMU243045	1175BK01	DIRECTEUR DGE	2021	2021	
14	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMJWA37RAMU173963	2477BK01	DIRECTEUR DRH	2021	2021	
15	MAHINDRA	XUV 500 LHD		JEEP	MA1YW4LDVK6B77394	4616BK01	CD MAINTENANCE	2019	2021	
16	MAHINDRA	XUV 500 LHD		JEEP	MA1YW4LDVK6B77395	4617BK01	CD GESTION BUDGETAIRE	2019	2021	
17	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHS381EDLU201626	3657BK01	DIRECTEUR DUI-K	2021	2021	
18	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHS381EDLU200172	3658BK01	DIR DPI MANIEMA	2021	2021	
19	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHS381MDMU351155	3660BK01	DIR DLEG	2021	2021	
20	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHS381EDLU201927	4415BK01	DIR DGBSG	2021	2021	
21	HYUNDAI	PALISADE	12	JEEP	KMHR381CDMU243055	4423BK01	INSPECTEUR- COORDONNATEUR	2021	2021	

IV.4.2.2. Situation actualisée

Tenant compte des acquisitions de l'année, la situation actualisée du charroi automobile de la DGI à fin 2021, se présente comme indiquée dans le tableau ci-dessous :

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS	
										MISE EN CIRC.		
ADMINISTRATION CENTRALE												
	1	TATA	LPO 1316	40	BUS	MAT462271D0L00233	5041AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2010	2011		
	2	TATA	LPO 1316	40	BUS	MAT462271D0L00144	5042AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013		
	3	TATA	LPO 1316	40	BUS	MAT462271D0L00177	5043AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013		
	4	TATA	LPO 1316	40	BUS	MAT462271D0L00169	5044AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013		
	5	TATA	LPO 1316	40	BUS	MAT462271D0L00230	5045AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013		
	6	TATA	LPO 1316	40	BUS	MAT389066B0L00966	3179AH01	TRANSP. DU PERSONNEL	2010	2011		
	7	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT38066B0L00038	9650AG01	TRANSP. DU PERSONNEL	2010	2011		
	8	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252G0LO3594	9698AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017		
	9	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252G0LO3587	9699AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017		
	10	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252G0LO3583	9702AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017		
	11	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252G0LO3588	9703AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017		
	12	TOYOTA	LAND CRUISER 2008WGX BASIS	23	JEEP	JTMHX05J3G4123391	8377AH10	DIRECTEUR GENERAL	2017	2017		
	13	TOYOTA	LAND CRUISER TXL 2016	14	JEEP	JTEBH9FJ6GK178821	5842AV01	DIRECTEUR GENERAL HONORAIRE	2016	2016		
	14	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMH5U81EDGU569850	5202ATO1	DGA/QFR	2016	2016		
	15	TOYOTA	LAND CRUISER TXL	14	JEEP	JTEDX9F15HK26127	8230AX01	DGA/QAF	2016	2017		
	16	TOYOTA	LAND CRUISER TXL 2016	14	JEEP	JTEBH9FJ5G5097226	5882AV01	DGA/QAF	2016	2016		
	17	TOYOTA	NEW RAV4	13	JEEP	JTMBD9EVXDO55280	3342AQ01	DGA/QAF	2014	2014		
	18	TOYOTA	LAND CRUISER TXL	14	JEEP	JTEBX9FJXHK266825	8229AX01	DGA/QAF	2016	2017		

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE	OBSERVATIONS
ADMINISTRATION CENTRALE										
	19	TOYOTA	LAND CRUISER TXL 2016	14	JEEP	JTEBH9FJOGK178863	5883AV01	DGA/ QFR HONORAIRE	2016	2016
	20	TOYOTA	YARIS	8	VOITURE	MR2BW9F3801075190	1349AR01	SEC DG HONORAIRE	2014	2015
	21	TOYOTA	YARIS	8	VOITURE	JTDBW923X01237639	3234AN01	SEC DGA/QAF HONORAIRE	2012	2013
	22	SUZUKI	CIAZ	8	VOITURE	MA3AVC41S00253987	0301AY01	SEC DGA/QAF	2017	2017
	23	SUZUKI	CIAZ	8	VOITURE	MA3AVC41S00256658	9060AX01	SEC DGA/QAF	2017	2017
	24	SUZUKI	CIAZ	8	VOITURE	MA3AVC41S00293532	0305AZ01	SEC DGA/QFR	2017	38337
	25	TOYOTA	YARIS	8	VOITURE	JTDBW92360L056784	1962AM01	SEC DGA/QFR HONORAIRE	2013	2013
	26	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMH5U8101DEU399250	5149AS01	INSPECTEUR-COORDONNATEUR	2014	2015
	27	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMH5U81CDHU810242	9064AX01	DIRECTRICE DRR	2017	2017
	28	TOYOTA	LAND-CRUISER	17	JEEP	JTEB71J500057940	1929AH01	CENTRE MEDICAL	2010	2011
	29	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G203096306	4421AS01	DIRECTEUR GENERAL	2010	2015
	30	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G803094771	4422AS01	DGBSG	2010	2015
	31	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK226703077895	5784AN01	DGBSG	2013	2013
	32	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P105010426	1003AS01	DGBSG		2015
	33	HYUNDAI	H-1	12	FOURGONETTE	KMF-WBX7RAAU261843	0222AH01	COMPABILITE CODE 0554	2010	2011
	34	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RACU445667	0947AL01	COORDINATION	2012	2012
	35	MITSUBISHI	L200	14	PICK-UP	V5M214875	4516AK01	DETACHEMENT POLICE/DGI	2011	2012



SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE	OBSERVATIONS
ADMINISTRATION CENTRALE										
	36	TIAGO	CHERY		JEEP	LVVDB4B2CD055887	5109AL01	COORDINATION	2012	
	37	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0027	0197AM01	DRH/DIV. AFFAIRES SOCIALES	2011	
	38	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEB71J7025173	3612AQ01	DRR	2014	
	39	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P205010418	1002AS01	COORDINATION	2014	
	40	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P500027503	1005AS01	DESCOM	2014	
	41	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P005010417	1001AS01	DRH	2014	
	42	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTERB71JX00086964	2777AY01	CENTRE MEDICAL	2016	AMBULANCE
	43	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTT22G403061530	5602AM01	DIREC	2013	
	44	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G103099892	0338AW01	DIRAF/ANTENNE LUFU	2015	
	45	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHNS81DHU295735	5983BB01	DIRECTEUR RATTACHE	2018	
	46	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHNS81DHU220395	6569BB01	DIRECTEUR DESCOM	2017	
	47	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU738852	5981BB01	DIRECTEUR GENERAL	2018	
	48	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU734868	0382BB01	DGA/QFR	2018	
	49	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU736991	5976BB01	DGA/QAF	2018	
	50	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHS381FDKU142982	6247BC01	DIRECTEUR DRH	2019	
	51	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMJWA37RAMU173963	2477BK01	DIRECTEUR DRH	2021	
	52	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHS381FDKU142829	6249BC01	DIRECTEUR DIRAF	2019	
	53	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHS381EDLU200172	3658BK01	DIRECTEUR DGE	2021	
	54	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHS381MDMU351155	3660BK01	DIRECTEUR DLEG	2021	
	55	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHS381EDLU201927	4415BK01	DIR DGBSG	2021	
	56	HYUNDAI	PALISADE	12	JEEP	KMHR381CDMU243055	4423BK01	INSPECTEUR-COORDONNATEUR	2021	

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE	OBSERVATIONS
ADMINISTRATION CENTRALE										
	57	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D58630	9245BB01	DIR DGBSG	2018	2019
	58	MAHINDRA	XUV 500 LHD		JEEP	MA1YW4LDVK6B77394	4616BK01	CD GESTION BUDGETAIRE	2019	2021
	59	MAHINDRA	XUV 500 LHD		JEEP	MA1YW4LDVK6B77395	4617BK01	CD INTENDANCE	2019	2021
	60	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D58624	9241BB01	CD INTENDANCE	2018	2019
	61	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D50730	9246BB01	INSPECTEUR-CHEF DE BRIGADE ENQUETE ET CONTRE VERIFICATION FISCALE	2018	2019
	62	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D50729	9242BB01	CHEF DE DIVISION DE LA COORDINATION	2018	2019
	63	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D50728	9239BB01	INSPECTEUR-CHEF DE BRIGADE SUIVI ET ENCADREMENT DES SERVICES	2018	2019
	64	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77719	2426BE01	INSPECTEUR-CHEF DE BRIGADE AUDIT	2018	2019
	65	HYUNDAI	NEW SANTA FE, 2.4		JEEP	KMHS381DKU109435	2747BC01	PRESIDENT DELEGATION SYNDICALE/DGI	2018	2019
	66	TOYOTA	RUSH	8	JEEP	MHKE8FF300K002200	5015BC01	RECEVEUR PRINCIPAL HONORAIRE	2018	2019
	67	HYUNDAI	HI	12	MINIBUS	KMJWA37RBKU043398	3063BC01	COORDINATION	2019	2019
	68	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D50727	9244BB01	CD COMMUNICATION ET DOCUMENTATION/DESCOM	2018	2019
	69	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77714	2441BE01	CD POURSUITES/DIREC	2018	2019
	70	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77715	2437BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019
	71	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77717	2414BE01	COORDO. CELLULE D'ETUDES/DESCOM	2018	2019
	72	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77718	2429BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019
	73	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77674	1398BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019
	74	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77654	2022BE01	CD AFFAIRES SOCIALES/DRH	2018	2019
	75	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77655	2420BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019



SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE	OBSERVATIONS
ADMINISTRATION CENTRALE										
	76	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77675	2017BE01	CD RECOURVEMENT/DIREC	2018	2019
	77	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77678	0600BE01	CD ETUDES ET DEVELOPEMENT/ DIRINFO	2018	2019
	78	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77679	2399BE01	CD LEGISLATION ET REGIMES FISCAUX D'EXCEPTION/DLEG	2018	2019
	79	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77685	2092BE01	CD SUIVI DU CONTENITEUX ET ELABORATION DE LA DOCTRINE/ DLEG	2018	2019
	80	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77686	1395BE01	CD EXPLOITATION/DIRINFO	2018	2019
	81	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77687	2466BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019
	82	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77689	2465BE01	CD STATISTIQUES ET BUDGET DES RECETTES/DESCOM	2018	2019
	83	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77593	1263BE01	CD COORDINATION DES OPERATIONS D'ASSETTE/DIRAF	2018	2019
	84	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77702	2403BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019
	85	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77690	7448BH01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019
	86	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77692	0171BE01	CD RECOURVEMENTS/DRR	2018	2019
	87	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77698	0172BE01	CD RESSOURCES HUMAINES	2018	2019
	88	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77701	0167BE01	CD IMMATRICULATION ET GESTION DES REPERTOIRES/ DIRAF	2018	2019
	89	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77711	0170BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019
	90	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVL6077694	6716BL01	CD RESSOURCES HUMAINES	2021	2022
	91	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77713	0169BE01	CD RECHERCHE/DRR	2018	2019
	92	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RALU105440	6114BF01	DIRAF	2019	2019
	93	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJJNA37RAKU030243	5661BE01	INSPECTION DES SERVICES	2019	2019
	94	TOYOTA	RUSH	8	JEEP	MHKE8FE200K001733	2789BE01	MEDECIN CHEF DE CENTRE MEDICAL/DGI	2018	2018
	95	TATA	IP 613 NON AC		BUS	MAT381228J7L00046	5580BE01	TRANSPORT DU PERSONNEL/ CENTRE MEDICAL	2018	2019
	96	TATA	IP 613 NON AC		BUS	MAT381228J7L00867	5584BE01	TRANSPORT DU PERSONNEL/ CENTRE MEDICAL	2018	2019
	97	TATA	IP 613 NON AC		BUS	MAT381228J7L00002	5585BE01	DGRSG	2018	2019

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE	OBSERVATIONS
ADMINISTRATION CENTRALE	98	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD102971216	1482BF01	DRH /BUREAU VOYAGE	2019	2019
	99	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD102971581	1473BF01	COORDINATION	2019	2019
	100	TOYOTA	PRADO VX	13	JEEP	JTEBH3FJ10K209766	9262BE01	DIRECTEUR GENERAL	2019	2019
	101	TOYOTA	PRADO TX	13	JEEP	JTEBD9FJ10K023451	1484BF01	DGA/QAF	2019	2019
	102	TOYOTA	PRADO TX	13	JEEP	JTEBD9FJ50K023436	1468BF01	DGA/QFR	2019	2019
	103	TATA	LP 613 NON AC	40	BUS	MA1494051J7L00089	5858BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021
	104	TATA	LPO 1318	40	BUS	MA149252G0L04684	5793BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021
	105	TATA	LPO 1318	40	BUS	MA149252G0L04693	5791BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021
	106	TATA	LPO 1318	40	BUS	MA149252G0L04678	5800BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021
	107	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DKU850447	1306BG01	CD STATISTIQUES ET BUDGET DES RECETTES/DESCOM	2019	2020
	108	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77694	2525BH01	INSPECTEUR/CELLULE TECHNIQUE	2019	2020
	109	SUZUKI	GLAZ GLX BVA	8	VOITURE	MA3AVC71S00394664	3836BH01	SECRETARE DG	2019	2020
	110	SUZUKI	GLAZ GLX BVA	8	VOITURE	MA3AVC71S00390578	4792BH01	SECRETARE DGA/QAF	2019	2020
	111	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105527	5006BG01	DLEG	2019	2020
	112	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105456	4025BG01	DESCOM/COMMUNICATION	2019	2020
	113	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105696	6212BG01	DIREC	2019	2020
114	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105473	8403BG01	DIRINFO	2019	2020	
115	HYUNDAI	SANTAFE	9	JEEP	KMHS381CDKU142569	8508BJ01	DIRECTEUR DIREC	2020	2021	
116	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105481	5164BH01	DGBSG	2019	2020	

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE	OBSERVATIONS
DGE	1	HYUNDAI	PALISADE	9	JEEP	KMHL381CDMU243045	1175BK01	DIRECTEUR	2021	2021
	2	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084024	4505BL01	CD INFO ET LIAISONS	2021	2022
	3	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084042	4508BL01	CD ANTENNE KATANGA	2021	2022
	4	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084057	4506BL01	CD RESS HUM ET SERV GEN	2021	2022
	5	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084062	4500BL01	CD APPOINT ET CONT	2021	2022
	6	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084081	4503BL01	CD SECT STRAT	2021	2022
	7	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084166	4501BL01	CD GESTION	2021	2022
	8	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084170	4502BL01	CD CONTROLE FISCAL	2021	2022
	9	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084214	4504BL01	CD INFORMATIQUE	2021	2022
	10	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084223	4507BL01	CD RECOURVEMENT	2021	2022
	11	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTERB71J20006552	8494AL01	DGE	2011	2012
	12	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB871J407024851	6124AP01	DGE	2014	2014
	13	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB871J407024118	6280AP01	DGE	2014	2014
	14	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB7571J107025122	6019AP01	DGE	2014	2014
	15	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71J607017713	1124AJ05	DGE/ANTENNE KATANGA	2014	2014
	16	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71JX07017763	1125AJ05	DGE/ANTENNE KATANGA	2014	2014
	17	TOYOTA	HILUX	13	CAMIONNETTE	AHTFK22GG03050042	1400AE05	DGE/ANTENNE KATANGA	2010	2010
	18	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CDX02970302	1479BF01	DGE	2019	2019
	19	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD702970662	1481BF01	DGE	2019	2019
	20	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD302970416	1474BF01	DGE	2019	2019

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE	OBSERVATIONS
DUI-K	1	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHS381EDLU201626	3657BK01	DIRECTEUR DUL-K	2021	2021
	2	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D58626	9243BB01	CD SERVICES GENERAUX	2018	2019
	3	TOYOTA	LAND CRUSER	14	JEEP	JTGRB71J0A7004921	3222AH01	SIEGE	2010	2011
	4	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0027559	8543AT01	SIEGE	2013	2013
	5	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0015252	4954AK01	CDI KINSHASA	2011	2012
	6	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0031581	3262AN01	SIEGE	2013	2013
	7	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0015264	3436AK01	CDI KINSHASA/COURRIER	2013	2013
	8	TOYOTA	LAND CRUSER	14	JEEP	JTERB71J800064753	1251AM01	CDI KINSHASA	2012	2013
	9	TOYOTA	LAND CRUSER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014322	2788BE01	CDI KINSHASA	2018	2019
	10	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK8CD002971216	1477BF01	SIEGE	2019	2019
DPI/BANDUNDU	1	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHSN81DHU295752	5978BB01	DIRECTEUR PROVINCIAL	2018	2018
	2	NISSAN	BLEU		PICK-UP	JN1CTUD227005710B	0196AA11	SIEGE	2004	2005
	3	TOYOTA	HILUX		PICK-UP	AHTFK22G503034253	0197AA11	CIS KIKWIT	2008	2009
	4	NISSAN	HARBODY		PICK-UP	ADNJ98000E006611	0441AA12	SIEGE	2009	2010
	5	TOYOTA	HILUX		PICK-UP	AHTFK22G903069524	8492AL01	SIEGE	2011	2012
	6	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTERB71JX00072160	0833AA12	SIEGE	2012	2013
	7	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTEEV73JAJ0014300	1416AA12	SIEGE	2018	2019



SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE	OBSERVATIONS
DPI/EQUATEUR	1	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHSN81DHU295742	5982BB01	DIRECTEUR PROVINCIAL	2018	2018
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEBZ1J207017286	0575AA03	SIEGE	2013	2014
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEBF182041722	0001AA03	SIEGE	2008	2009
	4	NISSAN		14	CAMIONNETTE	00062968	0088AA26	SIEGE		2010
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV735001431	0900AA03		2018	2019
DPI/KASAI-OCIDENTAL	1	TOYOTA	PRADO TX	14	JEEP	JTEBD9FJ30K015156	1765AA08	DIRECTEUR PROVINCIAL	2014	2014
	2	TOYOTA	PRADO GX	14	JEEP	JTBK28J2800034547	0990AA08	INSPECTION	2006	2007
	3	NISSAN	NISSAN	14	JEEP	ANDJ980000E006680	1280AA08	DIV. GB&SG	2010	2010
	4	TOYOTA	HIACE	14	MINIBUS	LH119-0011427	KW2055BB	DIV. GB&SG	2007	2007
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73JXJ0014277	1993AA08		2018	2019
DPI/KASAI-ORIENTAL	1	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHSN81DHU295750	5980BB01	DIRECTEUR PROVINCIAL	2018	2018
	2	HYUNDAI	GALOPER	14	JEEP			DIV. GB & SG	1997	1998
	3	TOYOTA	HILUX	12	PICK UP	AHTFK22G602034018	055AA09	DIRECTION	2008	2009
	4	NISSAN	HARD BODY	12	PICK UP	ADNJ980000E006647	2020AA09	DIV. GB & SG	2009	2010
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	12	JEEP	JTRB71J400072087	3333AA09	DIRECTION	2013	2014
	6	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014288		DIRECTION	2018	2019

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE	OBSERVATIONS
DPI/KATANGA	1	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS		9571AN05	SIEGE	2017	2018
	2	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS		9572AN05	SIEGE	2017	2018
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71J607017713	1124AJ05		2013	2014
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71JX07017763	1125AJ05		2013	2014
	5	TOYOTA	HILUX	15	CAMIONNETTE	AHTFK22GG03050042	1400AE05		2010	2010
	6	TOYOTA	PRADO TXL	12	JEEP	JTEBH9FJ80K198431	9570AN05	DIRECTEUR PROVINCIAL	2017	2018
	7	TOYOTA	HILUX	12	PICK-UP	AHTFK6CD80004202	9573AN05	SIEGE	2017	2018
	8	TOYOTA	HILUX	12	PICK-UP	AHTFK6CD000046193	9571AN05	CDI LUBUMBASHI	2017	2018
	9	TOYOTA	HIACE	12	MINIBUS	JTFJK02P000031958	9572AN05	SIEGE	2017	2018
	10	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD802970279	1496BF01	CIS KOLWEZI	2019	2019
	11	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014281		CDI LUBUMBASHI	2018	2019
DPI/KONGO CENTRAL	1	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHNS81DHU295746	5977BB01	DIRECTEUR PROVINCIAL	2018	2018
	2	TOYOTA	RUNNER	15	JEEP	9008058	0615AA10	SIEGE	1990	1990
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	17	JEEP	14509	9353AJ10	SIEGE	2018	2018
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	207025501	4950AG10	SIEGE	2014	2014
	5	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	3033930	0600AA10	SIEGE	2008	2008
	6	TOYOTA	LAND CRUISER	17	JEEP	OO14495	9354AJ10	SIEGE	2018	2018
	7	NISSAN	HARD BODY	14	PICK-UP	Z0027660	1247AM01	CDI MATADI	2012	2012
	8	NISSAN	HARD BODY	14	PICK-UP	Z0027664	2401AC01	CDI MATADI	2011	2011
	9	TOYOTA	LAND CRUISER	17	JEEP	JTEEV73J5J0014509	9353AJ10	SIEGE	2018	2019
	10	TOYOTA	LAND CRUISER	17	JEEP	JTEEV73J5J0014595	9354AJ10	SIEGE	2018	2019
DPI/MANIEMA	1	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHU810DEU399745	5975AS01	DIRECTEUR PROVINCIAL	2014	2015
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014513			2018	2019



SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE	OBSERVATIONS	
DPI/PROVINCE ORIENTALE	1	HYUNDAI	SANTA FE GL	14	JEEP	KMHISU81CDFU397905	2194AS01	DIRECTEUR PROVINCIAL	2014	2015	
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEBB71J807042743		CDI KISANGANI	2018	2019	
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEBB71J304338290		CDI KISANGANI	2018	2019	
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEBB71607045589	6812AA25	CDI KISANGANI	2018	2019	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEBB71J607045625		SIEGE	2018	2019	
DPI/NORD-KIVU	1	FORD			CAMIONNETTE	FE406W492493	0006AA19	SIEGE	2006	2007	AMORTI
	2	TOYOTA	HILUX		PICK-UP	AHTFK22G-503034026	0005AA19	SIEGE	2008	2009	AMORTI
	3	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTEBXX91J10K114927	5913AC19		2013	2013	AMORTI
	4	TOYOTA	HILUX		PICK-UP	MBOFR226700752	5912AA19	CDI GOMA	2013	2013	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	KZI950001132	0007AA19	CDI GOMA	2008	2009	AMORTI
DPI/SUD-KIVU	6	FORD			CAMIONNETTE	IZL15PLA3DHC	1399AA19	CIS BUTEMBO	2006	2007	MAUVAIS ETAT
	7	FORD			CAMIONNETTE		8100AA19	CIS BENI	2010	2010	
	8	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTEEV73J0J0014272	0949AP19	CDI GOMA	2018	2019	
	9	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTEEV73J0J0014273	0948AP19	DIRECTION	2018	2019	
	1	TOYOTA	HARRIER	7	JEEP	ACU10-0004797	0009AA22	DIRECTION	2001	2002	
	2	FORD	RANGER	15	PICK UP	MNCBSFE406W493680	0003AA22	CIS IBANDA	2005	2006	
	3	TOYOTA	HILUX	15	PICK UP	D915417FB	0002AA22	DIV. RECOUVREMENT	2008	2008	
	4	NISSAN	HARD BODY	15	PICK UP	ADN1980000E006241	2399AB19	CIS KADUTU	2008	2008	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	15	JEEP	JTERB71J00069647	4900AB	DIRECTION	2007	2013	
	6	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014274	5164AC22		2018	2019	

IV.4.3. Situation des motos

A la clôture de l'année 2021, la situation des motos mises à la disposition des Services se présente comme suit :

N°	SERVICE	NOMBRE
1	DUI-K	51
2	DPI/BANDUNDU	29
3	DPI/KONGO CENTRAL	3
4	DPI/EQUATEUR	19
5	DPI/KASAI-OCCIDENTAL	27
6	DPI/KASAI-ORIENTAL	47
7	DPI/KATANGA	9
8	DPI/PROVINCE ORIENTALE	25
9	DPI/SUD-KIVU	14
TOTAL		224

IV.4.4. Situation des hors-bords

A fin 2021, la situation des hors-bords se présente de la manière ci-dessous :

N°	SERVICE	ANNEE DE MISE EN CIRCULATION	AFFECTATION
DUIK			
1	YAMAHA		CIS/NSELE
DPI/BANDUNDU			
1	YAMAHA	2013	
2	YAMAHA	2020	CIS/NIOKI
DPI/EQUATEUR			
1	YAMAHA	2010	CIS/MBANDAKA
2	YAMAHA	2011	CIS/LUKOLELA
DPI/KASAI-ORIENTAL			
	YAMAHA	1	2010
			CIS/LUSAMBO



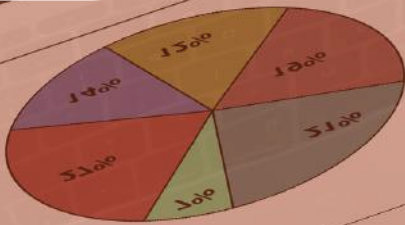
Inauguration du Pont Kasai

INFORMATISATION



DES SERVICES

V



Les efforts consentis par la DGI au cours de l'année 2021 dans le cadre de l'informatisation des services méritent d'être renforcés notamment à travers les activités ci-après :

1. Dans le domaine de l'informatisation des services

- La migration de l'application des GESRECOUP d'Access vers la version Web ;
- L'interfaçage de l'application GESIMPOT avec l'applicatif ISYS-REGIES ;
- L'interaction des applications des services métier GESIMPOT, DGIREP et GESRECOUP ;
- La finalisation du développement du logiciel de gestion de patrimoine ;
- Le développement du logiciel de gestion des ressources humaines ;
- La personnalisation et le déploiement du logiciel de gestion des courriers ;
- L'informatisation progressive des CIS en vue de l'application des nouvelles procédures fiscales et de la gestion de la TVA ;
- La finalisation des travaux de consolidation de la base de données des DPI/ Bandundu, Equateur et Maniema ;
- L'acquisition d'un logiciel de gestion intégrée de l'impôt à travers les différents projets pilotés par le Ministère des Finances ;

- Le développement et l'utilisation des moyens digitaux comme un des canaux de paiement des impôts, taxes et redevances dus au Pouvoir Central ;
- Le développement de la sécurité numérique ;
- La finalisation du projet de transmission automatique des données vers l'entrepôt des données financières de l'Etat ;
- Le déploiement des postes déconcentrés d'attribution du Numéro Impôt dans les Directions Provinciales des Impôts de l'Equateur et du Maniema.

2. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Télé déclaration

- La poursuite de la vulgarisation de l'utilisation de la plateforme de télé déclaration aux contribuables de la DGE ;
- L'extension de la Télé déclaration aux contribuables relevant des CDI.

3. Dans le cadre du projet SYCOGD-TVA

- La poursuite de l'exécution du projet de mise en place d'un système de collecte et de gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis au moyen des dispositifs électroniques fiscaux.

4. Dans le domaine du renforcement des capacités des utilisateurs

- Le renforcement des capacités des informaticiens.



REFORMES ET PERSPECTIVES

Echangeur de Limete

**MISE EN OEUVRE
D'AVENIR**

VI



Au cours de l'année 2021, la DGI s'est employée à la mise en œuvre des innovations contenues dans la Loi de finances initiale n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021 ainsi que la poursuite des réformes fiscales de fond entreprises depuis 2003.

VI.1. LES REFORMES MISES EN ŒUVRE PAR LA DGI

Les réformes mises en œuvre par la DGI au cours de l'exercice 2021 visent la mobilisation accrue des recettes, la modernisation de l'Administration fiscale ainsi que l'amélioration du climat des affaires. Elles se sont matérialisées, d'une part, par les mesures réglementaires à caractère fiscal et, d'autre part, par les mesures fiscales contenues dans la Loi de finances initiale n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021 proposées pour la réalisation des prévisions des recettes des impôts en 2021 dont les principales sont reprises ci-dessous :

a) Mesures législatives

- la suppression de l'exonération à la TVA des opérations d'importation des marchandises par les entreprises minières en phase d'exploitation ;
- le renforcement du dispositif de lutte contre la fraude fiscale en matière de prix de transfert ;
- la limitation de l'action en recouvrement forcé à la hauteur des sommes correspondant à la créance de l'État poursuivie ;
- l'obligation de rapatriement d'une quotité des recettes d'exportation en

vue d'adapter la législation sur la TVA à la réglementation de change ;

- la réduction des délais d'introduction et d'instruction d'une réclamation en phase administrative de six à trois mois.

b) Mesures administratives

- l'implication du Gouvernement pour l'acquisition d'un logiciel approprié de gestion intégrée de l'impôt ;
- l'implication du Gouvernement pour l'application rigoureuse de la réglementation sur le numéro impôt par l'ensemble des services publics (Ministères, Établissements et Organismes publics, Provinces, Entités Territoriales Décentralisées, etc.) ;
- le recensement général des opérateurs économiques afin de fiscaliser le secteur informel pour l'élargissement de l'assiette fiscale ;
- la prise en compte des bases imposables redressées dans les déclarations futures des contribuables ;
- le renforcement des mesures de recouvrement forcé à l'encontre des défaillants en paiement (Avis à tiers détenteurs, saisies mobilières, immobilières et les ventes qui en découlent, fermeture provisoire des établissements par l'apposition de scellés) ;
- l'implication du Gouvernement pour la systématisation de la présentation d'une attestation fiscale auprès de la DTO pour le paiement des dettes envers l'État et à la sortie du territoire national ;
- l'implication du Gouvernement pour l'adhésion de la RDC au Forum Mondial de l'OCDE sur l'échange de renseignements relatifs au prix de transfert ;

- la finalisation du protocole d'accord de collaboration pilote avec l'Hôtel de Ville de Kinshasa pour la maîtrise du répertoire et de la volatilité des assujettis en matière de l'impôt forfaitaire à charge des micro-entreprises au titre d'IBP ;
- l'implication du Gouvernement pour l'application intégrale des dispositions de la Circulaire Interministérielle n° 001CAB/VPM-MIN/BUDGET/2014 et n° CAB/MIN/FINANCES/2014/05 du 07 mai 2014 relative aux modalités de retenue et de reversement de l'Impôt Professionnel sur les Rémunérations, sur les primes, collations et autres avantages payés aux Fonctionnaires et Agents Publics et aux membres des Institutions Nationales et Provinciales et des Assimilés ;
- l'accompagnement du Gouvernement pour la retenue et le reversement des IPR des engagés locaux des missions diplomatiques (consulaires) et organismes internationaux ;
- l'accompagnement du Gouvernement pour la retenue et le reversement des IPR des employés des agences d'exécution ;
- l'implication du Gouvernement pour l'acquisition du dispositif de la remontée des informations sur la TVA collectée sur les opérations réalisées par les assujettis au serveur de la DGI (caisses enregistreuses) ;
- l'implication du Gouvernement pour la facturation et la collecte de la TVA sur les marchés publics financés par les Gouvernements Central et provinciaux ;
- l'implication du Gouvernement pour le reversement total de l'IPR et de la TVA par les entreprises du portefeuille de l'État.

VI.2. PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans l'objectif de la maximisation des recettes et de la modernisation de la DGI, les mesures suivantes sont envisagées :

VI.2.1. En ce qui concerne la réforme des structures

La DGI a élaboré et soumis à l'Autorité de tutelle un projet de Décret modifiant et complétant le Décret n° 017/2003 du 2 mars 2003 portant création de la Direction Générale des Impôts, lequel propose notamment :

- la restructuration de l'Inspection des Services par la création de deux nouveaux Services, tous rattachés à la Direction Générale et dirigés par des Directeurs, en l'occurrence le Service d'Audit interne et l'Inspection des Services ;
- la création d'une nouvelle Direction au sein de l'Administration centrale dénommée « Direction de la Formation » ;
- la scission de la Direction de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux en deux Directions distinctes : la « Direction de la Gestion Budgétaire » et la « Direction des Services Généraux » ;
- la création d'une nouvelle Direction au sein de la DGI, dénommée « Direction des Affaires Juridiques chargée, notamment des questions juridiques autres que fiscales, avec des attributions distinctes de celles de la Direction de la Législation et de la Coopération Fiscale internationale ;
- la création des « Directions des Moyennes Entreprises » et des « Directions des Entreprises de Petite Taille » en remplacement des actuelles Direction Urbaine des Impôts de Kinshasa et des Direction Provinciale des Impôts.

VI.2.2. En ce qui concerne la réforme de la législation fiscale

La poursuite de la réforme de la législation fiscale est préconisée par la DGI à fin 2021 à travers :

- la consolidation de la réforme de la fiscalité indirecte (TVA) ;
- le renforcement du dispositif législatif sur le prix de transfert ;
- l'amélioration des procédures fiscales dans le sens de renforcer l'efficacité de l'action de l'Administration des Impôts ;
- la réforme de la fiscalité directe par l'institution d'un impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et d'un impôt sur les sociétés (IS).

VI.2.3. En ce qui concerne le dispositif d'appui à la gestion de l'impôt

La mise en place du plan de modernisation du système informatique de la DGI comprend notamment :

- 1) la consolidation des bases des données par :
 - la réorganisation des applications informatiques métiers par leur migration vers les applications Web ;
 - la poursuite de la mise en œuvre des télé-procédures (télé-déclaration et télé-paiement) ;
 - la poursuite de l'implémentation des applications informatiques métiers (immatriculation des contribuables, gestion de l'impôt et banque des données des recoupements) ;
- 2) l'acquisition d'un dispositif informatique pour la collecte et la gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis devant permettre la remontée des informations à la DGI ;

- 3) l'acquisition d'un logiciel de gestion intégrée de l'impôt ;
- 4) la poursuite de l'installation des postes déconcentrés d'attribution du NIF au sein des DPI non encore connectées au serveur central.

VI.2.4. En ce qui concerne le renforcement des capacités du personnel

- 1) la poursuite de la vulgarisation de la législation en matière de TVA ;
- 2) l'organisation des sessions de formation, notamment, par rapport aux matières ci-après :
 - prix de transfert ;
 - contrôle fiscal des entreprises des secteurs minier, bancaire, d'hydrocarbure et de télécommunication ;
 - normes comptables internationales pour le contrôle des banques commerciales ;
 - exercice du droit d'enquête et du droit de visite et de saisie ;
 - TVA ;
 - droit OHADA ;
 - dépenses fiscales ;
 - prévisions budgétaires des recettes fiscales ;
 - statistique descriptive ;
 - audit interne.

Fait à Kinshasa, le 05 JUILLET 2023

Barnabé MUAKADI MUAMBA





REFORMES MISES EN OEUVRE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

FREE
ENTRANCE

PROCESSION DES DIRECTEURS



**MUDERHWA
IGULU**
1989-1990



**BANGULI
NSAMBUE MBALI**
1990-1991



**LOFUMBWA
BOKILA**
1991-1992



**MONGBONDO
NDJ'UMBAMBELE**
1992-1997



**Laurent
BATUMONA K.K.**
1997-2001



**Charles
DIMOKE DUMBU T.**
DG a.i.
2001-2002



**François KABALA
ILUNGA MBIDI**
2002-2005



**Norbert LEMVI
MBUNZIMU DG a.i.**
Oct. 2005-Mars 2006

GENERAUX DE LA DGI



**Sam BOKOLOMBE
BATULY**
Mars 2006-Déc. 2007



**Claude KALUBI-BA-
TABELA-NE-BATOKE**
Déc. 2007-Déc. 2008



**Florentin MANGENDA
MUKOKO DG a.i.**
Janv. 2009-Août 2009



**Vincent KABWA
KANYAMPA
DG a.i.**
Août 2009-Mai 2010



**Dieudonné LOKADI
MOGA**
Mai 2010-Nov. 2016



**SELE
YALAGHULI**
Nov. 2016-Août 2019



**NGOY YAV N'ZAM
DG a.i.**
Sept. 2019-Juin 2020

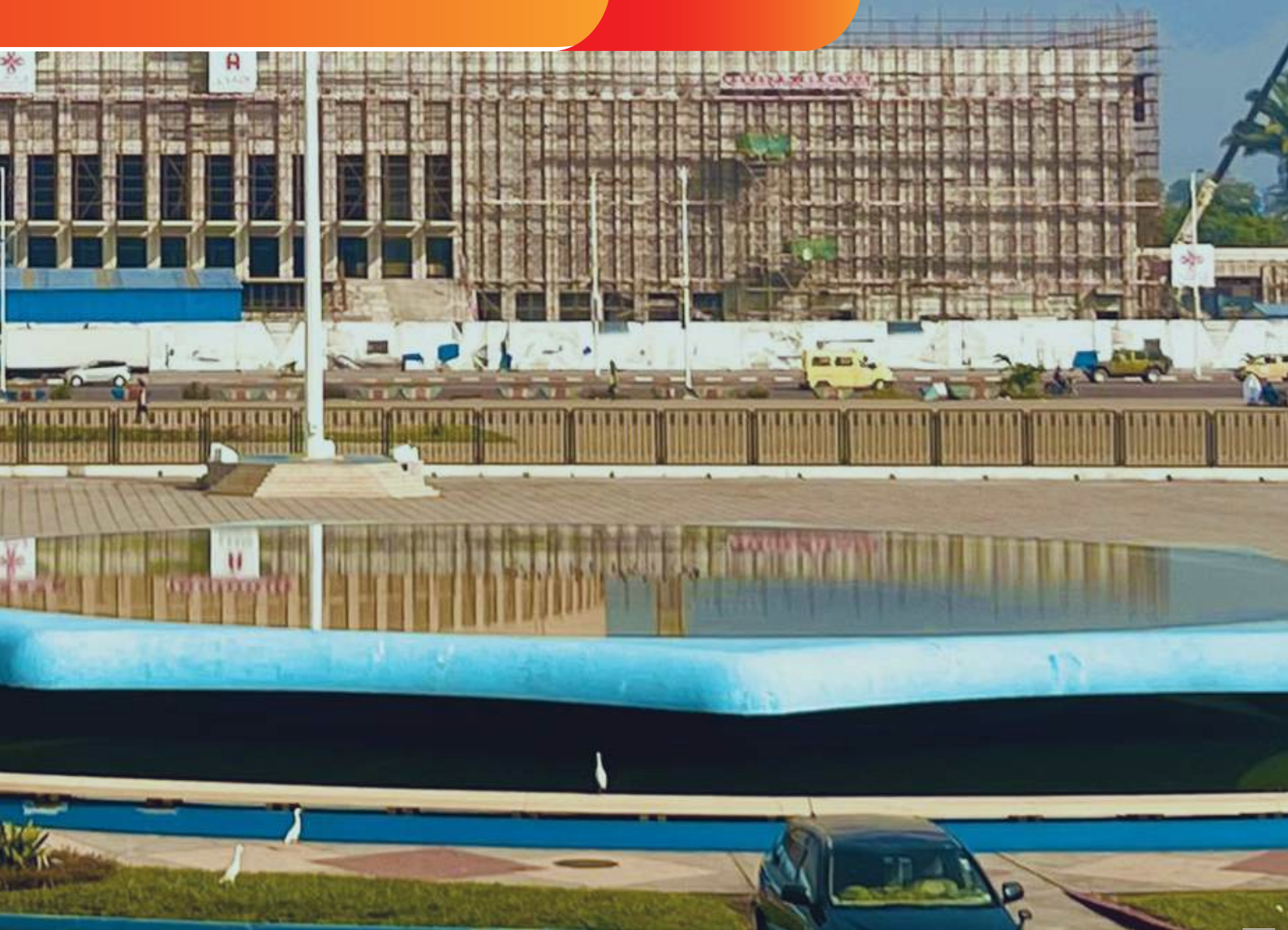


**Barnabé MUAKADI
MUAMBA**
Juin 2020-





ANNEXES



ANNEXE N° 1. PREVISIONS BUDGETAIRES DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT / EXERCICE 2021

N°	NATURE D'IMPÔT	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	TAUX DE PARTIC.
A.	RECETTES HORS TVA														
L.	IMPÔTS SUR LES RÉMUNÉRATIONS	150 342 851 894,27	113 373 320 379,98	117 519 898 003,67	118 105 075 074,37	119 448 495 659,66	120 306 021 871,10	121 051 055 868,83	123 182 272 419,03	124 148 248 134,18	125 902 056 601,50	126 536 873 451,77	126 637 626 802,83	1 487 153 766 174,19	25,75%
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	76 065 284 201,01	52 970 294 294,23	54 116 530 786,71	54 439 203 470,37	55 576 856 212,36	56 156 570 056,83	57 291 226 196,44	58 358 049 957,15	58 634 082 045,01	60 112 527 133,36	60 271 083 460,18	60 136 904 356,51	704 128 633 430,75	12,19%
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Membres des Institutions Politiques	5 467 066 844,93	5 467 066 844,93	5 467 066 844,93	5 467 066 844,93	5 467 066 844,93	5 467 066 844,93	5 467 066 844,93	5 467 066 844,93	5 467 066 844,93	5 467 066 844,93	5 467 066 844,93	5 467 066 844,93	65 604 802 139,15	1,14%
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Fonctionnaires et Agents publics														
71 121	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Autres fonctionnaires et Agents publics	15 442 294 918,32	15 442 294 918,32	15 442 294 918,32	15 442 294 918,32	15 442 294 918,32	15 442 294 918,32	15 442 294 918,32	15 442 294 918,32	15 442 294 918,32	15 442 294 918,32	15 442 294 918,32	15 442 294 918,32	185 307 539 019,79	3,21%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Espatriés	2 202 447 187,87	2 202 447 187,87	2 202 447 187,87	2 202 447 187,87	2 202 447 187,87	2 202 447 187,87	2 202 447 187,87	2 202 447 187,87	2 202 447 187,87	2 202 447 187,87	2 202 447 187,87	2 202 447 187,87	26 429 366 254,40	0,46%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Espatriés (IIEIE)	27 054 157 786,31	19 223 206 776,19	21 146 918 273,49	21 284 703 585,73	21 392 699 971,93	21 538 509 571,88	21 648 925 821,12	21 892 661 274,99	22 254 776 236,08	22 399 300 367,18	22 649 264 573,06	22 772 566 325,06	245 257 692 503,02	4,39%
71 113	Impôt sur les revenus salariaux des Espatriés (IIEIE)	24 111 600 955,84	18 067 980 351,45	19 144 619 992,35	19 269 359 087,16	19 367 129 823,66	19 499 133 371,29	19 599 094 900,16	19 819 752 235,79	20 147 580 301,98	20 278 420 149,84	20 504 716 467,42	20 616 345 190,15	240 425 732 827,08	4,16%
II.	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	47 079 201 723,74	39 530 409 056,31	38 498 456 643,57	561 352 669 315,52	333 554 666 937,24	54 553 702 508,88	352 401 722 451,91	77 529 526 455,68	361 240 135 097,68	76 271 225 705,78	370 053 171 022,48	87 874 339 485,83	2 369 959 226 457,62	41,04%
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	13 528 286 033,35	9 869 669 567,39	9 869 669 567,39	529 737 087 372,58	302 558 986 844,66	21 053 852 544,09	317 934 745 482,92	42 541 974 097,53	330 202 865 270,24	45 290 159 519,28	340 075 894 901,84	28 162 751 895,00	1 991 425 885 097,16	27,52%
	Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
	Impôt Spécial sur les Plus-Values de cessions d'actions ou de parts sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	3 449 706 348,35	422 057 733,27	422 057 733,27	2 882 876 374,15	422 057 733,27	222 322 702,01	211 521 028,60	206 120 191,89	200 719 355,19	198 018 936,84	192 618 100,13	189 917 681,78	9 019 993 918,75	0,30%
	Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises	3 406 499 654,70	378 851 039,62	378 851 039,62	2 467 652 564,83	378 851 039,62	179 116 008,37	179 116 008,37	179 116 008,37	179 116 008,37	179 116 008,37	179 116 008,37	179 116 008,37	8 264 517 396,27	0,22%
	Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises	43 206 693,64	43 206 693,64	43 206 693,64	415 223 809,33	43 206 693,64	43 206 693,64	32 405 020,23	27 004 183,53	21 603 346,82	18 902 928,47	13 502 091,76	10 801 673,41	755 476 521,28	0,02%
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services de non-résidents	15 046 328 651,01	15 046 328 651,01	15 046 328 651,01	15 046 328 651,01	15 046 328 651,01	15 046 328 651,01	15 046 328 651,01	15 046 328 651,01	15 046 328 651,01	15 046 328 651,01	15 046 328 651,01	15 046 328 651,01	180 555 945 813,48	3,13%
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	15 054 880 091,03	14 212 353 143,64	13 160 400 691,91	13 686 376 917,78	15 527 293 708,31	17 031 198 611,78	19 209 127 289,38	19 735 103 515,25	15 790 281 821,24	15 776 718 612,66	14 738 329 369,51	14 475 341 255,74	188 957 405 628,23	3,22%
III.	IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
	Impôt sur le Chiffre d'Affaires à l'Intérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
IV.	AUTRES RECETTES	3 141 284 949,86	2 397 011 210,98	2 397 011 210,98	2 397 011 210,98	2 397 011 210,98	4 780 648 157,02	5 983 646 693,74	9 005 777 584,03	9 468 732 165,49	9 561 664 769,32	6 663 444 017,47	6 097 230 987,31	64 290 474 168,16	1,11%
71 431 1	Immatriation des véhicules	377 886 273,24	377 886 273,24	377 886 273,24	377 886 273,24	377 886 273,24	377 886 273,24	377 886 273,24	377 886 273,24	377 886 273,24	377 886 273,24	377 886 273,24	377 886 273,24	4 534 635 278,88	0,08%
74 233 9	Vente des imprimés	26 974 567,34	22 744 783,72	22 744 783,72	22 744 783,72	22 744 783,72	22 744 783,72	22 744 783,72	22 744 783,72	22 744 783,72	22 744 783,72	22 744 783,72	22 744 783,72	277 167 188,25	0,00%
71 181	Amendes et pénalités	2 736 424 109,29	1 996 380 154,02	1 996 380 154,02	1 996 380 154,02	1 996 380 154,02	4 380 017 190,06	5 583 015 636,79	8 605 146 527,07	9 068 101 108,53	9 161 033 712,36	6 262 412 960,51	5 696 599 930,35	59 478 671 701,03	1,03%
	SOUS-TOTAL HORS TVA	200 563 338 567,87	155 320 710 679,27	158 415 365 858,22	681 854 755 620,87	455 400 173 807,88	179 640 372 537,00	480 036 425 014,48	209 717 576 458,75	494 857 115 397,35	211 734 947 090,60	503 253 488 491,72	190 609 197 275,97	3 921 403 466 799,97	67,99%
B.	RECETTES TVA														
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE SUR DECLARATIONS	141 512 292 942,24	140 126 500 590,85	141 701 859 023,18	141 928 466 227,02	141 928 466 227,02	142 346 254 996,63	142 780 230 483,40	143 018 251 443,11	143 354 263 248,16	143 613 629 367,06	143 845 626 774,83	143 956 031 351,44	1 710 241 302 933,01	29,61%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE RECOURÉE SUR AMR A	3 210 558 904,55	3 179 118 768,23	3 214 859 092,29	3 218 571 126,38	3 220 000 848,22	3 234 016 925,58	3 239 347 929,90	3 244 725 340,87	3 252 348 605,79	3 258 232 972,36	3 263 496 411,54	3 266 001 214,42	38 801 084 747,14	0,67%
	SOUS-TOTAL TVA	144 722 851 146,78	143 305 619 358,08	144 916 718 115,47	145 075 274 319,48	145 148 467 075,24	145 780 271 922,21	146 020 578 413,30	146 262 976 783,98	146 606 611 853,95	146 871 862 339,43	147 109 123 186,37	147 222 032 565,86	1 749 042 387 680,15	30,28%
	TOTAL RECETTES HORS PÉTROLIERS PRODUCTEURS	345 286 189 714,65	296 626 330 028,35	303 332 084 502,69	829 930 029 940,34	600 548 640 883,12	325 420 644 499,21	626 057 003 427,78	555 980 553 242,75	441 463 727 851,34	388 066 809 430,03	630 862 611 678,04	637 831 229 841,82	5 670 445 854 480,12	98,18%
	IBP DES PÉTROLIERS PRODUCTEURS	7 312 355 088,33	7 356 986 351,02	7 444 156 667,86	17 518 048 565,79	7 783 710 412,89	7 796 826 461,00	7 851 222 900,09	8 095 919 673,11	8 144 772 570,73	8 343 721 477,72	8 554 085 279,22	8 684 613 396,09	104 846 418 863,85	1,82%
	RECETTES GLOBALES	352 598 544 822,98	303 983 316 379,37	310 776 241 250,55	844 448 078 506,13	608 332 353 296,01	333 217 470 920,21	633 908 226 327,87	364 076 472 915,86	649 608 499 822,03	366 910 530 907,74	638 916 696 957,25	646 515 843 257,92	5 775 292 273 343,97	100,00%

ANNEXE N° 2. RECETTES COMPTABILISEES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/EXERCICE 2021

N°	NATURE D'IMPOT	JANVIER	FEBVIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	CUMUL	Taux de Part.
A. RECETTES HORS TVA															
I. IMPOTS SUR LES REMUNERATIONS															
71 111.1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	140 559 591 770,27	88 856 739 940,20	134 620 701 553,07	138 655 841 853,64	124 518 859 154,95	124 214 634 912,34	127 128 931 225,48	130 748 571 798,46	123 396 589 422,10	125 925 837 434,67	96 870 290 940,56	175 574 560 208,31	1 531 070 833 214,15	24,01%
71 111.2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	67 566 772 482,57	49 033 244 240,03	47 710 202 464,51	56 666 298 539,42	48 326 202 322,39	56 452 045 829,17	54 108 886 162,71	57 429 463 194,37	48 089 536 046,66	50 143 415 478,36	50 282 694 424,12	61 847 806 551,55	647 656 727 735,86	10,16%
71 111.3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	2 402 889 664,00	28 483 009,00	4 953 418 214,50	4 811 051 257,00	7 812 928 465,00	7 794 968 842,00	8 127 059 421,70	7 887 996 760,05	7 928 746 328,45	8 461 656 313,00	538 424 540,26	16 193 538 128,00	76 941 180 942,96	1,21%
71 111.4	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/autres fonctionnaires et Agents publics	31 810 595 987,03	8 604 656 706,24	50 358 819 864,35	41 183 165 186,00	18 357 755 309,00	18 357 755 309,00	20 544 561 773,00	21 759 512 775,43	22 642 561 145,23	24 807 634 659,24	791 408 304,56	46 874 833 814,84	306 093 350 854,82	4,89%
71 111.5	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régions financières	1 291 244 713,31	544 970 660,33	2 377 832 125,48	2 743 603 598,29	15 579 966 207,31	3 723 316 601,81	12 358 205 723,16	5 049 322 822,46	8 429 043 122,12	6 788 048 648,46	7 072 757 062,75	9 945 367 425,51	75 904 368 711,99	1,19%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Espatriés	20 865 549 534,69	13 318 591 495,35	12 928 936 647,51	14 173 838 230,53	16 130 786 746,64	17 545 966 079,41	13 305 657 773,83	17 617 406 624,88	17 112 500 289,48	16 454 300 471,55	17 341 030 093,29	18 551 663 286,66	195 346 887 273,82	3,06%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Espatriés (HER)	16 622 539 387,77	17 326 793 820,35	16 291 492 236,72	19 077 795 042,40	18 311 130 104,61	20 340 582 250,95	18 684 563 371,08	21 008 869 021,27	19 193 312 490,16	19 270 121 872,06	20 845 886 515,58	22 161 231 001,75	229 128 317 714,70	3,59%
II. IMPOTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS															
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	6 019 671 238,39	4 084 042 975,09	19 842 869 436,29	635 502 666 852,07	351 816 042 034,00	115 140 621 475,41	328 587 611 313,03	21 009 832 219,51	258 931 580 624,53	162 066 475 951,08	216 790 321 379,34	73 460 962 660,22	2 193 792 619 040,78	27,52%
71 123	Impôt Spécial sur les Profits Fisctionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 801 139,00	0,23%
71 124	Impôt Spécial sur les Plus-Values de cessions d'actions ou de parts sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,30%
71 125	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	2 384 922 290,04	904 145 376,59	595 845 699,56	1 614 003 202,73	391 907 153,06	176 787 919,43	325 550 801,44	358 022 600,77	471 881 009,75	394 293 218,23	505 673 755,66	397 347 661,13	8 520 440 688,39	0,30%
71 126	Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises	2 336 317 308,04	814 265 539,59	515 754 684,07	1 307 407 329,23	336 964 383,73	149 300 256,43	282 706 038,46	296 577 733,86	439 103 309,75	366 506 586,23	488 768 843,66	370 343 429,20	7 723 606 698,25	0,22%
71 127	Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises	48 604 982,00	89 879 781,00	80 091 015,49	306 595 873,50	55 002 709,33	27 887 663,00	42 790 762,98	61 444 866,91	12 777 700,00	27 788 632,00	16 905 712,00	27 204 231,93	796 573 990,14	0,02%
71 128	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	9 307 902 868,78	6 900 649 198,64	55 381 558 859,30	7 726 194 636,43	9 741 198 382,80	12 251 768 409,14	10 228 268 892,71	8 806 126 322,32	9 520 115 399,04	11 200 446 249,51	9 888 611 777,28	13 029 994 853,09	164 042 791 849,24	2,57%
71 113	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	16 903 728 754,07	23 283 673 678,56	14 997 270 593,06	20 900 772 654,38	14 567 056 224,60	35 800 895 399,88	47 564 987 009,69	44 524 895 466,71	33 200 765 530,98	18 259 663 553,61	37 244 679 072,49	36 354 759 257,54	345 684 147 195,57	5,99%
III. IMPOTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES															
71 114	Impôt sur le Chiffre d'Affaires à l'Intérieur	0,00	110 262,66	0,00	0,00	62 494,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 545 280,31	0,00%
IV. AUTRES RECETTES															
71 451.1	Immatriation des véhicules	2 661 795 303,06	5 666 644 076,25	13 105 253 651,55	6 456 300 383,90	4 544 718 140,58	36 763 135 675,82	83 127 110 823,24	10 970 016 156,41	2 128 386 486,95	16 081 904 676,72	11 106 147 547,38	7 973 870 792,71	200 585 283 716,57	3,15%
74 233.9	Verse des imprimés	291 991 611,07	342 665 709,58	325 591 021,30	391 806 570,09	141 474 182,86	369 387 108,82	404 377 374,69	319 733 165,58	235 097 700,11	417 884 772,95	377 037 138,21	314 341 799,85	3 932 678 153,11	0,06%
71 181	Amendes et pénalités	53 803 752,33	293 827 353,16	13 022 290,34	3 074 403,22	2 991 228,50	2 898 178,00	14 800 624,40	5 858 413,50	18 383 514,05	11 139 602,43	7 536 816,54	25 273 288,01	452 609 464,48	0,01%
SOUS-TOTAL HORS TVA															
		177 837 612 204,61	129 756 065 510,09	238 543 495 793,03	810 855 779 584,05	805 579 904 484,05	324 437 843 792,02	596 962 463 066,49	216 417 464 564,18	427 648 318 473,37	334 628 754 746,41	372 405 724 472,71	306 791 495 433,00	4 441 865 462 124,01	69,67%
B. RECETTES TVA															
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS															
71 116	Taxe sur la Valeur Ajoutée Recouvrée sur AM-A	145 195 180 124,72	125 488 358 595,41	124 883 656 674,99	132 316 001 484,16	139 099 974 745,53	138 663 018 266,68	140 185 311 010,73	161 441 531 155,70	151 032 056 033,35	180 056 260 700,20	155 020 189 246,33	158 196 175 254,02	1 751 577 722 371,82	27,47%
71 117	Taxe sur la Valeur Ajoutée Recouvrée sur AM-B	2 149 420 202,10	3 751 350 024,23	3 142 524 034,20	1 803 426 769,93	3 785 703 120,27	3 661 300 710,11	2 883 167 760,34	5 053 081 082,50	9 425 171 521,87	5 168 037 261,10	4 803 784 102,18	5 079 575 621,93	50 706 542 201,76	0,89%
SOUS-TOTAL TVA															
		147 344 600 326,82	129 239 708 619,64	128 026 180 709,19	134 119 428 254,09	142 885 677 865,80	142 324 318 967,79	143 068 478 771,07	166 494 612 238,20	160 457 227 555,22	185 224 307 041,30	159 823 973 348,51	163 275 750 875,95	1 802 284 564 575,58	28,27%
TOTAL RECETTES HORS IBI DES PETROLIERS PRODUCTEURS															
		325 182 212 531,43	258 995 714 129,73	366 569 676 502,22	944 975 207 838,14	648 465 583 349,85	466 762 162 759,81	740 030 941 837,56	382 912 076 802,38	588 106 146 028,59	519 853 061 767,71	532 229 697 821,22	470 067 246 308,95	6 244 149 726 097,59	97,93%
IBI DES PETROLIERS PRODUCTEURS															
		7 796 354 734,61	12 418 826 195,54	4 658 392 469,12	19 796 131 862,84	10 147 649 885,02	11 290 933 796,19	4 774 448 999,07	12 065 329 763,42	14 737 007 840,12	13 903 491 206,50	4 896 284 483,70	15 328 878 657,40	131 834 236 935,53	2,07%
RECETTES GLOBALES															
		332 978 567 266,04	271 414 540 325,27	371 228 068 971,41	964 771 339 700,98	658 615 231 934,87	478 053 096 556,00	744 805 387 836,66	394 977 406 565,60	602 883 753 865,71	533 756 552 994,23	537 123 982 304,92	485 306 124 966,35	6 375 984 053 291,12	100,00%



ANNEXE N° 3. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI EXERCICE 2021/ PAR NATURE D'IMPOT

N°	NATURE D'IMPOT	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUTION	TAUX DE PARTICIP.
A	RECETTES HORS TVA					
I.	IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	1 487 153 766 174,19	1 531 070 833 214,15	43 917 067 039,96	102,95%	24,01%
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	704 128 633 430,75	647 656 727 735,86	-56 471 905 694,89	91,98%	10,16%
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Membres des Institutions Politiques	65 604 802 139,15	76 941 180 942,96	11 336 378 803,81	117,28%	1,21%
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Fonctionnaires et Agents publics					
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Autres fonctionnaires et Agents publics	185 307 539 019,79	306 093 350 834,82	120 785 811 815,03	165,18%	4,80%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Agents des Régies financières	26 429 366 254,40	75 904 368 711,99	49 475 002 457,59	287,20%	1,19%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	265 257 692 503,02	195 346 887 273,82	-69 910 805 229,20	73,64%	3,06%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	240 425 732 827,08	229 128 317 714,70	-11 297 415 112,38	95,30%	3,59%
II.	IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	2 369 959 226 457,62	2 710 198 799 912,98	340 239 573 455,36	114,36%	42,51%
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	1 991 425 883 097,16	2 193 792 619 040,78	202 366 735 943,62	110,16%	34,41%
	Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires	0,00	158 801 139,00	158 801 139,00		
71 123	Impôt Spécial sur les Plus-Values de cessions d'actions ou de parts sociales	0,00	0,00	0,00		
	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	9 019 993 918,75	8 520 440 688,39	-499 553 230,36	94,46%	0,13%
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises</i>	<i>8 264 517 396,97</i>	<i>7 723 866 698,25</i>	<i>-540 650 698,72</i>	<i>93,46%</i>	<i>0,12%</i>
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises</i>	<i>755 476 521,78</i>	<i>796 573 990,14</i>	<i>41 097 468,36</i>	<i>105,44%</i>	<i>0,01%</i>
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	180 555 943 813,48	164 042 791 849,24	-16 513 151 964,24	90,85%	2,57%
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	188 957 405 628,23	343 684 147 195,57	154 726 741 567,34	181,88%	5,39%
III.	IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	0,00	10 545 280,31	10 545 280,31	100,00%	0,00%
	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur	0,00	10 545 280,31	10 545 280,31	100,00%	0,00%
IV.	AUTRES RECETTES	64 290 474 168,16	200 585 283 716,57	136 294 809 548,41	312,00%	3,15%
71 451 1	Immatriculation des véhicules	4 534 635 278,88	3 932 078 155,11	-602 557 123,77	86,71%	0,06%
74 233 9	Vente des imprimés	277 167 188,25	452 609 464,48	175 442 276,23	163,30%	0,01%
71 181	Amendes et pénalités	59 478 671 701,03	196 200 596 096,98	136 721 924 395,95	329,87%	3,08%
	SOUS-TOTAL HORS TVA	3 921 403 466 799,97	4 441 865 462 124,01	520 461 995 324,04	113,27%	69,67%
B.	RECETTES TVA					
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	1 710 241 302 933,01	1 751 577 722 371,82	41 336 419 438,81	102,42%	27,47%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOURUEE SUR AMR A	38 801 084 747,14	50 706 542 201,76	11 905 457 454,62	130,68%	0,80%
	SOUS-TOTAL TVA	1 749 042 387 680,15	1 802 284 264 573,58	53 241 876 893,43	103,04%	28,27%
	TOTAL RECETTES HORS IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	5 670 445 854 480,12	6 244 149 726 697,59	573 703 872 217,47	110,12%	97,93%
	IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	104 846 418 863,85	131 834 326 593,53	26 987 907 729,68	125,74%	2,07%
	RECETTES GLOBALES	5 775 292 273 343,97	6 375 984 053 291,12	600 691 779 947,15	110,40%	100,00%

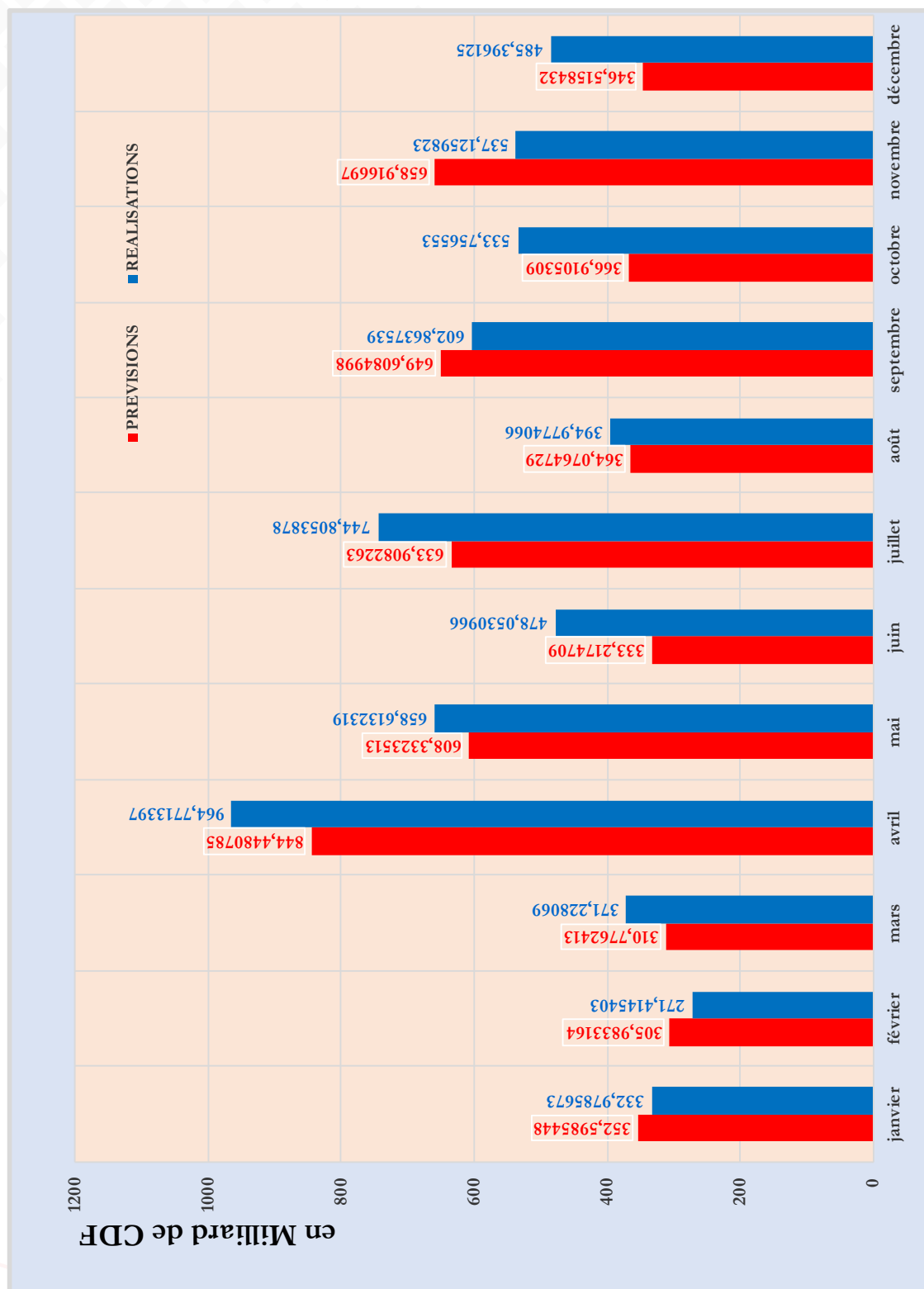


TABLEAU N° 4. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI/PAR CENTRE DE PERCEPTION

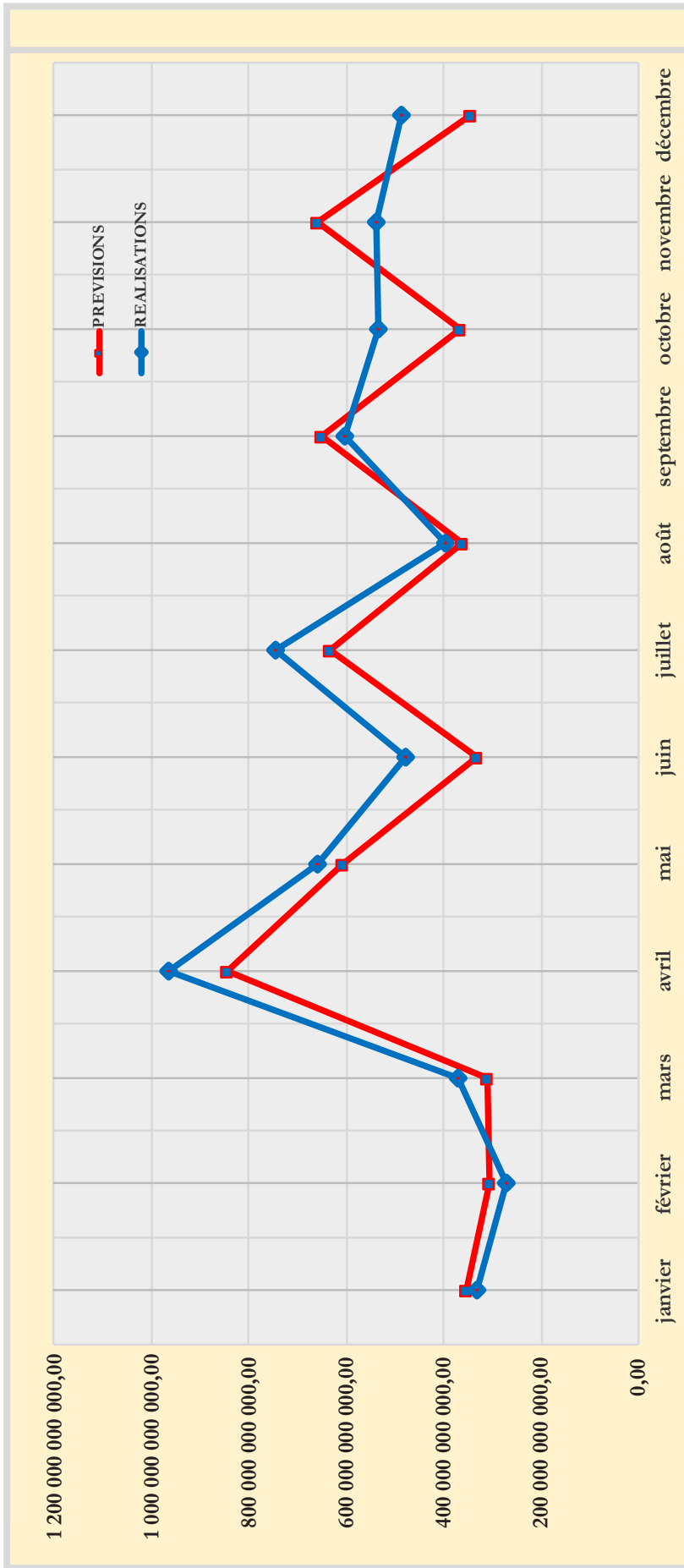
CENTRE DE PERCEPTION	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUT°	TAUX DE PARTICIPAT°
DGE	5 050 932 759 315,09	5 691 800 946 982,99	640 868 187 667,90	112,69%	89,27%
DPI/KATANGA	411 787 727 616,06	418 006 701 815,83	6 218 974 199,77	101,51%	6,56%
DUI-K	186 059 920 198,73	161 214 050 104,97	-24 845 870 093,76	86,65%	2,53%
DPI/NORD-KIVU	37 351 294 646,60	34 473 759 177,43	-2 877 535 469,17	92,30%	0,54%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	29 616 992 892,90	21 128 962 520,59	-8 488 030 372,31	71,34%	0,33%
DPI/SUD-KIVU	23 606 115 151,63	19 921 853 586,91	-3 684 261 564,72	84,39%	0,31%
DPI/KONGO CENTRAL	21 974 328 336,39	15 057 388 062,39	-6 916 940 274,00	68,52%	0,24%
DPI/KASAI-ORIENTAL	5 690 119 587,28	6 451 900 271,76	761 780 684,48	113,39%	0,10%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	2 358 713 400,27	3 028 912 613,80	670 199 213,53	128,41%	0,05%
DPI/EQUATEUR	1 998 385 484,17	1 864 248 014,78	-134 137 469,39	93,29%	0,03%
DPI/MANIEMA	2 019 650 391,77	1 541 387 620,21	-478 262 771,56	76,32%	0,02%
DPI/BANDUNDU	1 896 266 323,06	1 493 942 519,46	-402 323 803,60	78,78%	0,02%
TOTAL	5 775 292 273 343,97	6 375 984 053 291,12	600 691 779 947,15	110,40%	100,00%



ANNEXE N° 5 : HISTOGRAMMES D'EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI /EXERCICE 2021



ANNEXE N° 6 : COURBES D'EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES / EXERCICE 2021



ANNEXE N° 7. EVOLUTION DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT / DE 2017 A 2021

N°	NATURE D'IMPOT	2017	2018	2019	2020	2021
A	RECETTES HORS TVA					
I.	IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	718 567 906 085,96	912 603 308 483,07	955 156 859 068,62	1 118 119 107 562,73	1 531 070 833 214,15
71 111.1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	509 845 397 132,43	589 376 795 273,90	631 366 157 864,75	629 180 966 030,69	647 656 727 735,86
71 111.2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	17 189 717 930,33	21 901 465 165,50	27 224 466 289,06	44 540 991 205,90	76 941 180 942,96
71 111.3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics	9 631 917 398,00	10 968 024 208,00	8 854 975 601,00	156 720 413 047,33	306 093 359 834,82
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	5 021 603 444,88	27 653 897 242,84	18 093 550 221,88	21 965 338 960,62	75 994 368 711,99
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatrés	119 706 675 668,31	170 926 225 893,02	148 489 359 038,01	140 483 739 156,58	195 346 887 273,82
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatrés (IERE)	59 172 594 511,81	91 776 900 075,81	121 128 350 033,92	125 227 659 161,59	229 128 317 714,70
II.	IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITALS MOBILIERS	751 073 507 815,30	1 742 852 510 758,93	1 862 769 406 979,05	1 188 045 014 395,71	2 710 198 799 912,98
	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	604 456 315 191,88	1 466 175 517 024,04	1 603 429 501 510,53	695 141 161 785,48	2 193 792 619 040,78
71 121	Impôt spécial sur les profits excédentaires			23 924 597 552,00	0,00	158 801 139,00
	Impôt Spécial sur les Plus-Values de cessions d'actions ou de parts sociales			6 747 497 813,51	262 651 976 612,10	0,00
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	6 590 413 887,20	9 494 337 112,70	6 747 497 813,51	8 807 397 739,02	8 520 440 688,39
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits de petite entreprise</i>			5 809 131 321,22	7 930 307 722,89	7 723 866 098,25
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits de micro-entreprise</i>			938 366 492,29	877 090 016,13	796 573 990,14
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	75 010 148 966,17	102 397 057 643,94	97 818 433 098,53	100 533 926 897,05	164 042 791 849,24
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	65 016 631 770,04	164 585 598 978,26	130 849 377 004,48	117 910 551 362,06	343 684 147 195,57
III.	IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	195 693 770,99	118 407 414,49	14 241 458,82	83 923 984,20	10 545 280,31
	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur	195 693 770,99	118 407 414,49	14 241 458,82	83 923 984,20	10 545 280,31
IV.	AUTRES RECETTES	20 981 132 382,78	69 478 276 631,79	94 416 087 057,62	46 890 621 269,46	200 585 283 716,57
71 451.1	Immatriculation des véhicules	2 425 043 554,31	3 734 355 762,43	3 476 096 658,82	3 031 691 669,77	3 932 078 155,11
74 233.9	Vente des imprimés	52 383 195,15	219 267 251,05	74 737 255,76	158 213 271,96	452 609 464,48
71 181	Amendes et pénalités	18 503 705 633,33	65 524 653 618,31	90 865 253 143,04	43 700 716 327,73	196 200 596 096,98
	SOUS-TOTAL HORS TVA	1 490 818 240 055,03	2 725 052 503 288,28	2 912 356 594 564,11	2 350 138 667 212,10	4 441 865 462 124,01
B.	RECETTES TVA					
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	679 962 893 625,99	900 150 106 885,93	1 027 028 495 107,22	1 196 785 313 112,23	1 751 577 722 371,82
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMRA	25 665 041 673,99	39 051 844 589,11	28 638 545 195,62	30 808 266 661,65	50 706 542 201,76
	SOUS-TOTAL TVA	705 627 935 299,98	939 201 951 475,04	1 055 667 040 302,84	1 227 593 579 773,88	1 802 284 264 573,58
	TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	2 196 446 175 355,01	3 664 254 454 763,32	3 968 023 634 866,95	3 577 732 246 985,98	6 244 149 726 697,59
	RECETTES IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	74 388 893 809,95	106 248 420 652,99	121 038 098 353,81	77 670 95 793,07	131 834 326 593,53
	RECETTES GLOBALES DE LA DGI	2 270 835 069 165,96	3 770 499 875 416,31	4 089 061 733 220,76	3 655 402 442 779,05	6 375 984 053 291,12
	TAUX D'ACCROISSEMENT		66,83%	8,29%	-9,84%	74,53%

TABLE DES MATIERES

LISTE DE PRINCIPAUX SIGLES ET ABBREVIATIONS	5
SOMMAIRE	7
EDITORIAL.....	9
PRESENTATION DE LA DGI.....	13
1. ORGANIGRAMME DE LA DGI.....	14
2. HAUTE DIRECTION DE LA DGI.....	15
3. ADMINISTRATION CENTRALE ET DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES.....	18
4. DIRECTIONS URBAINE ET PROVINCIALES : 11.....	19
5. CENTRES DES IMPOTS : 5.....	21
6. CENTRES D'IMPOTS SYNTHETIQUES : 131.....	22
I. INTRODUCTION24	
II. FAITS SAILLANTS DE L'ANNEE29	
III. EXECUTION DES MISSIONS DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS.....33	
III.1. RAPPEL DES MISSIONS DE LA DGI.....	34
III.2. ACTIVITES DE LA HAUTE DIRECTION	34
III.2.1. Supervision et coordination de l'ensemble des activités de la DGI.....	34
III.2.2. Participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales	35
III.2.3. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales et aux accords d'échanges de renseignements en matière fiscale.....	35
III.2.4. Prise de mesures d'ordre interne	35
III.3. MISSIONS D'ASSIETTE	54
III.3.1. Attribution du Numéro Impôt.....	54
III.3.2. Tenue et mise à jour des répertoires.....	55

III.3.2.1. Répertoires généraux des Services opérationnels	55
III.3.2.1.1. Répertoire des Services par état d'activités	55
III.3.2.1.2. Répertoire des Services par forme juridique.....	57
III.3.2.2. Répertoires sectoriels des Services opérationnels	57
III.3.3. Suivi des déclarations souscrites en 2021	58
III.3.3.1. Situation des déclarations IBP	58
III.3.3.1.1. Situation des déclarations IBP des grandes et moyennes entreprises.....	59
III.3.3.1.2. Situation des déclarations IBP des entreprises de petite taille.....	60
III.3.3.2. Situation des déclarations IPR	62
III.3.3.3. Situation des déclarations IERE.....	63
III.3.3.4. Situation des déclarations TVA.....	64
III.3.4. Suivi des travaux de contrôle fiscal.....	65
III.3.4.1. Le contrôle fiscal au premier degré.....	66
III.3.4.1.1. Programmation du contrôle sur place.....	66
III.3.4.1.2. Résultats du contrôle sur place	66
III.3.4.1.3. Participation des travaux de contrôle fiscal dans les recettes de l'année.....	72
III.3.4.2. Le contrôle fiscal au second degré	73
III.4. MISSIONS DE RECOUVREMENT	74
III.4.1. BUDGET DES RECETTES DE LA DGI POUR L'EXERCICE 2021	74
III.4.1.1. Mesures d'accompagnement du budget des recettes des impôts	74
a) Mesures législatives.....	74
b) Mesures administratives.....	74
III.4.1.2. Exécution du Budget des recettes des impôts	75
III.4.1.2.1. Exécution du Budget des recettes par nature d'impôt.....	75
III.4.1.2.2. Exécution du Budget des recettes par Centre de perception	78
III.4.1.2.3. Justification du niveau d'exécution du Budget des recettes des Impôts	79
III.4.2. SUIVI DES PAIEMENTS ISSUS DES RESSOURCES NATURELLES.....	81
III.4.3. SUIVI DE REMBOURSEMENTS DES CREDITS DE TVA	83
III.4.4. SUIVI DU SOLDE DEBITEUR.....	84
III.4.4.1. Solde débiteur par degré de solvabilité.....	84
III.4.4.2. Recouvrement du Solde débiteur.....	85
III.5. MISSIONS DE LEGISLATION FISCALE, DE SUIVI DES EXONERATIONS ET ALLEGEMENTS FISCAUX ET DE TRAITEMENT DU CONTENTIEUX FISCALE	86

III.5.1. Missions de législation fiscale.....	86
III.5.1.1. <i>Modification de certains textes légaux</i>	86
III.5.1.2. <i>Prise de textes réglementaires à caractère fiscal</i>	86
III.5.2. Missions de suivi des exonérations et allègements fiscaux	86
III.5.2.1. <i>Exonérations suivant le Code des Investissements</i>	87
III.5.2.2. <i>Dépenses fiscales résultant des exonérations en cours de validité en 2021</i>	88
III.5.3. Missions de traitement du contentieux fiscal.....	89
III.5.3.1. <i>Contentieux en phase administrative</i>	89
III.5.3.2. <i>Contentieux en phase juridictionnelle</i>	90
III.5.3.2.1. <i>Contentieux d'assiette</i>	90
III.5.3.2.2. <i>Contentieux de recouvrement</i>	90

IV. GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION DE LA DGI 93

IV.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	94
IV.1.1. Effectifs de la DGI.....	94
IV.1.1.1. <i>Répartition des effectifs du personnel actif par service et par grade</i>	95
IV.1.1.2. <i>Répartition des effectifs du personnel actif par genre</i>	96
IV.1.1.3. <i>Répartition des effectifs par niveau d'études</i>	97
IV.1.2. Promotion.....	98
IV.1.3. Situation de décès.....	99
IV.1.4. Formation du personnel de la DGI	99
IV.1.4.1. <i>Formation sur place</i>	99
IV.1.4.1.1. <i>Formation à l'ENF</i>	99
IV.1.4.1.2. <i>Formation en interne</i>	100
IV.1.4.2. <i>Formation à l'étranger</i>	101
IV.1.5. Missions de service	102
IV.1.6. Politique sociale	102
IV.1.6.1. <i>Prise en charge des soins de santé</i>	102
IV.1.6.2. <i>Assistance sociale</i>	103
IV.2. GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES	104
IV.2.1. Ressources financières de la DGI	104
IV.2.2. Utilisation de la rétrocession	105
IV.2.2.1. <i>Motivation du personnel</i>	105
IV.2.2.2. <i>Crédits de fonctionnement alloués aux Services</i>	105
IV.2.2.2.1. <i>Crédits subdélégués aux services</i>	105
IV.2.2.2.2. <i>Dépenses centralisées</i>	105
IV.2.3. Utilisation des pénalités recouvrées	108

IV.2.3.1. Prime de contentieux.....	108
IV.2.3.2. Dépenses d'investissement.....	108
IV.2.4. Cumul des dépenses effectuées au cours de l'année.....	110
IV.3. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES, IMPRIMES DE VALEUR, IMPRIMES SPECIFIQUES, MANUELS ET MATERIELS INFORMATIQUES & REPROGRAPHIQUES.....	112
IV.3.1. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES	112
IV.3.1.1. Situation de variation de stock.....	112
IV.3.1.2. Situation de mise de stock des plaques minéralogiques à la disposition des services	112
IV.3.2. GESTION DE STOCK DES IMPRIMES DE VALEUR.....	113
IV.3.3. GESTION DE STOCK DES IMPRIMES SPECIFIQUES.....	113
IV.3.4. GESTION DE STOCK DES MANUELS	116
IV.3.5. GESTION DE STOCK DES MATERIELS INFORMATIQUES ET REPROGRAPHIQUES.....	120
IV.4. GESTION DU PATRIMOINE.....	121
IV.4.1. Situation des immeubles	121
IV.4.2. Situation du charroi automobile	125
IV.4.2.1. Acquisitions de l'année	125
IV.4.2.2. Situation actualisée.....	127
IV.4.3. Situation des motos	138
IV.4.4. Situation des hors-bords	138

V. INFORMATISATION DES SERVICES 141

1. Dans le domaine de l'informatisation des services.....	142
2. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Télé déclaration.....	142
3. Dans le cadre du projet SYCO-GD-TVA	142
4. Dans le domaine du renforcement des capacités des utilisateurs	142

VI. REFORMES MISE EN OEUVRE ET PERSPECTIVES D'AVENIR 144

VI.1. LES REFORMES MISES EN ŒUVRE PAR LA DGI	146
a) Mesures législatives	146
b) Mesures administratives.....	146

VI.2. PERSPECTIVES D'AVENIR	147
VI.2.1. En ce qui concerne la réforme des structures	147
VI.2.2. En ce qui concerne la réforme de la législation fiscale	148
VI.2.3. En ce qui concerne le dispositif d'appui à la gestion de l'impôt	148
VI.2.4. En ce qui concerne le renforcement des capacités du personnel.....	148

ANNEXES 152

ANNEXE N° 1. PREVISIONS BUDGETAIRES DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT / EXERCICE 2021.....	154
ANNEXE N° 2. RECETTES COMPTABILISEES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/EXERCICE 2021	155
ANNEXE N° 3. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI EXERCICE 2021/ PAR NATURE D'IMPOT	156
TABLEAU N° 4. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI/PAR CENTRE DE PERCEPTION.....	157
ANNEXE N° 5. HISTOGRAMMES D'EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI /EXERCICE 2021.....	158
ANNEXE N° 6. COURBES D'EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES /EXERCICE 2021	159
ANNEXE N° 7. EVOLUTION DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT / DE 2017 A 2021	160

TABLE DES MATIERES 162

Seuils de compétence des services opérationnels

DGE

: C.A. > CDF 5 .000.000.000

CDI ou SMM

: C.A. entre CDF 200.000.001 et
CDF 5.000.000.000

CIS

: C.A. \leq CDF 200.000.000





**PAYER L'IMPOT
EST UN DEVOIR CIVIQUE**



MÉDIASPAUL

Imprimerie MÉDIASPAUL - Kinshasa - 2023

Imprimé en RDC - Printed in DRC

www.mediaspaul.cd

- **Adresse :**

Croisement des Avenues des Marais et Haut-Congo
B.P. 8613
KINSHASA I

- **Numéros « vert » :**

+ 243 82 81 15 555 (Administration Centrale)
+243 82 81 35 555 (Administration Centrale)
+243 82 81 45 555 (Direction des Grandes Entreprises)

- **E-mail :**

dgikinshasa@dgi.gouv.cd
secretariatsuite@dgi.gouv.cd
dgikinshasa@gmail.com
secretariatsuite@gmail.com
dge@dgi.gouv.cd

- **Site Web :**

www.dgi.gouv.cd

